



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 19 OCTOBRE 2021
GEMEENTERAAD VAN 19 OKTOBER 2021

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Séverine De Laveleye, <i>Président suppléant/Plaatsvervangende voorzitter</i> ;
Aanwezig	Fatima Abbach, <i>Présidente/Voorzitster</i> ; Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Quartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, Kris Vanslambrouck, Francis Dagrín, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Stéphane Roberti, <i>La Bourgmestre/De Burgemeester</i> ;
Verontschuldigd	Stéphanie Koplowicz, Nicolas Lonfils, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

La séance se tient via l'application Teams.
De zitting vindt plaats via de toepassing Teams.

Mme. El Hamidine est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.
Mevr. El Hamidine wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

Monsieur Pierre-De Permentier intervient en rapport avec l'article 5 du Code de déontologie, suivant lequel les mandataires doivent communiquer loyalement et ouvertement avec les autres mandataires, estimant que Monsieur Quartassi a communiqué de mauvaises informations au Conseil communal au sujet de la candidature de la commune au label Adeps « commune sportive ».

Monsieur Quartassi explique sa confusion sur deux dossiers reçus de la part des services, et regrette le manquement. Il n'a jamais été question de dissimuler quoi que ce soit.

Il y a une mauvaise interprétation mais tout est mis en œuvre actuellement pour faire en sorte que le dossier soit traité suite à la confirmation de l'Adeps que le dossier n'était pas recevable en l'état.

Monsieur Pierre-De Permentier déplore que l'échevin minimise cet incident.

Monsieur Loewenstein pointe une autre fausse déclaration de Monsieur Quartassi lors de la dernière séance du Conseil communal : lors d'une question portant sur le soutien régional aux infrastructures sportives communales, l'échevin a déclaré avoir sollicité à plusieurs reprises un rendez-vous auprès du Ministre Clerfayt depuis le début de la législature, ce sans obtenir de retour de sa part. Après vérification, il appert que Monsieur Quartassi a été reçu avec ses services à plusieurs reprises par le conseiller du cabinet en charge du dossier. Penser que rencontrer le ministre permettra d'obtenir ses faveurs est une pratique d'un autre temps. Il

estime qu'il n'est pas acceptable de la part d'un échevin de véhiculer de fausses informations pour se défaire de sa responsabilité dans ce dossier de piscine, dont il ne veut pas assumer l'échec.

Monsieur Quartassi explique que le ministre lui avait proposé une invitation privée suite à de nombreux débats sur les infrastructures sportives. Cette invitation ne lui est jamais parvenue. Il y a bien eu un contact avec le cabinet du Ministre mais le cabinet annonçait alors qu'aucun budget n'était disponible au niveau du plan piscine, cela avait été expliqué lors du Conseil précédent. Il ajoute que le dossier n'a pas bien été analysé par le Cabinet car les chiffres avancés ne correspondent pas au dossier et dit son espoir d'être invité par le Ministre dans le cadre de ce dossier.

Monsieur Spapens précise que de multiples contacts ont eu lieu avec le Cabinet du ministre, son assistante personnelle ayant répondu le 23/09 à un mail du 4/05, en s'excusant du long délai de réponse. Comme Monsieur Quartassi l'a dit, une visioconférence a été organisée par le Cabinet le 23/02. Lors d'une réunion avec tous les échevins des Sports, le Ministre a clairement dit à Monsieur Quartassi qu'ils devaient se rencontrer à ce sujet.

Monsieur Loewenstein maintient qu'une réunion particulière a bien eu lieu avant la réunion rassemblant les échevins des Sports et qu'il est donc faux d'affirmer qu'il n'a jamais été reçu par le ministre.

Madame la Présidente déclare l'incident clos et signale que le point concernant la Régie foncière sera examiné en priorité et passe la parole à Madame De Ridder.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

1 Logement - Régie Foncière de Forest – Désignation du receveur communal en tant que comptable spécial.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 54 ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 JUILLET 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale notamment l'article 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu sa décision du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Vu sa décision du 15 décembre 2020 de désigner Monsieur Michel Van Enst, responsable du département finances, en qualité de receveur communal faisant fonction et l'invitant à prêter le serment prévu à l'art. 80 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que la régie foncière ne peut pas fonctionner aussi longtemps que son comptable spécial (trésorier) n'a pas été désigné ;

Considérant que la régie foncière de Forest est une régie communale ordinaire ;

Considérant que l'ordonnance susvisée prévoit en son article 4 que les recettes et dépenses des régies communales ordinaires doivent être effectuées par un comptable spécial soumis aux mêmes règles que les receveurs communaux en ce qui concerne la nomination, les sanctions disciplinaires ainsi que la responsabilité ;

Considérant que l'arrêté du gouvernement susvisé définit le trésorier de la régie comme le receveur communal ou le comptable spécial, chargé du maniement des fonds, de la tenue de l'encaisse et d'effectuer les paiements et les recettes ;

DECIDE :

De désigner le receveur communal en tant que comptable spécial de la régie foncière de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Huisvesting – Grondregie van Vorst – Aanstelling van de gemeenteontvanger als bijzondere rekenplichtige (penningmeester) van de regie.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 54;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 JULI 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op zijn beslissing van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst werden aangenomen;

Gelet op zijn beslissing van 15 december 2020 om de heer Michel Van Enst, verantwoordelijke van het departement Financiën, aan te stellen als waarnemend gemeenteontvanger en hem te verzoeken de eed af te leggen voorzien in art. 80 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de Grondregie niet kan opereren zolang haar bijzondere rekenplichtige (penningmeester) niet is aangesteld;

Overwegende dat de Grondregie van Vorst een gewoon gemeentebedrijf is;

Overwegende dat de voornoemde ordonnantie in haar artikel 4 voorziet dat de ontvangsten en uitgaven van de gewone gemeentebedrijven door een bijzondere rekenplichtige moeten worden verricht, die onder dezelfde regels valt als de gemeenteontvangers voor wat betreft benoeming, tuchtstraffen en aansprakelijkheid;

Overwegende dat het voornoemde besluit van de regering de penningmeester van de regie definieert als de gemeenteontvanger of de bijzondere rekenplichtige, belast met de geldomzet, het bijhouden van de kasgelden en het verrichten van betalingen en ontvangsten;

BESLIST:

De gemeenteontvanger aan te stellen als bijzondere rekenplichtige van de Grondregie van Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Madame De Ridder resitue le contexte légal et réglementaire rendant nécessaire cette priorisation : en effet il s'agit de d'abord désigner le comptable spécial de la Régie foncière afin de permettre à la commission ad hoc d'émettre l'avis préalable à l'approbation du budget initial de la Régie, à l'occasion d'une brève interruption de séance.

Monsieur Van Vlasselaer soulève certaines formalités juridiques, qui doivent être préalablement rencontrées.

Madame De Ridder remercie Monsieur Van Vlasselaer d'avoir pointé cette nécessité, ainsi que les services.

Madame la Présidente constate que le point est approuvé et prononce une suspension de séance de 10 minutes, afin de permettre à la commission ad hoc de se réunir.

Mevrouw De Ridder licht de wettelijke en regelgevende context toe die deze prioritering noodzakelijk maakt: in de eerste plaats moet de bijzondere rekenplichtige van de Grondregie worden aangesteld om de ad-hoccommissie in staat te stellen een advies uit te brengen voorafgaand aan de goedkeuring van de oorspronkelijke begroting van de Regie, tijdens een korte onderbreking van de zitting.

De heer Van Vlasselaer stelt bepaalde juridische formaliteiten aan de orde, die van tevoren moeten worden afgehandeld.

Mevrouw De Ridder dankt de heer Van Vlasselaer voor het feit dat hij op deze noodzaak heeft gewezen, evenals de diensten.

Mevrouw de Voorzitster stelt vast dat dit punt is goedgekeurd en verklaart de zitting 10 minuten te schorsen om de ad-hoccommissie in staat te stellen te vergaderen.

SÉCURITÉ CIVILE - CIVIELE BESCHERMING

Sécurité civile - Civiele bescherming

2 Sécurité civile - Demande de la Zone de police Midi visant à pouvoir utiliser des bodycams sur le territoire communal durant une période test - Autorisation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ;

Vu la réglementation européenne en matière de protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (« RGPD », « RGS ») ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police (LFP), notamment les articles 25/1 à 25/8 concernant « l'utilisation visible de caméras » ;

Vu le Code pénal, notamment les articles 259bis et 314bis ;

Vu la demande introduite par le chef de Corps de la Zone de police Midi visant à pouvoir utiliser des *bodycams* dans les lieux ouverts et fermés sur le territoire communal, ce durant une période test de 6

mois (dates visées : du 11/10/2021 au 10/04/2022) ;

Considérant qu'une *bodycam* est considérée comme une caméra mobile visible, portée par un membre du personnel opérationnel pendant son service ;

Considérant que cette demande s'accompagne d'une description détaillée du projet comprenant notamment les objectifs poursuivis, une description du type de caméras et leurs modalités d'utilisation, une analyse d'impact et de risques au niveau de la protection de la vie privée et au niveau opérationnel ;

Considérant que l'utilisation de *bodycams* peut améliorer à la fois la transparence des interventions policières et la sécurité du personnel policier ;

Considérant que conformément à l'article 25/4 LFP, un service de police peut installer et utiliser des caméras sur le territoire qui ressort de sa compétence, après autorisation préalable de principe du Conseil communal ;

Considérant qu'un rapport d'évaluation sera transmis aux autorités communales à l'issue de la période test de 6 mois ;

DECIDE

D'autoriser la Zone de police Midi à installer et utiliser de manière visible des caméras sur le territoire communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Civiele bescherming - Aanvraag van de Politiezone Zuid om bodycams te mogen gebruiken op het gemeentelijk grondgebied tijdens een proefperiode - Toestemming.

DE RAAD,

Gelet op artikel 8 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens;

Gelet op de Europese regelgeving inzake de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens (GDPR, RGS);

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt (in het bijzonder art. 25/1 tot 25/8 betreffende het gebruik van camera's op zichtbare wijze);

Gelet op het Strafwetboek, inzonderheid art. 259bis en 314bis;

Gelet op het verzoek van de korpschef van de politiezone Zuid om gedurende een proefperiode van 6 maanden (streefdata: van 11/10/2021 tot 10/04/2022) *bodycams* te mogen gebruiken op voor het publiek toegankelijke en besloten plaatsen op het gemeentelijke grondgebied;

Overwegende dat een *bodycam* wordt beschouwd als een zichtbare mobiele camera die door een lid van het operationele personeel tijdens de dienst wordt gedragen;

Overwegende dat dit verzoek vergezeld gaat van een gedetailleerde beschrijving van het project, met inbegrip van met name de nagestreefde doelstellingen, een beschrijving van het soort camera's en de gebruikswijze ervan, een impact- en risicoanalyse op het niveau van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en op operationeel niveau;

Overwegende dat het gebruik van *bodycams* zowel de transparantie van het politieoptreden als de veiligheid van het politiepersoneel kan verbeteren;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 25/4 van de wet op het politieambt, een politiedienst camera's mag installeren en gebruiken op het grondgebied dat onder zijn bevoegdheid valt, na voorafgaand principeakkoord van de gemeenteraad;

Overwegende dat aan het einde van de proefperiode van 6 maanden een evaluatieverslag aan de gemeentelijke overheden zal worden toegezonden;

BESLIST

De politiezone Zuid toestemming te verlenen op het gemeentelijk grondgebied camera's te plaatsen en op zichtbare wijze te gebruiken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Monsieur De Beer estime que si ce projet semble aller dans le bon sens, il semble plutôt enclin à protéger les policiers que les citoyens.

Madame Angeli salue l'avancée de ce projet qui aspire à développer la confiance entre la police et la population en accroissant la transparence des actions policières, ce qui répond au double objectif qu'il est urgent de réconcilier : faire respecter le droit des citoyens et préserver la sécurité des policiers.

Il est essentiel de procéder à une période d'évaluation rigoureuse. L'analyse des expériences menées à l'étranger montre en effet des résultats contrastés.

C'est pourquoi il est opportun que cette opération soit menée par des personnes extérieures à la zone et qui présentent une expertise particulière dans l'évaluation de projets policiers. Il convient par ailleurs d'être attentif à deux aspects liés à ce type de dispositif : le respect des données personnelles (RGPD) et l'empreinte environnementale d'une telle technologie (impact énergétique du stockage massif d'innombrables heures de données vidéo). Pour l'ensemble de ces raisons, il a été plaidé au sein du Conseil de police pour allonger de de 3 à 6 mois la période d'essai (nécessaire pour mener évaluation crédible et sérieuse) et pour mettre en place un protocole d'évaluation solide.

Madame El Yousfi rappelle que ce projet répond à une demande ancienne et souligne avoir insisté lors des débats au sein du Conseil de police sur la nécessité d'un déclenchement automatique de ces *bodycams* (et pas à la seule initiative de l'agent).

De heer De Beer is van mening dat, hoewel dit project in de goede richting lijkt te gaan, het meer gericht lijkt te zijn op de bescherming van de politie dan van de burgers.

Mevrouw Angeli is verheugd over de vooruitgang van dit project, dat tot doel heeft het vertrouwen tussen de politie en de bevolking uit te bouwen door de transparantie van het politieoptreden te verhogen, wat beantwoordt aan de twee doelstellingen die dringend moeten worden verzoend: de rechten van de burgers doen naleven en de veiligheid van de politie vrijwaren.

Een periode van strenge evaluatie is van essentieel belang. De analyse van de ervaringen in het

buitenland laat uiteenlopende resultaten zien.

Daarom is het wenselijk dat deze operatie wordt uitgevoerd door mensen van buiten de zone die een specifieke expertise hebben op het gebied van de evaluatie van politieprojecten. Er moet ook aandacht worden besteed aan twee aspecten van dit type toestel: de bescherming van de persoonsgegevens (AVG) en de ecologische voetafdruk van een dergelijke technologie (energie-impact van de massale opslag van ontelbare uren aan videogegevens). Om al deze redenen wordt in de politieraad gepleit voor een verlenging van de proefperiode van 3 tot 6 maanden (noodzakelijk om een geloofwaardige en degelijke evaluatie te kunnen uitvoeren) en voor het opzetten van een goed evaluatieprotocol.

Mevrouw El Yousfi herinnert eraan dat het project beantwoordt aan een oude eis en beklemtoont dat zij tijdens de debatten in de politieraad heeft aangedrongen op de noodzaak dat deze *bodycams* automatisch (en niet alleen op initiatief van de agent) in werking moeten worden gesteld.

7 annexes / 7 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

3 Tutelle CPAS - Budget CPAS 2021 - Modification budgétaire n°1 - Tutelle générale.

LE CONSEIL,

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 16 septembre 2021, dont documents en annexe, arrêtant la modification n°1 du budget 2021 est parvenue à l'administration communale de Forest le 22 septembre 2021 ;

Considérant que, selon l'administration, par manque de transmission du cadre à l'autorité communale, il est impossible de vérifier si ces nouveaux engagements sont oui ou non prévus au cadre ;

Considérant que le CPAS a, par courriel adressé à l'administration communale en date du 5 octobre 2021, précisé que l'ensemble des engagements effectués dans le cadre de la modification budgétaire étaient subsidiés par différents pouvoirs subsidants, dans le contexte de la crise sanitaire ; que par conséquent les engagements ne pouvaient être prévus au cadre ;

Considérant que les variations sont présentées dans la note explicative ci-jointe ;

Vu l'article 26 bis § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) qui précise que « *les matières suivantes ne peuvent faire l'objet d'une décision du centre public d'action sociale qu'après avoir été soumises préalablement à l'avis du comité de concertation :*

1°[...]

2°[...]

3°*la fixation ou la modification du statut administratif et pécuniaire du personnel, pour autant qu'elles puissent avoir une incidence financière ou qu'elles dérogent au statut du personnel communal* » ;

4°*l'engagement de personnel complémentaire, sauf en cas d'urgence, conformément aux dispositions de l'article 56;*

[...]

Attendu que les engagements hors cadre ont été effectués dans le contexte de la crise sanitaire COVID, sous le sceau de l'urgence, qu'ils sont intégralement subsidiés par la COCOM, le SPP-IS ou la Région de Bruxelles Capitale, et pour une durée déterminée, c'est-à-dire jusqu'à l'expiration des subsides extraordinaires ;

Attendu que la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 14 janvier 2021 a fixé une indemnité forfaitaire, à caractère exceptionnel, liée exclusivement à la crise COVID-19, pour l'usage professionnel d'une connexion Internet privée, d'un montant mensuel de 20,00 EUR, pour les membres du personnel effectuant au minimum 4 jours de prestation par mois en télétravail ; que cette indemnité est octroyée depuis le mois de janvier 2021 et, au plus tard jusqu'au 31.12.2021 ;

Attendu que cette indemnité forfaitaire est entièrement financée par le subside exceptionnel de la COCOM (circulaire du 16.09.2020 (M.B. 21.09.2020) relative aux modalités d'octroi et de justification de la subvention exceptionnelle de 30 millions d'euros en faveur des 19 CPAS bruxellois - crise du COVID-19), qui a pour objectif de faire face aux conséquences de la crise sanitaire sur le bien-être et la santé à court terme et à moyen terme ; que, par conséquent, en raison du caractère exceptionnel et temporaire de cette mesure et du fait que l'impact financier est nul au niveau de la dotation communale, ce point ne devait pas être soumis à l'avis du Comité de concertation régi par l'article 26bis de la loi organique des CPAS;

Attendu que la modification budgétaire n°1 maintient le budget du CPAS en équilibre et est sans impact sur la dotation communale ;

Considérant que l'administration est d'avis que le comité de concertation article 26 bis aurait dû se tenir pour les primes Covid-19 et 985 et ceci pour les raisons suivantes :

- La philosophie de l'article 26 bis est le traitement égalitaire du personnel des deux entités
- La prime forfaitaire de max 500 euro brut aux membres du personnel communal en vertu de la circulaire 2020/14 du Ministre des Pouvoir Locaux qui n'a pas fait l'objet d'une modification du statut pécuniaire dans sa version codifiée, mais qui a été accordée suite un règlement particulier voté par le conseil communal en sa séance du 15 décembre 2020 , n'avait aucune incidence budgétaire mais a bel et bien fait l'objet d'une concertation en application de l'article 26 bis § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976
- Le terme « statut » doit être interprété largement : comme preuve : au titre III, chapitre II de la NLC, en langue néerlandaise, le terme « bezoldigingsregeling » est utilisé. Ce terme doit être traduit en français par « réglementation concernant la rémunération » . Ceci prouve que le terme « statut » a une portée plus large qu'un simple document qui s'intitule « statut » ;

Considérant en outre, que le receveur communal est d'avis que le coût de l'octroi d'une prime pour le télétravail pendant la période de crise sanitaire aurait pu être imputé à la fonction 140 (calamités) et que cette dépense aurait dès lors, pu être neutralisée au budget 2021 ;

Vu l'avis de la secrétaire communale en application de l'article 26 bis §1^{er}, 9° de la NLC ;

Considérant dès lors, l'avis négatif de l'administration;

DECIDE,

D'approuver la décision du Conseil du CPAS du 16 septembre 2021 adoptant la modification budgétaire n°1 du budget 2021.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 20 votes positifs, 12 votes négatifs, 2 abstentions.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Abstentions : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Toezicht OCMW - Begroting OCMW 2021 - Begrotingswijziging nr. 1 - Algemeen toezicht.

DE RAAD,

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 16 september 2021, waarvan de documenten zich als bijlage bevinden, tot goedkeuring van wijziging nr. 1 van de begroting 2021 het gemeentebestuur van Vorst bereikte op 22 september 2021;

Overwegende dat, volgens de administratie, aangezien het kader niet aan de gemeentelijke overheid is overgemaakt, niet kan worden nagegaan of deze nieuwe aanwervingen al dan niet voorzien zijn in het kader;

Overwegende dat het OCMW in een e-mail aan het gemeentebestuur op 5 oktober 2021 heeft gepreciseerd dat alle aanwervingen uitgevoerd in het kader van de begrotingswijziging werden gesubsidieerd door verschillende subsidiërende overheden, in het kader van de gezondheids crisis; dat bijgevolg de aanwervingen niet in het kader konden worden voorzien;

Overwegende dat de aanpassingen verklaard worden in de bijgevoegde nota;

Gelet op artikel 112 bis §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW) dat preciseert dat *het OCMW pas een beslissing kan nemen over de volgende aangelegenheden na het advies van het Overlegcomité te hebben ingewonnen:*

1°[...]

2°[...]

3°de vaststelling of wijziging van het administratief en geldelijk statuut van het personeel, voor zover dit financiële gevolgen kan hebben of kan afwijken van het statuut van het gemeentepersoneel;

4° de aanwerving van extra personeel, behalve in noodgevallen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 56;

[...]

Overwegende dat de aanwervingen buiten het kader met spoed werden uitgevoerd in de context van de COVID-19-crisis, dat ze volledig worden gesubsidieerd door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de POD MI of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en voor bepaalde duur, d.w.z. tot het verstrijken van de buitengewone subsidies;

Overwegende dat in de beraadslaging van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van 14 januari 2021 een uitzonderlijke forfaitaire vergoeding is vastgelegd, die uitsluitend gekoppeld is aan de COVID-19-crisis, voor het beroepsmatige gebruik van een privé-internetverbinding, voor een maandelijks bedrag van 20,00 EUR, voor de personeelsleden die minstens 4 werkdagen per maand telewerken; dat deze vergoeding wordt toegekend sinds januari 2021 en uiterlijk tot en met 31.12.2021 ;

Overwegende dat deze forfaitaire vergoeding volledig gefinancierd wordt door de uitzonderlijke subsidie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (omzendbrief van 16.09.2020 (B.S. 21.09.2020) met betrekking tot de modaliteiten voor de toekenning en de rechtvaardiging van de uitzonderlijke subsidie van 30 miljoen euro ten behoeve van de 19 Brusselse OCMW's - COVID-19-crisis), die is bedoeld om de gevolgen van de coronacrisis op het welzijn en de gezondheid op korte en middellange termijn op te vangen; dat bijgevolg, vanwege het uitzonderlijke en tijdelijke karakter

van deze maatregel en het feit dat de financiële weerslag nihil is op het niveau van de gemeentedotatie, dit punt niet voor advies moet worden voorgelegd aan het overlegcomité geregeld in artikel 26 *bis* van de organieke OCMW-wet;

Overwegende dat begrotingswijziging nr. 1 de begroting van het OCMW in evenwicht houdt en geen gevolgen heeft voor de gemeentedotatie;

Overwegende dat de administratie van mening is dat het overlegcomité artikel 26 *bis* had moeten worden gehouden voor de premies COVID-19 en 985 en wel om de volgende redenen:

- De filosofie van artikel 26 *bis* en de gelijke behandeling van het personeel van beide entiteiten
- De forfaitaire premie van maximaal 500 euro bruto aan het gemeentepersoneel krachtens omzendbrief 2020/14 van de minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen, die niet het voorwerp uitmaakte van een wijziging van het geldelijk statuut in zijn gecodificeerde versie, maar die werd toegekend ingevolge een bijzonder reglement dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 15 december 2020, geen enkele weerslag had op de begroting, maar wel het voorwerp uitmaakte van een overleg in toepassing van artikel 26 *bis* § 1 van de wet van 8 juli 1976
- De term ‘statuut’ moet ruim worden geïnterpreteerd: als bewijs wordt in titel III, hoofdstuk II van de NGW in het Nederlands de term ‘bezoldigingsregeling’ gebruikt. Deze term moet in het Frans worden vertaald als ‘règlementation concernant la rémunération’. Dit bewijst dat de term ‘statuut’ een ruimere draagwijdte heeft dan een eenvoudig document getiteld ‘statuut’;

Overwegende dat de gemeenteontvanger bovendien van mening is dat de kosten voor de toekenning van een premie voor telewerk tijdens de gezondheids crisis hadden kunnen worden geboekt op functie 140 (rampen) en dat deze uitgave bijgevolg had kunnen worden geneutraliseerd in de begroting voor 2021;

Gelet op het advies van de gemeentesecretaris in toepassing van artikel 26 *bis* §1, 9° van de NGW;

Overwegende het negatieve advies van de administratie;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de beslissing van de OCMW-raad van 16 september 2021 tot goedkeuring van begrotingswijziging nr. 1 van de begroting 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 20 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Onthoudingen : Simon De Beer, Francis Dagrín.

Monsieur Pierre-De Permentier souhaite connaître le motif de l’avis défavorable de l’administration.

Monsieur Hacken estime que la motivation devrait inclure les motifs ayant conduit le Collège à passer outre cet avis défavorable.

Madame El Hamidine répète les explications fournies par Monsieur Lonfils en commission réunie.

Monsieur Pierre-De Permentier rappelle la nécessaire logique d’harmonisation qui sous-tend la

concertation entre commune et CPAS, estimant que celle-ci n'a pas été respectée.

Intervention de Monsieur Van Vlasselaer :

Je partage l'avis de M. Hacken que le fait que l'avis du Collège doit figurer dans la délibération. J'aimerais faire quelques remarques générales : je note l'absence de comparaison avec le plan triennal ; le prescrit de l'art. 43, al. 2, de la loi organique n'est toujours pas respecté, vu l'absence de fixation obligatoire des quotas de personnel contractuel, Maribel, etc. ; le projet de cadre du personnel, daté d'octobre 2020, n'a toujours pas été soumis à la concertation syndicale et au conseil d'action sociale ; la méthode d'évaluation rationnelle et objective des charges de travail n'a pas été communiquée ; le budget complet de la MRS n'a pas été établi conformément aux dispositions légales, indispensable pour la transparence du poids réel de chacun des secteurs d'activité du CPAS.

Pour ce qui concerne le résultat d'exploitation des différents centres de frais, l'application de l'art. 60, § 1er, de la loi organique met à charge de la commune l'insuffisance de recettes de CPAS ; la situation normale est donc celle de l'équilibre. Le prescrit de l'art. 106, § 3, amène également à la conclusion que le boni ou le mali n'est pas la situation normale visée par la loi. Il en résulte que, pour la commune, l'identification des sources de déficits est vitale pour apprécier l'impact des politiques mis en œuvre, l'efficacité de la gestion de différents secteurs concernés et leur soutenabilité financière.

La modification budgétaire n°1 aboutit à une aggravation de la situation de près de 700.000 par rapport au budget initial. On s'aperçoit que les déficits de 4 centres de frais sont en hausse par rapport aux prévisions du budget initial 2021 et que les déficits des sous-fonctions « Aide sociale », « MRS », « Réinsertion » et « Covid 19 » sont particulièrement élevés. Certes, ces chiffres sont résorbés par les recettes générales et les subventions covid (lesquelles sont temporaires), mais ils appellent, à tout le moins, une analyse sérieuse de leur origine. L'indispensable analyse de gestion réclamée par de tels chiffres restera incomplète sans la nécessaire transparence des politiques menées en matière de ressources humaines. L'opacité, le secret et l'autoritarisme qui entourent ces dernières sont non seulement un obstacle sciemment entretenu à une gestion objective mais également une violation répétée et constante du droit légal des membres du conseil communal à une information complète garantie par l'art. 84 de la nouvelle loi communale.

Il ne s'agit pas ici d'une mise en cause des politiques mises en œuvre, nécessaires compte tenu d'une redistribution déficiente dans notre organisation sociale, mais de la recherche de modes de gestion plus efficaces dont tant les usagers que les agents du CPAS seraient les bénéficiaires, ainsi que les finances communales.

En ce qui concerne la MRS, il est à noter l'absence d'un budget propre pour la MRS en violation des dispositions réglementaires. Il convient de remarquer que le résultat déficitaire de la MRS qui était affiché en forte aggravation dans le budget 2021 par rapport au compte 2019 confirme une grave détérioration de son résultat déficitaire dans la modification budgétaire, passant de 2,87 millions à 3,40 millions. Les recettes d'hébergement affichent une réduction significative de l'intervention des résidents (-163.000) et de celles de transferts (-399.000) qui trahissent une forte érosion du taux d'occupation. Les dépenses d'exploitation (9,11 millions) se caractérisent par une augmentation de 11,42% par rapport au compte 2020, due en particulier à une hausse des frais de personnel de près de 10% et des frais de fonctionnement de 9,75%. La question se pose une fois de plus de savoir si la commune a encore les moyens de mettre en œuvre une politique d'une telle ampleur.

Monsieur Hacken estime dommage de ne pas avoir pu octroyer le même avantage aux agents communaux.

Madame la Secrétaire communale fournit des précisions justifiant l'avis négatif de l'administration, soulignant que l'enjeu de la concertation commune-CPAS consiste précisément à maintenir une harmonisation des règles relatives à la rémunération des membres du personnel.

De heer Pierre-De Permentier wil de reden weten van het ongunstig advies van de administratie.

De heer Hacken is van mening dat de motivering de redenen moet bevatten die het College ertoe gebracht hebben dit ongunstig advies naast zich n eer te leggen.

Mevrouw El Hamidine herhaalt de uitleg die de heer Lonfils in de verenigde commissie heeft gegeven.

De heer Pierre-De Permentier herinnert aan de noodzakelijke logica van harmonisatie die ten grondslag ligt aan het overleg tussen de gemeente en het OCMW en is van mening dat deze niet gerespecteerd is.

Tussenkost van de heer Van Vlasselaer:

Ik ben het met de heer Hacken eens dat het advies van het College in de beraadslaging moet worden opgenomen.

Ik zou enkele algemene opmerkingen willen maken: ik stel vast dat er geen vergelijking wordt gemaakt met het driejarenplan; de bepalingen van art. 43, 2e lid van de organieke wet nog steeds niet worden nageleefd, gelet op het ontbreken van een verplichte vaststelling van quota's van contractueel personeel, Maribel, ... ; het ontwerp van personeelsformatie, dat dateert van oktober 2020, nog steeds niet besproken is met de vakbonden en de raad voor maatschappelijk welzijn; de methode voor een rationele en objectieve evaluatie van de werklust niet is meegedeeld; de volledige begroting van het RVT niet is opgesteld in overeenstemming met de wettelijke bepalingen, wat essentieel is voor de transparantie van het werkelijke gewicht van elk van de activiteitensectoren van het OCMW.

Wat het exploitatieresultaat van de verschillende kostenplaatsen betreft, legt de toepassing van art. 60, § 1 van de organieke wet het tekort aan OCMW-ontvangsten ten laste van de gemeente; de normale situatie is dus een evenwichtige situatie. De bepalingen van art. 106, §3 leiden ook tot de conclusie dat het overschot of tekort niet de normale wettelijk beoogde situatie is. Voor de gemeente is het dan ook essentieel dat de oorzaken van de tekorten worden geïdentificeerd, om de impact van het gevoerde beleid, de doeltreffendheid van het beheer van de verschillende sectoren en de financiële duurzaamheid te kunnen beoordelen.

Begrotingswijzing nr. 1 leidt tot een verslechtering van de situatie met bijna 700.000 ten opzichte van de oorspronkelijke begroting. We merken dat de tekorten van 4 kostenplaatsen gestegen zijn ten opzichte van de oorspronkelijke begrotingsraming 2021 en dat de tekorten van de subfuncties "Sociale bijstand", "RVT", "Re-integratie" en COVID-19" bijzonder groot zijn. Hoewel deze cijfers opgaan in de algemene inkomsten en de coronasubsidies (die tijdelijk zijn), vergen ze op zijn minst een ernstige analyse van hun oorsprong. De noodzakelijke analyse van het beheer die dergelijke cijfers vergen, zal onvolledig blijven zonder de noodzakelijke transparantie van het personeelsbeleid.. De ondoorzichtigheid, de geheimhouding en het autoritarisme daarvan vormen niet alleen een bewuste belemmering van objectief beheer, maar ook een herhaalde en voortdurende schending van het wettelijke recht van de gemeenteraadsleden op volledige informatie, gewaarborgd door art. 84 van de Nieuwe Gemeentewet.

Dit is geen kwestie van in vraag stellen van het gevoerde beleid, dat noodzakelijk is rekening houdend met een gebrekkige herverdeling in onze sociale organisatie, maar veeleer een zoektocht naar efficiëntere werkmethodes die zowel de gebruikers als het personeel van het OCMW ten goede zou komen, en ook de gemeentefinanciën.

Wat het RVT betreft, moet worden opgemerkt dat een eigen begroting voor het RVT ontbreekt, in overtreding met de reglementaire bepalingen. Er moet worden opgemerkt dat het negatief resultaat van het RVT dat in de begroting 2021 aanzienlijk slechter bleek te zijn ten opzichte van de rekening 2019, in de begrotingswijziging een ernstige verslechtering bevestigt, van 2,87 miljoen naar 3,40 miljoen. De ontvangsten uit huisvesting vertonen een aanzienlijke vermindering van de tussenkomst van de bewoners (-163.000) en van de overdrachten (-399.000), die een sterke achteruitgang van de bezettingsgraad aantonen. De exploitatie-uitgaven (9,11 miljoen) worden gekenmerkt door een toename van 11,42% ten opzichte van de rekening 2020, die met name te wijten is aan een stijging van de personeelskosten met bijna 10% en van de werkingskosten met 9,75%. Eens te meer rijst de vraag of de gemeente nog wel over de middelen beschikt om een beleid van dergelijke omvang te voeren.

De heer Hacken vindt het jammer dat hetzelfde voordeel niet kon worden toegekend aan het

gemeentepersoneel.

Mevrouw de Gemeentesecretaris geeft verduidelijking die het negatief advies van de administratie rechtvaardigt en benadrukt dat de uitdaging van het overleg tussen de gemeente en het OCMW juist is om de harmonisatie van de regels betreffende de bezoldiging van de personeelsleden te handhaven.

5 annexes / 5 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

4 Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne - Marchés publics - Démolition en vue des sondages stabilité - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 236 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire d'entreprendre des sondages stabilité avant la rénovation des bâtiments, avenue Wielemans Ceuppens 1-7 ;

Considérant que pour avoir accès aux zones à étudier, il est nécessaire d'entreprendre des démolitions ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 septembre 2021 faisant choix d'un marché de faible montant comme mode de passation du marché "Démolition en vue des sondages stabilité", le montant estimé de ce marché s'élève à € 15.000,00 hors TVA ou € 19.338,84 (21%) TVA comprise, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 9308/995-52/88 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021, la dépense étant subsidiée à 100% par le subside contrat de quartier Wiels-sur-Senne ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 septembre 2021 faisant choix d'un marché de faible montant comme mode de passation du marché "Démolition en vue des sondages stabilité", le montant estimé de ce marché s'élève à € 15.000,00 hors TVA ou € 19.338,84 (21%) TVA comprise, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 9308/995-52/88 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021, la dépense étant subsidiée à 100% par le subsidie contrat de quartier Wiels-sur-Senne.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne - Overheidsopdrachten - Afbraakwerken met het oog op stabiliteitssonderingen - Goedkeuring van de gunning en de lastvoorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is stabiliteitssonderingen uit te voeren vóór de renovatie van de gebouwen, Wielemans Ceuppenslaan 1-7;

Overwegende dat er, om toegang te krijgen tot de te bestuderen zones, afbraakwerken moeten worden uitgevoerd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 september 2021 om te kiezen voor een opdracht van beperkte waarde als gunningswijze van de opdracht "Afbraakwerken met het oog op stabiliteitssonderingen"; de raming van deze opdracht bedraagt € 15.000,00 excl. btw of € 19.338,84, (21%) btw inbegrepen; het krediet voor deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 9308/995-52/88 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021, waarbij de uitgave voor 100% wordt gesubsidieerd door de subsidie van het wijkcontract Wiels aan de Zenne;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 september 2021 om te kiezen voor een opdracht van beperkte waarde als gunningswijze van de opdracht "Afbraakwerken met het oog op stabiliteitssonderingen"; de raming van deze opdracht bedraagt € 15.000,00 excl. btw of € 19.338,84, (21%) btw inbegrepen; het krediet voor deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 9308/995-52/88 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021, waarbij de uitgave voor 100% wordt gesubsidieerd door de subsidie van het

wijkcontract Wiels aan de Zenne;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

5 **Revitalisation des quartiers - Contrat de Rénovation Urbaine n°4 Avenue du Roi et Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne - Masterplan Forest-sur-Senne - Marché de travaux - RQ_CRU4/CQDW_CSC_2021_02 - Désignation d'une équipe pluridisciplinaire pour la mission de « Aménagements temporaires du site des Anciennes Brasseries Wielemans-Ceuppens : Conception et réalisation d'une structure temporaire d'entrée de parc » - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Procédure négociée sans publication préalable - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 1^{er} juillet 2021 :

D'annuler le marché « Aménagements temporaires sur le site des Anciennes Brasseries Wielemans-Ceuppens : Conception et réalisation d'une structure temporaire d'entrée de parc », lancé le 11 mai 2021 ;

D'approuver le cahier spécial des charges RQ_CRU4/CQDW_CSC_2021_02 et le montant estimé du marché « Aménagements temporaires sur le site des Anciennes Brasseries Wielemans-Ceuppens : Conception et réalisation d'une structure temporaire d'entrée de parc », établis par la cellule Revitalisation des Quartiers, les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;

D'approuver l'estimation du de la tranche ferme du marché à 54.450,00 euros TVAC ;

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;

De consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- *Collectif Dallas, Rue Fritz Toussaint 8 à 1050 Ixelles ;*
- *51N4E, rue du Progrès 80 à 1030 Bruxelles ;*
- *Dear pigs, rue Charles Van Lerberghen 9 à 1030 Schaerbeek*
- *ALIVE ARCHITECTURE, avenue Walckierslaan 54 à 1160 Bruxelles*
- *Plant en Houtgoed, Hengstenberg 81 à 3090 Overijse*

De prévoir le financement relatif au CRU4 d'une partie de la dépense liée à la tranche ferme , soit 14.715,00 euros, par un crédit inscrit à l'article 93010/721-60/90 «Aménagements aux terrains en cours d'exécution» du service extraordinaire du budget 2021;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles inscrit à l'article 93010/995-52 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2021 ;

De prévoir le financement relatif au CQDW du solde de la dépense liée à la tranche ferme, soit 39.735,00 euros, par un crédit inscrit à l'article 9308/721-60/88 «Aménagements aux terrains en cours d'exécution» du service extraordinaire du budget 2021;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles inscrit à l'article 9308/995-52 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2021 ;

D'informer le Conseil Communal de la présente décision.

Vu la loi nouvelle communale, et notamment l'article 234 al.3 relatif aux compétences du conseil et du collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

En application de l'article 234 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information les décisions du 06 juillet 2021 du collège des bourgmestre et échevins d'approuver les modes et conditions de passation du marché et les bureaux qui seront consultés pour la mission de « Aménagements temporaires du site des Anciennes Brasseries Wielemans-Ceuppens: Conception et réalisation d'une structure temporaire d'entrée de parc ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de Wijken - Stadsvernieuwingscontract nr. 4 Koningslaan en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne - Masterplan 'Vorst aan de Zenne' - Opdracht voor aanneming van werken - RQ_CRU4/CQDW_CSC_2021_02 - Aanstelling van een multidisciplinair team voor de opdracht "Tijdelijke voorzieningen op de site van de Voormalige Brouwerijen Wielemans Ceuppens: Ontwerp en bouw van een tijdelijke toegangsconstructie voor het park" - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 juli 2021 om:

De opdracht "Tijdelijke voorzieningen op de site van de Voormalige Brouwerijen Wielemans Ceuppens: Ontwerp en bouw van een tijdelijke toegangsconstructie voor het park" gelanceerd op 11 mei 2021, te annuleren;

Goedkeuring te verlenen aan het bijzonder bestek RQ_CRU4/CQDW_CSC_2021_02 en het geraamde bedrag van de opdracht "Tijdelijke voorzieningen op de site van de Voormalige Brouwerijen Wielemans Ceuppens: Ontwerp en bouw van een tijdelijke toegangsconstructie voor het park" opgesteld door de cel Heropleving van de Wijken, de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Goedkeuring te verlenen aan de raming van de vaste schijf van de opdracht voor 54.450,00 euro incl. btw;

De opdracht te gunnen via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

De volgende ondernemers te raadplegen in het kader van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- Collectif Dallas, Fritz Toussaintstraat 8 te 1050 Elsene;*
- 51N4E, Vooruitgangsstraat 80 te 1030 Brussel;*
- Dear pigs, Charles Van Lerberghenstraat 9 te 1030 Schaarbeek;*
- ALIVE Architecture, Walckierslaan 54 te 1160 Brussel;*
- Plant- en Houtgoed, Hengstenberg 81 te 3090 Overijse*

De financiering betreffende SVC4 van een deel van de uitgave met betrekking tot de vaste schijf te voorzien, namelijk 14.715,00 euro, door een krediet ingeschreven op artikel 93010/721-60/90 "Aanpassingswerken op de terreinen in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2021;

Deze uitgave 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 93010/995-52 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds" van de begroting 2021;

De financiering betreffende het DWCW van het saldo van de uitgave met betrekking tot de vaste schijf te voorzien, namelijk 39.735,00 euro, door een krediet ingeschreven op artikel 9308/721-60/88 "Aanpassingswerken op de terreinen in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2021;

Deze uitgave 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 9308/995-52 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds" van de begroting 2021;

De gemeenteraad op de hoogte te brengen van de huidige beslissing.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, 3e lid, betreffende de bevoegdheden van de Raad en van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

In toepassing van artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 juli 2021 om goedkeuring te verlenen aan de gunningswijze en de lastvoorwaarden van de opdracht en de te raadplegen firma's voor de opdracht "Tijdelijke voorzieningen op de site van de Voormalige Brouwerijen Wielemans Ceuppens: Ontwerp en bouw van een tijdelijke toegangsconstructie voor het park".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur Pierre-De Permentier demande des précisions sur la composition de l'équipe pluridisciplinaire.

Monsieur Spapens répond qu'il s'agit du bureau d'étude et que l'on ne fait jamais appel uniquement à des compétences d'architecture pure, on vise d'autres compétences par exemple en participation, en stabilité, etc. Il s'agit d'une équipe composée d'architectes et d'autres spécialistes. Il rappelle que le *masterplan* a été approuvé tant par le Collège que par la Région et que toutes les actions qui seront menées s'inscrivent dans son sillage, notamment : réflexion sur la mise en place d'une infrastructure de type *skatepark* au niveau de la zone Charroi ; installation sportive de type *agoraspace* au niveau de Divercity ; installation d'une structure d'entrée temporaire entre le Brass et le Wiels au niveau du parc du marais (la réflexion est toujours en cours quant à un réaménagement complet du parc) ; réflexion en cours avec la STIB pour l'avenir du carrefour Wiels.

Il ajoute que Beliris a débloqué des fonds pour l'acquisition de nouvelles parcelles dans la continuité.

Monsieur Pierre-De Permentier demande quelle est la valeur légale d'un tel *masterplan*.

Monsieur Spapens répond qu'il n'est pas juridiquement contraignant mais constitue un engagement de continuité du service public, un engagement moral de toutes les structures impliquées. C'est un travail conséquent effectué avec les autorités communales, les administrations et les habitants.

De heer Pierre-De Permentier vraagt details over de samenstelling van het multidisciplinair team.

De heer Spapens antwoordt dat het om het studiebureau gaat en dat men nooit een beroep doet op louter architectonische vaardigheden. Men richt zich op andere vaardigheden, zoals participatie, stabiliteit, ... Het gaat om een team bestaande uit architecten en andere specialisten. Hij herinnert eraan dat het *masterplan* zowel door het College als door het Gewest is goedgekeurd en dat alle acties die zullen worden uitgevoerd daarmee samenhangen, meer bepaald: nadenken over het opzetten van een infrastructuur van het type *skatepark* ter hoogte van de Gerijzone; sportaccommodatie van het type *agoraspace* ter hoogte van Divercity;

plaatsing van een tijdelijke toegangsconstructie tussen Brass en Wiels ter hoogte van het Park van het Moeras (er wordt nog nagedacht over een volledige heraanleg van het park); denkoefening aan de gang met de MIVB voor de toekomst van het Wiels-kruispunt. Hij voegt eraan toe dat Beliris in het verlengde middelen heeft vrijgemaakt voor de aankoop van nieuwe percelen.

De heer Pierre-De Permentier vraagt wat de juridische waarde van een dergelijk *masterplan* is. De heer Spapens antwoordt dat het niet juridisch bindend is, maar een continuïteitsverbintenis van de overheidsdienst vormt, een morele verbintenis van alle betrokken voorzieningen. Het is een omvangrijk werk dat met de gemeentelijke overheden, de administraties en de inwoners wordt uitgevoerd.

6 Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine n°4 Avenue du Roi et Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Masterplan Forest-sur-Senne – Parcklab Wielemans – Conditions d’utilisation des accès aux parcelles 15/02 et 15/03.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l’Ordonnance organique de la revitalisation urbaine de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux Contrats de quartier durable ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine ;

Vu l’Arrête du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du « Contrat de Rénovation urbaine – Avenue du Roi » ;

Vu sa décision du 19 décembre 2017 :

D’approuver les conventions entre la Commune de Forest et la Région, conventions portant sur les modalités de partenariat et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;

Vu l’Arrête du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la première modification de programme du « Contrat de Rénovation urbaine – Avenue du Roi » ;

Vu l’Arrête du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 décembre 2020 approuvant la deuxième modification de programme du « Contrat de Rénovation urbaine – Avenue du Roi » ;

Vu sa décision du 16 février 2021 :

D’approuver l’avenant 2 à la convention du 28.01.2018 entre la commune de Forest et la Région, avenant portant sur les modalités et les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » après modification de programme n°2 ;

Vu sa décision du 24 avril 2018 :

[...]

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...];

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'approuver le programme du CQDW ;

Vu sa décision du 22 octobre 2019 :

D'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

Vu le courrier du 11 mars 2020 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n°1 du CQDW ;

Vu sa décision du 16 mars 2021 :

D'approuver la proposition de modification de programme N°2 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

Vu sa décision du 22 octobre 2019 approuvant le cahier des charges, le mode de passation et le financement du marché de service relatif à la mission d'auteur de projet pour le Masterplan *Forest-sur-Senne* ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en sa séance du 12 décembre 2019 de désigner l'A.M. ORG & Bureau Bas Smet pour la mission d'auteur de projet pour le Masterplan *Forest-sur-Senne* ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en sa séance du 22 octobre 2020 relative à la commande de la tranche conditionnelle de la mission d'auteur de projet du Masterplan *Forest-sur-Senne* ;

Considérant la nécessité de confronter les recommandations du Masterplan quant à la programmation de certains espaces publics au vécu réel du quartier afin d'affiner ces recommandations et de les transmettre aux futurs aménageurs de ces espaces ;

Considérant que la tranche conditionnelle permettra de tester des usages d'espaces publics proposés dans le cadre du Masterplan dans une logique de participation citoyenne co-constructive ;

Considérant que la dynamique participative liée à la tranche conditionnelle s'appuiera sur les dynamiques d'appropriation citoyenne existantes dans le périmètre du Masterplan, y compris celles liées aux volets socio-culturels du CQDW et du CRU4, et cela aussi bien pour la réflexion que pour la réalisation ;

Considérant que cette dynamique de préfiguration ciblera prioritairement la préfiguration du futur espace vert qui sera mis en œuvre par Beliris sur les parcelles régionales sises avenue Van Volxem entre le Wiels et le Métropole mais aussi le parc *Diversity* ;

Considérant que cette dynamique de préfiguration est nommée : « *Parcklab Wielemans* » ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est propriétaire du terrain situé entre les n° 354 et 356 de l'avenue Van Volxem, constitué de la parcelle cadastrée n° 21007A0015/00G002 et de la parcelle cadastrée n°21007A0015/02_000 ;

Considérant que ce terrain fait partie du territoire d'expérimentation de *Parcklab Wielemans* ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est tréfoncière de deux parcelles cadastrées 15F2 et 15/03 par constitution d'un droit d'emphytéose au profit de l'ASBL WIELS par acte du 26 mai 2003 ;

Considérant que les parcelles 15/03 et 15/02 sont grevées d'une servitude de passage au profit de la SNCB, propriétaire du talus de chemin de fer situé entre les parcelles régionales et les voies ferrées ;

Considérant qu'en attendant le réaménagement définitif du site du Marais Wiels, la gestion du site se fera par phases caractérisées par des gestions adaptées ;

Considérant que les acteurs impliqués dans ces phases, soit la Région Bruxelles-Capitale, Bruxelles-Environnement, Citydev, l'ASBL Centre d'Arts Contemporain WIELS, la commune de Forest et FOREST, centre culturel, dit le BRASS, ont estimé que la mise en place d'une barrière forestière entre la parcelle 15/03 et 15/02 était nécessaire en vue de garantir un passage limité des véhicules sur le site ;

Considérant que la mise en place de cette barrière nécessite une gestion des accès dont les règles sont établies dans la convention ci-annexée ;

Considérant la convention des conditions d'utilisation des accès aux parcelles 15/02 et 15/03 ci-jointe, entre la Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles-Environnement, Citydev, l'ASBL Centre d'Arts Contemporain WIELS, la commune de Forest et FOREST, centre culturel, dit le BRASS ;

Considérant que cette convention est établie à titre gratuit ;

DECIDE :

D'approuver la convention des conditions d'utilisation des accès aux parcelles 15/02 et 15/03 ci-jointe, entre la Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles-Environnement, Citydev, l'ASBL Centre d'Arts Contemporain WIELS, la commune de Forest et FOREST, centre culturel, dit le BRASS ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre f.f. ou l'échevin délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract nr. 4 Koningslaan en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Masterplan Vorst aan de Zenne – Parcklab Wielemans – Gebruiksvoorwaarden voor toegang tot percelen 15/02 en 15/03.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de stadsvernieuwingscontracten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring

van het programma voor het “Stadsvernieuwingscontract – Koningslaan”;

Gelet op de beslissing van 19 december 2017 om:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomsten tussen de Gemeente Vorst en het Gewest, overeenkomsten die betrekking hebben op de partnerschapsmodaliteiten en die de voorwaarden bepalen van de subsidiëring voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC ‘Koningslaan’;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van de eerste programmawijziging van het “Stadsvernieuwingscontract – Koningslaan”;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot goedkeuring van de tweede programmawijziging van het “Stadsvernieuwingscontract – Koningslaan”;

Gelet op de beslissing van 16 februari 2021 om:

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel 2 bij de overeenkomst van 28.01.2018 tussen de Gemeente Vorst en het Gewest, aanhangsel dat betrekking heeft op de modaliteiten en voorwaarden van subsidiëring voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC “Koningslaan” na programmawijziging nr. 2;

Gelet op de beslissing van 24 april 2018 om:

*[...]
Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne aan te nemen;
[...];*

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van 22 oktober 2019 om:

Programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren;

Gelet op de brief van 11 maart 2020 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCW;

Gelet op de beslissing van 16 maart 2021 om:

Het wijzigingsvoorstel voor programma nr. 2 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren;

Gelet op de beslissing van 22 oktober 2019 tot goedkeuring van het bestek, de gunningswijze en de financiering van de opdracht voor diensten betreffende de opdracht van projectontwerper voor het Masterplan *Vorst aan de Zenne*;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 12 december 2019 om de tijdelijke vereniging ORG & Bureau Bas Smets aan te stellen voor de opdracht van projectontwerper voor het Masterplan *Vorst aan de Zenne*;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 oktober 2020 betreffende de bestelling van de voorwaardelijke schijf van de opdracht van projectontwerper van het Masterplan *Vorst aan de Zenne*;

Overwegende de noodzaak om de aanbevelingen van het Masterplan aangaande de programmatie van bepaalde openbare ruimten af te toetsen aan de realiteit van de wijk, teneinde deze aanbevelingen te verfijnen en ze aan de toekomstige inrichters van de ruimten over te maken;

Overwegende dat de voorwaardelijke schijf het mogelijk zal maken het gebruik van openbare ruimten voorgesteld in het kader van het Masterplan te testen in een logica van co-constructieve burgerparticipatie;

Overwegende dat de participatieve dynamiek met betrekking tot de voorwaardelijke schijf zal berusten op de bestaande dynamiek van toe-eigening door de burger binnen de perimeter van het Masterplan, met inbegrip van die met betrekking tot de sociaal-culturele componenten van het DWCW en het SVC 4, zowel voor de voorbereiding als de uitvoering;

Overwegende dat deze prefiguratiedynamiek hoofdzakelijk gericht zal zijn op de prefiguratie van de toekomstige groene ruimte die door Beliris zal worden uitgevoerd op de gewestelijke percelen gelegen aan de Van Volxemlaan tussen Wiels en “Le Métropole”, maar ook het *Diversity*-park;

Overwegende dat deze prefiguratiedynamiek de volgende naam krijgt: “*Parcklab Wielemans*”;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eigenaar is van het terrein gelegen tussen Van Volxemlaan nr. 354 en 356, bestaande uit kadastraal perceel nr. 21007A0015/00G002 en kadastraal perceel nr. 21007A0015/02_000;

Overwegende dat dit terrein deel uitmaakt van het testgebied van *Parcklab Wielemans*;

Overwegend dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opstalgever is van twee kadastrale percelen 15F2 en 15/03 door vestiging van een erfpacht ten gunste van de vzw WIELS bij akte van 26 mei 2003;

Overwegende dat op de percelen 15/03 en 15/02 een erfdienstbaarheid van doorgang rust ten gunste van de NMBS, eigenaar van het spoorwegtalud tussen de gewestelijke percelen en de spoorlijnen;

Overwegende dat, in afwachting van de definitieve herinrichting van de site van het Wielsmoeras, het beheer van de site in fasen verloopt, die worden gekenmerkt door aangepast beheer;

Overwegende dat de bij deze fasen betrokken actoren, zijnde het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Leefmilieu Brussel, Citydev, de vzw centrum voor hedendaagse kunsten WIELS, de gemeente Vorst en het cultureel centrum van Vorst BRASS, de plaatsing van een bosbareel tussen perceel 15/03 en 15/02 noodzakelijk vinden om een beperkte doorgang van voertuigen op de site te waarborgen;

Overwegende dat de plaatsing van deze bareel een toegangsbeheer vergt, waarvan de regels worden vastgelegd in de bijgevoegde overeenkomst;

Overwegende de bijgevoegde overeenkomst betreffende de voorwaarden voor de toegang tot perceel 15/02 en 15/03, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Leefmilieu Brussel, Citydev, de vzw centrum voor hedendaagse kunsten WIELS, de gemeente Vorst en het cultureel centrum van Vorst BRASS;

Overwegende dat deze overeenkomst ten kosteloze titel wordt gevestigd;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst betreffende de voorwaarden voor de toegang tot perceel 15/02 en 15/03, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Leefmilieu Brussel, Citydev, de vzw centrum voor hedendaagse kunsten WIELS, de gemeente Vorst en het cultureel centrum van Vorst BRASS;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de wnd. Burgemeester of de afgevaardigde Schepen, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voornoemde overeenkomst te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES NL - GEMEENSCHAPSZAKEN NL

Bibliothèque FR - Bibliotheek FR

7 **Affaires communautaires - Bibliothèque francophone - Marchés publics de " Mobilier de bibliothèque", « Carré d'angle (mobilier de ludothèque) », « Banc-coffre » - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de mobilier pour la bibliothèque francophone (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 02 septembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Mobilier de bibliothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 3.467,92 € hors TVA ou 4.196,19 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de bacs pour bandes dessinées (haut), de bacs pour bandes dessinées (bas), d'un chariot-présentoir et de présentoirs pour livres pour la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 02 septembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Carré d'angle (mobilier de ludothèque) » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.175,11 € hors TVA ou 1.451,88 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'un carré d'angle pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09 septembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Banc-coffre » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.740,00 € hors TVA ou 2.105,40 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de bancs-coffres pour l'antenne du Centr'Al de la bibliothèque francophone ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des Bourgmestre et Echevins :

1. décision du 02 septembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Mobilier de bibliothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 3.467,92 € hors TVA ou 4.196,19 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
2. décision du 02 septembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Carré d'angle (mobilier de ludothèque) » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.175,11 € hors TVA ou 1.451,88 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
3. décision du 09 septembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Banc-coffre » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.740,00 € hors TVA ou 2.105,40 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeenschapszaken - Franstalige bibliotheek - Overheidsopdrachten voor "Bibliotheekmeubilair", "Hoekmeubel (meubilair voor de speltheek)", "Kofferbank" - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht - Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om meubilair aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 september 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Bibliotheekmeubilair” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 3.467,92 € excl. btw of 4.196,19 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om bakken voor strips (hoog), bakken voor strips (laag), een displaykar en displays voor boeken aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 september 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Hoekmeubel (meubilair voor de spelothek)” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.175,11 € excl. btw of 1.451,88 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om een hoekmeubel aan te kopen voor de spelothek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 september 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Kofferbank” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.740,00 € excl. btw of 2.105,40 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om kofferbanken aan te kopen voor de antenne van Centr’Al van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. beslissing van 2 september 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Bibliotheekmeubilair” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 3.467,92 € excl. btw of 4.196,19 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
2. beslissing van 2 september 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Hoekmeubel (meubilair voor de spelothek)” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.175,11 € excl. btw of 1.451,88 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
3. beslissing van 9 september 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Kofferbank” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde

bedrag van 1.740,00 € excl. btw of 2.105,40 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

8 **Informatique - Développement du processus de validation de factures #007/24.12.2020/B/0038#.**

LE CONSEIL,

Vu la nécessité de changer le programme de suivi des factures;

Vu le retard accumulé par l'utilisation du dernier logiciel utilisé, à savoir ecourrier, qui ne répond pas aux attentes et aux besoins du service des finances;

Vu la décision du conseil communal du 27 mai 2003 portant convention avec le Centre Informatique pour la Région de Bruxelles-Capitale (CIRB) pour laisser la possibilité à la commune d'acheter du matériel informatique via ledit centre ;

Vu le cahier spécial des charges relatif à l'assistance informatique pour le CIRB : « conclusion d'un accord cadre » - **CSC 2017.007 « Analyse des offres en vue de l'attribution du contrat d'exécution LOT 6 - DMS/ECM – Développement du processus de validation de factures »**;

Vu le **contrat d'exécution LOT 6 - DMS/ECM – Développement du processus de validation de factures**;

Considérant en effet qu'il est indispensable pour la commune de remettre les systèmes à jour, afin de consolider et d'améliorer l'architecture du domaine Windows et d'implémenter de nouveaux services ; que la documentation (schéma et procédures) doit être réalisée pour pouvoir assurer le suivi des factures entrantes traitées par le service des finances;

Considérant que la mission est dirigée par la direction de CIRB et que le responsable mandaté pour diriger et superviser le personnel mis à disposition est **l'IT Manager – AC Forest** ;

Considérant que le CIRB établira sa facturation, sur base des prestations acceptées par le donneur d'ordre ;

Vu la déclaration de créance intitulée « appel à ressources **ADF-002008hr005** portant sur la gestion courante du parc IT », datée du 01 janvier 2016, établi par l'asbl IRISteam ;

Considérant la mission à plein-temps de l'IT Manager pour la mise en œuvre, de la stratégie IT et la gestion courante de l'équipe IT en place;

Considérant que la déclaration de créance est payable dans les 50 jours de la date d'émission de celle-ci;

Considérant qu'un montant de 26.087,72 € (soit 31.566,14 TVAC), doit être inscrit à l'article reporté 139/742-53-2020 /15 du service extraordinaire du budget 2021 ;

DECIDE,

Vu l'article 249, §1, al.2 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'urgence impérieuse et imprévisible ;

- D'approuver l'attribution du **contrat d'exécution LOT 6 - DMS/ECM – Développement du processus de validation de factures**
- De payer à l'asbl IRISsteam la somme due pour la mission relative à l'exécution du **LOT 6 - DMS/ECM à NSI**.

D'inscrire la dépense d'un montant de 31.566,14 € TVAC à l'article reporté 139/742-53-2020/15 du service extraordinaire du budget 2021 et de la financer par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

**Informatica - Uitwerking van het proces van de validering van facturen
#007/24.12.2020/B/0038#.**

DE RAAD,

Gelet op de noodzaak om het programma voor de opvolging van de facturen te wijzigen;

Gelet op de opgelopen vertraging door de laatst gebruikte software, namelijk eCourier, die niet voldoet aan de verwachtingen en behoeften van de dienst Financiën;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 27 mei 2003 betreffende de overeenkomst met het Centrum voor Informatica voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (CIBG) om de gemeente de mogelijkheid te bieden informaticamateriaal aan te kopen via dit centrum;

Gelet op het bijzonder bestek betreffende IT-ondersteuning voor het CIBG: "sluiten van een raamovereenkomst" - **BB 2017.007 "Analyse van de offertes met het oog op de gunning van de uitvoeringsovereenkomst PERCEEL 6 - DMS/ECM - Uitwerking van het proces van de validering van facturen"**;

Gelet op de **uitvoeringsovereenkomst PERCEEL 6 - DMS/ECM – Uitwerking van het proces van de validering van facturen**;

Overwegende dat het voor de gemeente immers noodzakelijk is de systemen aan te passen om de architectuur van het Windows-domein te consolideren en te verbeteren en nieuwe diensten te implementeren; dat de documentatie (schema en procedures) moet worden gemaakt om de opvolging van de inkomende facturen die door de dienst Financiën worden verwerkt, te kunnen verzekeren,

Overwegende dat de opdracht wordt geleid door de directie van het CIBG en dat de verantwoordelijke die gemachtigd is om het ter beschikking gestelde personeel te leiden en te superviseren **IT-manager - GB Vorst** is;

Overwegende dat het CIBG zijn facturatie opstelt op basis van de door de opdrachtgever aanvaarde prestaties;

Gelet op de schuldvordering “oproep tot middelen **ADF-002008hr005** met betrekking tot het dagelijks beheer van het IT-park” van 1 januari 2016, opgesteld door de vzw IRISteam;

Overwegende de voltijdse opdracht van de IT-manager voor de uitvoering van de IT-strategie en het dagelijks beheer van het aanwezige IT-team;

Overwegende dat de schuldvordering moet worden betaald binnen 50 dagen na de uitgiftedatum ervan;

Overwegende dat een bedrag van 26.087,72 € (of 31.566,14 € incl. btw) moet worden ingeschreven op het overgedragen artikel 139/742-53-2020/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2021;

BESLIST:

Gelet op artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

- Goedkeuring te verlenen aan de **uitvoeringsovereenkomst PERCEEL 6 - DMS/ECM - Uitwerking van het proces van de validering van facturen**
- Aan de vzw IRISteam het **aan NSI** verschuldigde bedrag te betalen voor de opdracht met betrekking tot de uitvoering van **PERCEEL 6 - DMS/ECM**.

De uitgave voor een bedrag van 31.566,14 € incl. btw in te schrijven op overgedragen artikel 139/742-53-2020/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 en deze te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

9 Logement - Régie Foncière de Forest – Approbation du bilan d’ouverture et des budgets 2021 de la régie foncière – Revu.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment les article 84 § 1er, 117 et 149 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l’arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l’arrêté susvisé ;

Vu la circulaire du Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2005 relative à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Revu la décision du Conseil du 15 juin 2021 approuvant le bilan d'ouverture et les budgets d'exploitation et patrimonial de la régie foncière de Forest, et prenant pour information les projections financières 2021-2025 ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et échevins en date du 30/09/2021 approuvant les projets de bilan d'ouverture et du budget 2021 de la régie foncière.

Vu l'arrêté du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des pouvoirs locaux n'approuvant pas la délibération susvisée ;

Vu l'annexe à la notification dudit arrêté reprenant les raisons du refus d'approbation de l'acte portant sur le budget d'exploitation et le budget patrimonial ;

Considérant que ces raisons et demandes d'information supplémentaire ont été prises en compte dans les nouveaux projets de budget, comme décrit dans la note explicative annexée aux projets de budgets ;

Considérant que conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales, la commission d'avis a émis, en date du 19 octobre 2021, un avis écrit favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2021 de la Régie Communale Ordinaire ;

DECIDE :

D'approuver le bilan d'ouverture de la régie foncière joint en annexe ;

D'approuver le budget d'exploitation et le budget patrimonial de la régie foncière pour 2021 joints en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Huisvesting - Grondregie van Vorst - Goedkeuring openingsbalans en begrotingen 2021 van de grondregie - Herziening.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de omzendbrief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2005 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst werden aangenomen;

De beslissing van de Raad van 15 juni 2021 herziend tot goedkeuring van de openingsbalans en de

exploitatie- en patrimoniale begroting van de grondregie van Vorst, en waarin kennis genomen wordt van de financiële prognoses 2021-2025;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30/09/2021 tot goedkeuring van het ontwerp van openingsbalans en van de begroting 2021 van de grondregie;

Gelet op het besluit van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor plaatselijke besturen, waarin bovenvermelde beraadslaging niet wordt goedgekeurd;

Gelet op de bijlage bij de kennisgeving van dit besluit, waarin de redenen voor de weigering van goedkeuring van dit besluit betreffende de exploitatie- en de patrimoniale begroting worden vermeld;

Overwegende dat met deze redenen en verzoeken om aanvullende informatie rekening gehouden is in de nieuwe ontwerpen van begroting, zoals beschreven in de verklarende nota die bij de ontwerpen van begroting is gevoegd;

Overwegende dat de adviescommissie in overeenstemming met artikel 10 van het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het financieel beheer van de gemeentebesturen op 19 oktober 2021 een gunstig schriftelijk advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de verwachte financiële weerslag van de begroting 2021 van het gewone gemeentebestuur;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde openingsbalans van de grondregie;

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde exploitatie- en patrimoniale begroting van de grondregie voor 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Madame De Ridder précise qu'il s'agit bien d'un avis écrit favorable émis par la commission ; qu'il n'y a pas de projections financières 2021-2025 annexées à la délibération ; qu'il s'indique d'ajouter un « Vu la décision du Collège du 30 septembre 2021 approuvant les bilans d'ouverture de la Régie foncière ».

Intervention de Monsieur Van Vlasselaer :

Je me permets de répéter ici les questions auxquelles il n'a pas été répondu en commission :

- *Quel est le coût de l'intervention de l'équipe ISIRO et Alternative TVA ?*
- *Comment se justifie la hausse des frais de personnel par rapport aux prévisions initiales ?*
- *Pourquoi ne pas avoir ramené le montant du subside communal (580.000) au montant total des charges (449.253) afin d'éviter un trop perçu de 130.747 qui devra être remboursé à la commune ?*
- *Si l'on établit une projection du budget sur 2 mois sur base annuelle on aboutit à un déficit et donc à une dotation communale de 773.105, bien supérieur à la dotation initiale de 580.000. Compte tenu des investissements prévus pour les années à venir, les finances communales seront-elles en mesure de faire face à des déficits croissants ? A défaut, des mesures sont-elles envisagées afin de réduire la voilure ?*

Mevrouw De Ridder verduidelijkt dat het om een gunstig schriftelijk advies gaat dat door de commissie is uitgebracht; dat er geen financiële prognoses 2021-2025 bij de beraadslaging zijn gevoegd; dat het aangewezen is een "Gelet op de beslissing van het College van 30 september 2021 tot goedkeuring van de openingsbalansen van de Grondregie" toe te voegen;

Tussenkoms van de heer Van Vlasselaer:

Ik wil hier de vragen herhalen die in de commissie niet beantwoord zijn:

- Wat zijn de kosten voor de tussenkomst van het team ISIRO en Alternative TVA?

- Hoe wordt de stijging van de personeelskosten ten opzichte van de oorspronkelijke ramingen gerechtvaardigd?

- Waarom wordt het bedrag van de gemeentelijke subsidie (580.000) niet teruggebracht tot het totale bedrag van de kosten (449.253) om te vermijden dat er 130.474 te veel wordt betaald en aan de gemeente moet worden terugbetaald?

- Als we de begroting op jaarbasis over 2 maanden ramen, komen we uit op een tekort en dus op een gemeentelijke dotatie van 773.105, veel hoger dan de oorspronkelijke dotatie van 580.000. Zullen de gemeentelijke financiën, rekening houdend met de voor de komende jaren geplande investeringen, het hoofd kunnen bieden aan de toenemende tekorten? Zo niet, zijn er dan maatregelen gepland om de uitgaven te drukken?

11 annexes / 11 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

10 Finances - Budget 2021 - Modifications numéros 5 et 6 du service ordinaire et extraordinaire.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle Loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux ;

Vu les articles 15 et 16 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2021 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2021 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires numéros 5 et 6.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 20 votes positifs, 12 votes négatifs, 2 abstentions.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle

Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Abstentions : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Financiën - Begroting 2021 - Wijzigingen nummers 5 en 6 van de gewone en buitengewone dienst.

DE RAAD,

Gelet op artikel 241 e.v. van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de

gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende dat de gewone en buitengewone begroting 2021 gewijzigd dienen te worden;

BESLIST:

De gewone en buitengewone begroting 2021 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbij gevoegde tabellen betreffende de begrotingswijzigingen nummers 5 en 6.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 20 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays.

Onthoudingen : Simon De Beer, Francis Dagrín.

Intervention de Monsieur Van Vlasselaer :

Lors de l'examen du budget 2021, le groupe DÉFI avait émis de très nettes réserves quant à sa crédibilité, tant en dépenses qu'en recettes, mettant en évidence nombre de postes dont les évaluations apparaissaient plus que douteuses.

La MB n° 5 (service ordinaire) est affichée à l'équilibre, en dépit d'une augmentation de dépenses de 4,8 millions par rapport au budget initial et le déficit à l'exercice propre se maintient à 1,5 million.

Côté recettes, l'impact du Covid se traduit par une diminution des recettes de prestations et par une hausse des recettes de transfert (subsides liés au centre Covid à Albert) ; du côté des exercices antérieurs on note le léger boni du compte 2020. Côté dépenses, les dépenses de personnel sont en diminution, tandis que les dépenses de fonctionnement sont en forte hausse (centre Covid à Albert). En dépenses de transferts, on remarque la rectification du contrat de sécurité (+494.45), les frais de perception de IPP (+44.288), l'enregistrement du résultat du compte 2020 du CPAS (-125.989€) ainsi que la rétrocession au CPAS du solde des augmentations barémiques (+166.000€). En dépenses de dettes, on note le transfert au budget de la régie foncière des charges financières et des remboursements en capital relatifs au projet « Huileries » : une écriture comptable qui allège le budget de la commune, mais charge celui de la régie. En conclusion, pas d'éléments nouveaux par rapport à la situation générale décrite en début d'exercice. La MB n° 6 (service extraordinaire) affiche un léger boni à l'exercice propre. Pas de mouvements substantiels ni en recettes ni en dépenses. Là encore ces ajustements n'affectent pas le constat fait en début d'exercice 2021 du poids toujours croissant de la dette conjugué avec la fragilité financière de la commune.

Monsieur Hacken pointe le déficit structurel et l'endettement qui se creuse dangereusement.

Monsieur Pierre-De Permentier pointe l'augmentation de la dette de 124 % en 4 ans et appelle le Collège à prendre la mesure de la situation financière de la commune dans l'optique projet de budget 2022.

Tussenkomst van de heer Van Vlasselaer:

Tijdens de bespreking van de begroting 2021 had de DÉFI-fractie heel wat voorbehoud geuit over de geloofwaardigheid ervan, zowel wat de uitgaven als de inkomsten betreft, en gewezen op verschillende posten waarvan de evaluaties meer dan twijfelachtig leken.

BW nr. 5 (gewone dienst) wordt weergegeven als in evenwicht, ondanks een stijging van de

uitgaven met 4,8 miljoen ten opzichte van de oorspronkelijke begroting, en het tekort voor het eigen dienstjaar blijft op 1,5 miljoen.

Wat de ontvangsten betreft, resulteert de impact van covid in een daling van de ontvangsten uit prestaties en een stijging van de ontvangsten uit overdrachten (subsidies in verband met het covid-centrum Albert); wat de vorige dienstjaren betreft, stellen we het licht overschot van de rekening 2020 vast. Wat de uitgaven betreft, dalen de personeelsuitgaven, terwijl de werkingsuitgaven sterk stijgen (covid-centrum in Albert). Bij de overdrachtsuitgaven noteren we de correctie van het veiligheidscontract (+494.45), de inningskosten van de PB (+44.2800), de boeking van het resultaat van de rekening 2020 van het OCMW (-125.989 €) en de terugbetaling van het saldo van de weddeschaalverhogingen aan het OCMW (+166.000 €). Bij de schulduitgaven noteren we de overdracht van de financiële kosten en de terugbetalingen in kapitaal met betrekking tot het project "Olieslagerij" naar de begroting van de Grondregie: een boeking die de begroting van de gemeente verlicht, maar die van de Regie belast. Kortom, geen nieuwe elementen ten opzichte van de aan het begin van het dienstjaar beschreven algemene situatie. BW nr. 6 (buitengewone dienst) vertoont voor het eigen dienstjaar een licht overschot. Geen belangrijke wijzigingen in inkomsten of uitgaven. Deze wijzigingen doen ook hier niets af aan de aan het begin van dienstjaar 2021 gedane vaststelling dat de schuldenlast steeds zwaarder wordt, in combinatie met de financiële kwetsbaarheid van de gemeente.

De heer Hacken wijst op het structurele tekort en de schuld die gevaarlijk toeneemt.

De heer Pierre-De Permentier wijst op de toename van de schuld met 124% in 4 jaar en verzoekt het College de financiële situatie van de gemeente te evalueren met het oog op het ontwerp van begroting 2022.

16 annexes / 16 bijlagen

Comptabilité - Boekhouding

11 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint Pie X - Budget 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Saint Pie X, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	11.608,41 €	9.611,59 €	21.220,00 €
DEPENSES	21.220,00 €	-	21.220,00 €

EQUILIBRE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 3.460,41 € pour les frais ordinaires du culte. La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à 3.460,41 € x 67,87 % = 2.348,58 € au service ordinaire ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Saint Pie X.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Pius X - Begroting 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2022 van de Kerkfabriek van de Heilige Pius X, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	11.608,41 €	9.611,59 €	21.220,00 €
UITGAVEN	21.220,00 €	-	21.220,00 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 3.460,41 € voor de gewone kosten van de eredienst. Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt 3.460,41 € x 67,87 % = 2.348,58 € op de gewone dienst;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2022 van de Kerkfabriek van de Heilige Pius X.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

1 annexe / 1 bijlage

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	3.322,70 €	166,15 €	3.488,85 €
DEPENSES	3.430,00 €	58,85 €	3.488,85 €

BALANCE

Considérant que la Fabrique d'église paie à l'AOP Bruxelles Sud des montants fixes pour la location de l'église, de la participation aux frais de chauffage, d'électricité et d'entretien du bâtiment ;

En conséquence, il n'y a pas lieu de calculer un excédent/bénéfice présumé de l'exercice courant ni de créer un fonds de réserve ad hoc ;

L'équilibre budgétaire est obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires de culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars - Begroting 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2022 van de Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	3.322,70 €	166,15 €	3.488,85 €
UITGAVEN	3.430,00 €	58,85 €	3.488,85 €

EVENWICHT

Overwegende dat de Kerkfabriek aan de VPW Brussel Zuid vaste bedragen betaalt voor de huur van de kerk, de deelname in de kosten voor verwarming, elektriciteit en onderhoud van het gebouw;

Het is bijgevolg niet nodig om een vermoedelijk overschot/winst te berekenen van het lopende dienstjaar noch een ad-hocreservefonds te creëren;

Het begrotingsevenwicht wordt verkregen zonder gemeentelijke tussenkomst in de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2022 van de Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

13 Finances - Fabrique de l'Eglise Sainte-Marie Mère de Dieu - Budget 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Marie Mère de Dieu, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	20.150,54 €	428.608,46 €	448.759,00 €
DEPENSES	31.515,00 €	417.244,00 €	448.759,00 €

BALANCE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de Forest de 13.510,54 € pour les frais ordinaires du culte à l'article 17, également moyennant l'intervention communale (à l'article 25 subsides extraordinaires Commune) de 417.244,00 € ;

Nous souhaitons rappeler que les fabriques d'église, en tant qu'organisme d'intérêt public, sont soumises à l'obligation du respect de la loi sur les marchés publics ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Marie Mère de Dieu.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods - Begroting 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2022 van de Kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	20.150,54 €	428.608,46 €	448.759,00 €
UITGAVEN	31.515,00 €	417.244,00 €	448.759,00 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van Vorst van 13.510,54 € voor de gewone kosten van de eredienst op artikel 17, en tevens door middel van de gemeentelijke tussenkomst (op artikel 25 buitengewone subsidies Gemeente) van 417.244,00 € ;

We wensen eraan te herinneren dat de kerkfabrieken, als instelling van openbaar nut, verplicht zijn de wet op de overheidsopdrachten na te leven;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2022 van de Kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

1 annexe / 1 bijlage

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	9.048,00 €	41.649,40 €	50.697,40 €
DEPENSES	46.697,40 €	4.000,00 €	50.697,40 €

BALANCE

Considérant que la dépense à l'article 55 « Décoration et embellissement de l'église » est une dépense extraordinaire, nous souhaitons rappeler que les fabriques d'église, en tant qu'organisme d'intérêt public, sont soumises à l'obligation du respect de la loi sur les marchés publics ;

L'équilibre budgétaire est donc obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van Sint-Denijs - Begroting 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2022 van de Kerkfabriek van Sint-Denijs, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	9.048,00 €	41.649,40 €	50.697,40 €
UITGAVEN	46.697,40 €	4.000,00 €	50.697,40 €

EVENWICHT

Aangezien de uitgave op artikel 55 "Schildering en verfraaiing der kerk" een buitengewone uitgave is, wensen we eraan te herinneren dat de kerkfabrieken, als instelling van openbaar nut, verplicht zijn de wet op de overheidsopdrachten na te leven;

Het begrotingsevenwicht wordt verkregen zonder gemeentelijke tussenkomst in de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2022 van de Kerkfabriek van Sint-Denijs.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

15 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin - Budget 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	44.996,31 €	-	44.996,31 €
DEPENSES	39.730,00 €	5.266,31 €	44.996,31 €

BALANCE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 37.296,31 € pour les frais ordinaires du culte.

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $37.296,31 \text{ €} \times 86,94 \% = 32.425,41 \text{ €}$;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.
Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Augustinus - Begroting 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2022 van de Kerkfabriek Sint-Augustinus, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	44.996,31 €	-	44.996,31 €
UITGAVEN	39.730,00 €	5.266,31 €	44.996,31 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 37.296,31 € voor de gewone kosten van de eredienst.

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $37.296,31 \text{ €} \times 86,94 \% = 32.425,41 \text{ €}$;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2022 van de Kerkfabriek Sint-Augustinus.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.
Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

1 annexe / 1 bijlage

16 Finances - Fabrique de l'Église Saint-Antoine de Padoue – Budget 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	8.911,41 €	11.398,59 €	20.310,00 €
DEPENSES	15.310,00 €	5.000,00 €	20.310,00 €

EQUILIBRE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 7.811,41 € pour les frais ordinaires du culte et de 5.000,00 € au service extraordinaire (Article 25 - subsides extraordinaires de la commune), le montant de 5.000,00 € correspond au coût de la réparation de la toiture ;

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $7.811,41 \text{ €} \times 58,85 \% = 4.597,01 \text{ €}$ au service ordinaire et $5.000,00 \text{ €} \times 58,85 \% = 2.942,50 \text{ €}$ au service extraordinaire ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue;

D'inscrire le montant de 2.942,50 € à l'article 790/635-51 /08 « Subsides en capital à des fins spécifiques aux autres pouvoirs » du budget extraordinaire 2022 sous réserve d'approbation par le conseil communal et l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua – Begroting 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2022 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	8.911,41 €	11.398,59 €	20.310,00 €
UITGAVEN	15.310,00 €	5.000,00 €	20.310,00 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 7.811,41 € voor de gewone kosten van de eredienst en van 5.000,00 € op de buitengewone dienst (Artikel 25 –

buitengewone toelagen van de gemeente), het bedrag van € 5.000,00 komt overeen met de reparatiekosten van het dak;

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $7.811,41 \text{ €} \times 58,85 \% = 4597,01 \text{ €}$ op de gewone dienst en $5.000,00 \text{ €} \times 58,85 \% = 2.942,50 \text{ €}$ op de buitengewone dienst;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2022 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua;

Het bedrag van 2.942,50 € in te schrijven op artikel 790/635-51 /08 "Bijdragen in kapitaal aan andere overheidsinstellingen voor specifieke doeleinden" van de buitengewone begroting 2022, onder voorbehoud van goedkeuring door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

1 annexe / 1 bijlage

17 Finances - Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène - Budget 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	23.592,92 €	43.029,08 €	66.622,00 €
DEPENSES	43.622,00 €	23.000,00 €	66.622,00 €

EQUILIBRE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 5.212,92 € pour les frais ordinaires du culte et de 23.000,00 € au service extraordinaire (Article 25 - subsides extraordinaires de la commune), le montant de 23.000,00 € correspond au coût du remplacement de 5 vitraux sur la façade de l'église et de 2 grandes fenêtres du logement de Monsieur le Curé;

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $5.212,92 \text{ €} \times 11,55 \% = 602,09 \text{ €}$ au service ordinaire et $23.000,00 \text{ €} \times 11,55 \% = 2.656,50 \text{ €}$ au service extraordinaire ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène;

D'inscrire le montant de 2.656,50 € à l'article 790/635-51 /08 « Subsidies en capital à des fins spécifiques aux autres pouvoirs » du budget extraordinaire 2022 sous réserve d'approbation par le conseil communal et l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Alena - Begroting 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2022 van de Kerkfabriek Sint-Alena, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	23.592,92 €	43.029,08 €	66.622,00 €
UITGAVEN	43.622,00 €	23.000,00 €	66.622,00 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 5.212,92 € voor de gewone kosten van de eredienst en van 23.000,00 € op de buitengewone dienst (Artikel 25 – buitengewone toelagen van de gemeente), het bedrag van € 23.000,00 komt overeen met de kosten voor het vervangen van 5 glas-in-loodramen op de gevel van de kerk en 2 grote ramen in de woning van Mijnheer de Priester;

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $5.212,92 \text{ €} \times 11,55 \% = 602,09 \text{ €}$ op de gewone dienst en $23.000,00 \text{ €} \times 11,55 \% = 2.656,50 \text{ €}$ op de buitengewone dienst;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2022 van de Kerkfabriek Sint-Alena;

Het bedrag van 2.656,50 € in te schrijven op 790/635-51 /08 "Bijdragen in kapitaal aan andere overheidsinstellingen voor specifieke doeleinden" van de buitengewone begroting 2022, onder voorbehoud van goedkeuring door de gemeenteraad en de toezichhoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

18 **Logistique - Marchés publics - Fourniture, montage et installation de mobilier standard - Approbation des conditions, de la procédure et de la publication - 2022-F-009 - report du 09/09/2021.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1^{er} « Le conseil communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et en fixe les conditions » ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 36 (« Procédure ouverte »), 57 (reconduction), 61 (avis de marché) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 8,11,13 et 14 concernant la publicité européenne ;

Considérant que l'hôtel communal est intégralement classé et qu'un mobilier adapté est nécessaire pour permettre le bon fonctionnement des services, assurer un bon niveau de confort pour les agents et offrir un accueil de qualité au citoyen ;

Considération que la réintégration de l'administration communale au sein de l'hôtel communal rénové pourra débiter progressivement après la réception provisoire des travaux, par phases successives ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché public pour la fourniture du mobilier standard ;

Considérant que l'administration a fait appel aux services d'un consultant extérieur afin d'élaborer les plans d'implantation des différents niveaux de l'hôtel communal et de rédiger les prescriptions techniques du cahier des charges ;

Vu le cahier des charges "Fourniture, montage et installation de mobilier standard" (2022-F-009) établi par le service Logistique, en collaboration avec le consultant extérieur ;

Considérant que la durée ce marché est d'un an, reconductible pour une même durée ;

Considérant que ce marché est divisé en 7 lots :

Lot 1 – Postes de travail (montant estimé de 90.000,00 euros hors TVA ou 108.900,00 euros TVA comprise) ;

Lot 2 – Chaises (montant estimé de 35.000,00 euros hors TVA ou 42.350,00 euros TVA comprise) ;

Lot 3 – Armoires (montant estimé de 70.000,00 euros hors TVA ou 84.700,00 euros TVA comprise) ;

Lot 4 – Tables (montant estimé de 14.000,00 euros hors TVA ou 16.940,00 euros TVA comprise) ;
Lot 5 - Espaces équipe et projet (montant estimé de 38.000,00 euros hors TVA ou 45.980,00 euros TVA comprise) ;
Lot 6 – Microarchitecture (montant estimé de 189.000,00 euros hors TVA ou 228.690,00 euros TVA comprise) ;
Lot 7 – Accessoires (montant estimé de 5.600,00 euros hors TVA ou 6.776,00 euros TVA comprise) ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 441.600,00 euros hors TVA ou 534.336,00 euros TVA comprise ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant qu'il est proposé de lancer la procédure en procédure ouverte ;

Vu le projet d'avis de marché figurant en annexe qui sera publié au Bulletin des adjudications ainsi qu'au Journal officiel de l'Union européenne (*Tenders Electronic Daily*) conformément à l'article 8 de l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant que la date ultime de remise des offres est celle indiquée dans l'avis de marché ;

Considérant qu'il est proposé au Conseil communal d'inscrire les dépenses liées à ce marché à l'article budgétaire 104/741-51/-/25 du service extraordinaire des exercices 2022 et 2023 ;

Considérant que ces dépenses seront financées par voie d'emprunt ;

DECIDE:

Art 1er : D'approuver le projet d'avis, le cahier des charges N° 2022-F-009 et le montant estimé du marché "Fourniture, montage et installation de mobilier standard ", établis par le bureau Prepared Mind en collaboration avec le service Logistique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé de ce marché s'élève 441.600,00 euros hors TVA ou 534.336,00 euros TVA comprise ;

Art 2 : De lancer la procédure visant à l'attribution du marché "Fourniture, montage et installation de mobilier standard " suivant la procédure de passation choisie (procédure ouverte) ;

Art 3 : De compléter et de publier l'avis de marché au niveau national et européen ;

Art 4 : De proposer au Conseil communal d'inscrire les dépenses liées à ce marché à l'article budgétaire 104/741-51/-/25 du service extraordinaire des exercices 2022 et 2023 ;

Art 5 : De financer ces dépenses par voie d'emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Logistiek - Overheidsopdrachten - Levering, montage en plaatsing van standaardmeubilair - Goedkeuring van de voorwaarden, de procedure en de bekendmaking - 2022-F-009 - uitstel van 09/09/2021.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikel 234 §1, "kiest de gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund en stelt hij

er de voorwaarden van vast’;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid art. 36 (openbare procedure), art. 57 (verlenging) en art. 61 (aankondiging van opdracht);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid art. 8, 11, 13 en 14 betreffende de Europese bekendmaking;

Overwegende dat het gemeentehuis in zijn geheel beschermd is en aangepast meubilair noodzakelijk is om de goede werking van de diensten mogelijk te maken, het personeel degelijk comfort te bieden en de burger een kwaliteitsvol onthaal te bieden;

Overwegende dat het gemeentepersoneel geleidelijk, in opeenvolgende fasen, opnieuw zijn intrek kan nemen in het gerenoveerde gemeentehuis, na de voorlopige oplevering van de werkzaamheden;

Overwegende dat er een overheidsopdracht moet worden uitgeschreven voor de levering van standaardmeubilair;

Overwegende dat de administratie een beroep heeft gedaan op een externe consultant voor de uitwerking van de indelingsplannen van de verschillende verdiepingen van het gemeentehuis en voor de opstelling van de technische specificaties van het bestek;

Gelet op het bestek “Levering, montage en plaatsing van standaardmeubilair” (2022-F-009), opgesteld door de dienst Logistiek, in samenwerking met de externe consultant;

Overwegende dat de looptijd van deze opdracht één jaar is, met mogelijkheid tot verlenging voor dezelfde duur;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in 7 percelen:

Perceel 1 – Werkplekken (geraamd bedrag van 90.000,00 euro excl. btw of 108.900,00 btw inbegrepen);

Perceel 2 – Stoelen (geraamd bedrag van 35.000,00 euro excl. btw of 42.350,00 btw inbegrepen);

Perceel 3 – Kasten (geraamd bedrag van 70.000,00 euro excl. btw of 84.700,00 btw inbegrepen);

Perceel 4 – Tafels (geraamd bedrag van 14.000,00 euro excl. btw of 16.940,00 btw inbegrepen);

Perceel 5 – Team- en projectruimtes (geraamd bedrag van 38.000,00 euro excl. btw of 45.980,00 btw inbegrepen);

Perceel 6 – Microarchitectuur (geraamd bedrag van 189.000,00 euro excl. btw of 228.690,00 btw inbegrepen);

Perceel 7 – Accessoires (geraamd bedrag van 5.600,00 euro excl. btw of 6.776,00 btw inbegrepen);

Overwegende dat het bedrag van deze opdracht wordt geraamd op 441.600,00 euro excl. btw of 534.336,00 euro btw inbegrepen;

Overwegende dat deze raming de toepassingsdrempels van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de procedure op te starten bij openbare procedure;

Gelet op het bijgevoegde ontwerp van aankondiging van opdracht die in het Bulletin der Aanbestedingen en in het Publicatieblad van de Europese Unie (*Tenders Electronic Daily*) zal worden bekendgemaakt overeenkomstig artikel 8 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de

plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat de uiterste datum voor de indiening van de offertes de datum is die in de aankondiging van de opdracht is vermeld;

Overwegende dat aan de Gemeenteraad wordt voorgesteld de uitgaven in verband met deze opdracht op te nemen in begrotingsartikel 104/741-51/-/25 van de buitengewone dienst voor de dienstjaren 2022 en 2023;

Overwegende dat deze uitgaven gefinancierd worden door een lening;

BESLIST:

Art 1: Goedkeuring te verlenen aan het ontwerp van aankondiging, het bestek nr. 2022-F-009 en het geraamd bedrag van de opdracht “Levering, montage en plaatsing van standaardmeubilair”, opgesteld door het bureau Prepared Mind in samenwerking met de dienst Logistiek. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals opgenomen in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag van deze opdracht bedraagt 441.600,00 euro excl. btw of 534.336,00 euro btw inbegrepen;

Art 2: De procedure op te starten met het oog op de gunning van de opdracht “Levering, montage en plaatsing van standaardmeubilair” volgens de gekozen gunningsprocedure (openbare procedure);

Art 3: De opdracht aankondiging in te vullen en te publiceren op nationaal en Europees niveau;

Art 4: Aan de Gemeenteraad voor te stellen de uitgaven betreffende deze opdracht in te schrijven op begrotingsartikel 104/741-51/-/25 van de buitengewone dienst voor de dienstjaren 2022 en 2023;

Art 5: Deze uitgaven te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

19 **Logistique - Marchés publics - Fourniture de mobilier pour la Petite enfance - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 2021-F-015 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de mobilier pour la Petite enfance (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 septembre 2021 de passer un marché

public ayant pour objet “ Fourniture de mobilier pour la Petite enfance ” par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à 42.149,63 € hors TVA ou 51.001,07 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 844/741-51/ - /19 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par emprunt) ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 septembre 2021 de passer un marché public ayant pour objet “ Fourniture de mobilier pour la Petite enfance" par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à 42.149,63 € hors TVA ou 51.001,07 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 844/741-51/ - /19 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Logistiek - Overheidsopdrachten - Levering van meubilair voor de dienst Kinderopvang - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - 2021-F-015 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om meubilair aan te kopen voor de dienst Kinderopvang (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 september 2021 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Levering van meubilair voor de dienst kinderopvang” via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 42.149,63 € excl. btw of 51.001,07 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 844/741-51/ - /19 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door een lening);

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 september 2021 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Levering van meubilair voor de dienst Kinderopvang” via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 42.149,63 € excl. btw of 51.001,07 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 844/741-51/ - /19 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door een lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

20 **Logistique - Marchés publics - Acquisition de matériel de bureau dans le cadre de la centrale d'achat effectuée par Bruxelles Environnement pour la livraison de fournitures de bureau et d'articles de papeterie destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises (2018D0285) - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de matériel de bureau pour divers services communaux (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu sa décision du 26 février 2019 d'adhérer à la centrale d'achat de fournitures de bureau écologiques lancée par Bruxelles Environnement ;

Vu le cahier des charges du marché intitulé : « Livraison de fournitures de bureau et articles de papeterie destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises » (2018D0285) établi par Bruxelles Environnement et la charte relative notamment le point 2.2 Fournitures comprises dans la centrale d'achat qui précise que : « l'organisme adhérent bénéficie également d'un pourcentage catalogue sur les petites fournitures de bureau qui ne se trouveraient pas dans l'inventaire annexé » ;

Considérant que ce marché avait été attribué pour une durée de 48 mois ;

Considérant que ces achats pouvaient être effectués via le marché public précité, auprès du fournisseur désigné, à savoir Lyreco Belgium S.A., numéro d'entreprise : 0406469194, Rue du Fond des Fourches 20 à 4041 Vottem ;

Considérant les devis de Lyreco Belgium S.A. repris en annexe ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 septembre 2021 de faire l'acquisition de matériel de bureau dans le cadre du marché public « Livraison de fournitures de bureau et articles de papeterie destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises », auprès du fournisseur désigné, à savoir Lyreco Belgium S.A., numéro d'entreprise : 0406469194, Rue du Fond des Fourches 20 à 4041 Vottem, pour un montant total de 6.610,11 € hors TVA ou 7.998,23 €, 21% TVA comprise et d'inscrire et de financer les dépenses aux articles budgétaires concernés du service extraordinaire de l'exercice 2021 comme suit :

- 7201/742-51/16 : 4.193,55 € hors TVA soit 5.074,20 €, 21% TVA comprise financé par subside à l'article de recette 7201/661-51/16 ;
- 844/742-51/19 : 661,73 € hors TVA soit 800,69 €, 21 % TVA comprise financé par emprunt ;
- 844/744-98/19 : 270,20 € hors TVA soit 326,94 €, 21 % TVA comprise financé par emprunt ;
- 7202/742-51/51 : 1.484,63 € hors TVA soit 1.796,40 €, 21 % TVA comprise financé par subside à l'article de recette 7202/661-51/51 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 septembre 2021 de faire l'acquisition de matériel de bureau dans le cadre du marché public « Livraison de fournitures de bureau et articles de papeterie destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises », auprès du fournisseur désigné, à savoir Lyreco Belgium S.A., numéro d'entreprise : 0406469194, Rue du Fond des Fourches 20 à 4041 Vottem, pour un montant total de 6.610,11 € hors TVA ou 7.998,23 €, 21%

TVA comprise et d'inscrire et de financer les dépenses aux articles budgétaires concernés du service extraordinaire de l'exercice 2021 comme suit :

- 7201/742-51/16 : 4.193,55 € hors TVA soit 5.074,20 €, 21% TVA comprise financé par subside à l'article de recette 7201/661-51/16 ;
- 844/742-51/19 : 661,73 € hors TVA soit 800,69 €, 21 % TVA comprise financé par emprunt ;
- 844/744-98/19 : 270,20 € hors TVA soit 326,94 €, 21 % TVA comprise financé par emprunt ;
- 7202/742-51/51 : 1.484,63 € hors TVA soit 1.796,40 €, 21 % TVA comprise financé par subside à l'article de recette 7202/661-51/51.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Logistiek - Overheidsopdrachten - Aankoop van kantormateriaal in het kader van de aankoopcentrale opgericht door Leefmilieu Brussel voor de levering van kantoor- en papierbenodigdheden bestemd voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen (2018D0285) - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de lastvoorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was kantormateriaal aan te kopen voor verschillende gemeentediensten (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op zijn beslissing van 26 februari 2019 om toe te treden tot de aankoopcentrale voor milieuvriendelijke kantoorbenodigdheden opgericht door Leefmilieu Brussel;

Gelet op het bestek van de opdracht met als titel "Levering van kantoor- en papierbenodigdheden bestemd voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen" (2018D0285)" opgesteld door Leefmilieu Brussel en het charter betreffende punt 2.2 "In de aankoopcentrale inbegrepen benodigdheden" waarin wordt bepaald dat de aangesloten organisatie ook een cataloguspercentage geniet op de kleine kantoorbenodigdheden die zich niet in de als bijlage toegevoegde inventaris zouden bevinden;

Overwegende dat deze opdracht was gegund voor een looptijd van 48 maanden;

Overwegende dat deze aankopen zouden kunnen worden verricht via de voormelde overheidsopdracht bij de aangewezen leverancier, nl. Lyreco Belgium nv, ondernemingsnummer: 0406469194, rue du Fond des Fourches 20 - 4041 Vottem;

Overwegende het prijsvoorstel van Lyreco Belgium nv, opgenomen in bijlage;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 september 2021 om kantormateriaal aan te kopen in het kader van de overheidsopdracht "Levering van kantoor- en papierbenodigdheden bestemd voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen" bij de aangewezen leverancier, nl. Lyreco Belgium nv, ondernemingsnummer: 0406469194, rue du Fond des Fourches 20 - 4041 Vottem, voor een

totaalbedrag van 6.610,11 € excl. btw of 7.998,23 €, 21% btw inbegrepen, en de uitgaven in te schrijven op de betreffende begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 en te financieren als volgt:

- 7201/742-51/16: 4.193,55 € excl. btw, zijnde 5.074,20 €, 21% btw inbegrepen, gefinancierd door een subsidie, op artikel van ontvangst 7201/661-51/16;
- 844/742-51/19: 661,73 € excl. btw, zijnde 800,69 €, 21% btw inbegrepen, gefinancierd door een lening;
- 844/744-98/19: 270,20 € excl. btw, zijnde 326,94 €, 21% btw inbegrepen, gefinancierd door een lening;
- 7202/742-51/51: 1.484,63 € excl. btw, zijnde 1.796,40 €, 21% btw inbegrepen, gefinancierd door een subsidie, op artikel van ontvangst 7202/661-51/51;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 september 2021 om kantoor materiaal aan te kopen in het kader van de overheidsopdracht "Levering van kantoor- en papierbenodigdheden bestemd voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen", bij de aangewezen leverancier, nl. Lyreco Belgium nv, ondernemingsnummer: 0406469194, rue du Fond des Fourches 20 - 4041 Vottem, voor een totaalbedrag van 6.610,11 € excl. btw of 7.998,23 €, 21% btw inbegrepen, en de uitgaven in te schrijven op de betreffende begrotingsartikelen van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 en te financieren als volgt:

- 7201/742-51/16: 4.193,55 € excl. btw, zijnde 5.074,20 €, 21% btw inbegrepen, gefinancierd door een subsidie, op artikel van ontvangst 7201/661-51/16;
- 844/742-51/19: 661,73 € excl. btw, zijnde 800,69 €, 21% btw inbegrepen, gefinancierd door een lening;
- 844/744-98/19: 270,20 € excl. btw, zijnde 326,94 €, 21% btw inbegrepen, gefinancierd door een lening;
- 7202/742-51/51: 1.484,63 € excl. btw, zijnde 1.796,40 €, 21% btw inbegrepen, gefinancierd door een subsidie, op artikel van ontvangst 7202/661-51/51.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

11 annexes / 11 bijlagen

21 **Logistique - Marchés publics divers - Approbation des conditions et de la procédure de passation des marchés - Application de l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 € et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché « *Réalisation et impression du journal communal* » prendra fin le 31 décembre 2021 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 juin 2021 de passer un marché de services ayant pour objet « *Réalisation et impression du journal communal* » (2022-S-001) par la procédure négociée sans publication préalable, au montant estimé pour 4 ans de 110.000,00 hors TVA (€ 116.600, TVA 6% comprise) ;

Considérant qu'il sera proposé d'inscrire les crédits permettant cette dépense à l'article 133/124-06/31 du service ordinaire des exercices 2022, 2023 et 2024 ;

Considérant qu'il était nécessaire de désigner un prestataire de services pour assurer la distribution du journal communal, suite à la volonté du Collège d'externaliser sa distribution alors prise en charge par les balayeurs de rue;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 juin 2021 de passer un marché de services ayant pour objet « *Distribution du journal communal* » (2021-S-018) par la procédure négociée sans publication préalable, au montant estimé pour 40 mois de € 46.281 hors TVA ou € 56.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant que pour l'année 2021, les crédits permettant cette dépense sont inscrits à l'article 133/124-06/31 du service ordinaire de l'exercice 2021 ;

Considérant que pour l'année 2022, 2023 et 2024, il sera proposé d'inscrire les crédits permettant cette dépense à l'article 133/124-06/31 du service ordinaire des exercices 2022, 2023 et 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire d'acheter du matériel de sportif et de gymnastique pour les bénéficiaires de différents services communaux ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 juillet 2021 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « *Fournitures de matériel sportif et de gymnastique* » (2021-F-016) par la procédure négociée sans publication préalable, au montant estimé de 32.000 € hors TVA, soit 38.720 € TVA 21 % comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires à ces achats sont inscrits aux articles budgétaires 7201/744-51/16 et 7201/744-98/16 (Instruction publique), 7202/744-98/51 (Enseignement néerlandophone), 9304/744-51/74 (Centr'al) ; 764/744-98/26 (Sports), 764/724-60/26 (Parascolaire), 9308/744-98/88 (Contrat de quartier) - 9308/665-52 / 88 76110/744 -98/75 (Accueil temps libre) du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par subsides et emprunt) ;

Considérant la nécessité de commander des livres pour la bibliothèque communale francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 septembre 2021 ayant pour objet « **Fournitures de livres auprès de l'AMLI 2 dans le cadre de l'accord-cadre de la Fédération Wallonie-Bruxelles 2021-2025** » (2021-F-003) et décidant de passer commande auprès de l'adjudicataire de l'accord-cadre, soit l' « Association momentanée des librairies indépendantes II », au montant de 11.886,79 € hors TVA, (12.600 € TVA 6 % comprise) ;

Considérant que les crédits nécessaires à ces achats sont inscrits à l'article budgétaire 7671/744-98/5 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par emprunt) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestre et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 juin 2021 de passer un marché de services ayant pour objet « **Réalisation et impression du journal communal** » (2022-S-001) par la procédure négociée sans publication préalable, au montant estimé pour 4 ans de 110.000,00 hors TVA (€ 116.600, TVA 6% comprise) ;

2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 juin 2021 de passer un marché de services ayant pour objet « **Distribution du journal communal** » (2021-S-018) par la procédure négociée sans publication préalable, au montant estimé pour 40 mois de € 46.281 hors TVA ou € 56.000,00, 21% TVA comprise ;

3. Décision du 29 juillet 2021 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Fournitures de matériel sportif et de gymnastique** » (2021-F-016) par la procédure négociée sans publication préalable, au montant estimé de € 20.409,09 hors TVA ou € 24.695,00, 21% TVA comprise (financement par emprunt et par subsides) ;

4. Décision du 23 septembre 2021 ayant pour objet « **Fournitures de livres auprès de l'AMLI 2 dans le cadre de l'accord-cadre de la Fédération Wallonie-Bruxelles 2021-2025** » (2021-F-003) décidant de passer commande auprès de l'adjudicataire de l'accord-cadre, soit l' « Association momentanée des librairies indépendantes II », au montant de 11.886,79 € hors TVA, ou 12.600 € TVA 6 % comprise (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Logistiek - Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdrachten - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund, en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 139.000 €, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de opdracht “*Realisatie en printen van het gemeentebblad*” afloopt op 31 december 2021 en dat er een nieuwe opdracht moet worden uitgeschreven;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 juni 2021 om een opdracht voor de levering van diensten te gunnen met als voorwerp “*Realisatie en printen van het gemeentebblad*” (2022-S-001) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het voor 4 jaar geraamde bedrag van 110.000,00 excl. btw of 116.600 €, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat er zal worden voorgesteld om de kredieten voor deze uitgave in te schrijven op artikel 133/124-06/31 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024;

Overwegende dat het noodzakelijk was een dienstverlener aan te stellen voor de verdeling van het gemeentebblad, naar aanleiding van de wens van het College om de verdeling ervan, die vroeger door de straatvegers werd verzekerd, uit te besteden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 juni 2021 om een opdracht voor de levering van diensten te gunnen met als voorwerp “*Verdeling van het gemeentebblad*” (2021-S-018) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het voor 40 maanden geraamde bedrag van 46.281 € excl. btw of 56.000,00 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat voor het jaar 2021 de kredieten voor deze uitgave ingeschreven zijn op artikel 133/124-06/31 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021;

Overwegende dat er voor het jaar 2022, 2023 en 2024 zal worden voorgesteld om de kredieten voor deze uitgave in te schrijven op artikel 133/124-06/31 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024;

Overwegende dat er voor de begunstigden van verschillende gemeentediensten sport- en turnmateriaal moet worden aangekocht;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 juli 2021 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “*Levering van sport- en turnmateriaal*” (2021-F-016) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 32.000 € excl. btw of 38.720 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze aankopen ingeschreven zijn op de begrotingsartikelen 7201/744-51/16 en 7201/744-98/16 (Openbaar Onderwijs), 7202/744-98/51 (Nederlandstalig Onderwijs), 9304/744-51/74 (Centr'al); 764/744-98/26 (Sport), 764/724-60/26 (Naschoolse Activiteiten), 9308/744-98/88 (Wijkcontract) - 9308/665-52 / 88 76110/744 - 98/75 (Vrijetijdsopvang ATL) van de buitengewone dienst van de begroting 2021 (financiering via subsidies en lening);

Overwegende dat het noodzakelijk is boeken te bestellen voor de Franstalige gemeentelijke bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 september 2021 met als voorwerp “**Levering van boeken vanwege de tijdelijke vereniging van onafhankelijke boekhandels AMLI 2 in het kader van de raamovereenkomst van de Federatie Wallonië-Brussel 2021-2025**” (2021-F-003) en waarbij beslist werd een bestelling te doen bij de opdrachtnemer van de raamovereenkomst, zijnde “Association momentanée des libraires indépendantes AMLI II”, voor het bedrag van 11.886,79 € excl. btw of 12.600 €, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze aankopen ingeschreven zijn op het begrotingsartikel 7671/744-98/5 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (financiering door lening);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

BESLIST

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 juni 2021 om een opdracht voor de levering van diensten te gunnen met als voorwerp “**Realisatie en printen van het gemeenteblad**” (2022-S-001) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het voor 4 jaar geraamde bedrag van 110.000,00 excl. btw of 116.600 €, 6% btw inbegrepen;
2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 juni 2021 om een opdracht voor de levering van diensten te gunnen met als voorwerp “**Verdeling van het gemeenteblad**” (2021-S-018) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het voor 40 maanden geraamde bedrag van 46.281 € excl. btw of 56.000,00 €, 21% btw inbegrepen;
3. Beslissing van 29 juli 2021 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Levering van sport- en turnmateriaal**” (2021-F-016) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 20.409,09 € excl. btw of 24.695,00 €, 21% btw inbegrepen (financiering door lening en subsidies);
4. Beslissing van 23 september 2021 met als voorwerp “**Levering van boeken vanwege de tijdelijke vereniging van onafhankelijke boekhandels AMLI 2 in het kader van de raamovereenkomst van de Federatie Wallonië-Brussel 2021-2025**” (2021-F-003) en waarbij beslist werd een bestelling te doen bij de opdrachtnemer van de raamovereenkomst, zijnde “Association momentanée des libraires indépendantes AMLI II”, voor het bedrag van 11.886,79 € excl. btw of 12.600 €, 6% btw inbegrepen (financiering door lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur Hacken relève que la distribution du bulletin communal sera à nouveau confiée à un opérateur privé et demande au Collège d'être attentif à la qualité des prestations qui seront fournies, ce afin de garantir la meilleure diffusion possible du bulletin.

De heer Hacken stelt dat de verdeling van het gemeentebblad opnieuw aan een particuliere exploitant zal worden toevertrouwd en vraagt het College aandacht te besteden aan de kwaliteit van de dienstverlening om de best mogelijke verspreiding van het blad te garanderen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies

22 Développement Durable – CRU Roi – Convention de mise à disposition et d'utilisation d'un four à pain de quartier dans le cadre du projet « la petite poule royale ».

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre du Contrat de Renovation Urbaine Quartier du Midi, les services Développement Durable de Forest et Saint-Gilles ont obtenu un subside pour la mise en place du projet d'agriculture urbaine – « la petite poule royale » ;

Considérant que ce projet comporte plusieurs volets qui s'articulent l'un l'autre :

- Installation de 2 poulaillers collectifs dans le périmètre ;
- Installation de poulaillers individuels ;
- Plantations de graminées et de bandes nourricières dans l'espace public ;
- **Rénovation/installation d'un four à pain de quartier ;**
- Organisation d'événements autour du pain dans le quartier et les écoles du périmètre ;
- Installation de nichoirs et de mangeoires pour les moineaux ;
- Organisation d'ateliers/animations/formations sur ces différentes thématiques ;

Considérant que celui-ci est envisagé comme un four à pain de quartier qui a pour objectif de créer du lien social dans le quartier via la (re)découverte des savoir-faire traditionnels liés à la fabrication du pain ;

Considérant qu'il a été décidé d'installer un four à pain au sein de l'école Saint-Antoine dont la cour d'école est facilement accessible depuis la rue ;

Considérant que l'école s'engage à utiliser le four à pain à des fins pédagogiques dans le cadre scolaire, et à le mettre à disposition des habitants et associations du quartier en dehors des heures scolaires ;

Considérant que la commune a acheté ce four à pain et en est donc la propriétaire ;

Considérant qu'il convient d'adopter une convention pour la mise à disposition et l'utilisation de ce four ;

Considérant que la convention ci-jointe a été rédigée par le service Développement Durable ;

DECIDE :

D'adopter la convention de mise à disposition et d'utilisation du four à pain dans le cadre du projet « la petite poule royale ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Duurzame Ontwikkeling - SVC Koning - Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling en het gebruik van een wijkbroodoven in het kader van het project “Koninklijke kip”.

DE RAAD,

Overwegende dat de diensten Duurzame Ontwikkeling van Vorst en Sint-Gillis in het kader van het Stadsvernieuwingscontract Zuidwijk subsidies hebben verkregen voor de uitvoering van het project rond stadslandbouw “Koninklijke kip”;

Overwegende dat dit project verschillende delen omvat:

- De plaatsing van 2 collectieve kippenhokken in de perimeter;
- De plaatsing van individuele kippenhokken;
- De aanplanting van grassen en graanstroken in de openbare ruimte;
- **De renovatie/installatie van een wijkbroodoven;**
- De organisatie van evenementen rond brood in de wijk en de scholen van de perimeter;
- De installatie van nestkastjes en voederplanken voor mussen;
- De organisatie van workshops/animaties/vorming rond die verschillende thema's;

Overwegende dat het hier gaat om een wijkbroodoven, die de verbondenheid in de buurt wil bevorderen door de (her)ontdekking van de traditionele vaardigheden van het broodbakken;

Overwegende dat er besloten werd een broodoven te installeren in de school Saint-Antoine, waarvan de speelplaats gemakkelijk bereikbaar is vanaf de straat;

Overwegende dat de school zich ertoe verbindt de broodoven te gebruiken voor pedagogische doeleinden in het kader van de school en deze buiten de schooluren ter beschikking te stellen van de wijkbewoners en -verenigingen;

Overwegende dat de gemeente deze broodoven heeft gekocht en er dus de eigenaar van is;

Overwegende dat er een overeenkomst moet worden aangenomen voor de terbeschikkingstelling en het gebruik van de oven;

Overwegende dat de bijgevoegde overeenkomst werd opgesteld door de dienst Duurzame Ontwikkeling;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling en het gebruik van een broodoven in het kader van het project “Koninklijke kip”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

23 **Développement Durable – Convention BRUXELLES-ENVIRONNEMENT relative au lot 2 de la « centrale d’achat pour les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale » – Approbation de la convention.**

LE CONSEIL,

Considérant que Bruxelles Environnement a lancé un marché public portant référence CSC - 021H0028 « **Centrale d’achat pour les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale** » ;

Considérant qu’en exécution de la réglementation et du cahier des charges, Bruxelles Environnement agit en tant que centrale d’achat, conformément à l’article 2, 4^o, de la Loi du 15 juin 2006, au profit de toutes les communes qui souhaitent y adhérer ;

Considérant que Forest a déjà adhéré à la centrale d’achat précédente et que plusieurs projets forestois (ABY, Axima, Belgrade 74,...) doivent encore réaliser ces études de sol ;

Considérant que la Commune de Forest souhaite adhérer à cette nouvelle centrale d’achat pour bénéficier, aux conditions définies dans les documents du marché à « l’article 2. Etudes visées » d’une série d’étude de sols relatives aux pollutions en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l’article 15 de la Loi du 15 juin 2006, la Commune de Forest sera dispensée, par cette adhésion, de l’obligation d’organiser elle-même une procédure de passation pour ces fournitures et services associés ;

DECIDE :

D’approuver la convention d’adhésion à la centrale d’achat (Référence CSC -021H0028) « Bruxelles Environnement - **Centrale d’achat pour les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale** » ci-annexée ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Duurzame Ontwikkeling – Overeenkomst met LEEFMILIEU BRUSSEL met betrekking tot perceel 2 van de “ Aankoopcentrale voor bodemstudies voor besturen die actief zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest” – Goedkeuring van de overeenkomst.

DE RAAD,

Overwegende dat Leefmilieu Brussel een overheidsopdracht met kenmerk BB - 021H0028 **“Aankoopcentrale voor bodemstudies voor besturen die actief zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”** heeft opgestart;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel, in uitvoering van de wetgeving en het bestek, als aankoopcentrale optreedt, in overeenstemming met artikel 2, 4°, van de Wet van 15 juni 2006, ten bate van alle gemeenten die zich erbij willen aansluiten;

Overwegende dat de Gemeente Vorst zich al bij de vorige aankoopcentrale heeft aangesloten en dat verschillende projecten (ABY, Axima, Belgrado 74, ...) deze bodemstudies nog moeten uitvoeren;

Overwegende dat de Gemeente Vorst wenst aan te sluiten bij de nieuwe aankoopcentrale om te genieten, onder de voorwaarden vastgelegd in de documenten van de opdracht, in artikel 2 “Beoogde studies”, van een reeks bodemonderzoeken met betrekking tot de verontreiniging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 wordt de Gemeente Vorst door deze aansluiting vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure voor deze leveringen en daarmee verbonden diensten te organiseren;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst voor toetreding tot de aankoopcentrale (kenmerk BB - 021H0028) **“Leefmilieu Brussel - Aankoopcentrale voor bodemstudies voor besturen die actief zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ”**;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om de voormelde overeenkomst rechtsgeldig te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Urbanisme, Environnement et Planologie - Stedenbouw, Leefmilieu en Planologie

24 Urbanisme - Convention relative à la mise à disposition de matériel avec le Service Public Régional Bruxelles Urbanisme & Patrimoine (URBAN).

LE CONSEIL,

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Vu l'article 123, 7° de la Nouvelle loi communale ;

Vu le trajet de transformation digitale des permis d'urbanisme (projet Build Your Permit -BYP),

visant la simplification administrative des procédures d'instructions des demandes de permis d'urbanisme initié par Urban – Service public régional Bruxelles Urbanisme & Patrimoine ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n°2020/052 du 23 décembre 2020 prolongeant certains délais du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et son arrêté d'exécution en matière d'exigences de qualification minimale des techniciens frigoristes, et de certains arrêtés d'exécution en matière de maîtrise de l'énergie et des marchés de l'électricité et du gaz en Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que celui-ci prévoit notamment la tenue des commissions de concertation en visioconférence totale ou partielle ;

Considérant qu'en vue d'outiller les communes suite à ces décisions, Urban – Service public régional Bruxelles Urbanisme & Patrimoine propose une convention relative à la mise à disposition de matériel entre Urban et l'Administration communale ;

Considérant que les matériels proposés seront utiles pour la mise en place de ces nouvelles pratiques ;

Considérant que les matériels proposés consistent en :

- un grand écran tactile type Smartboard,
- deux ordinateurs « public » pour les consultations guichet,
- sept écrans de grande taille pour les gestionnaires de dossiers devant analyser les demandes (dont plans) sur écrans uniquement ;

Vu que seul une assurance devra être prise pour couvrir ces appareils ; Que l'assurance TR Electro n° 45.387.388 pourrait même englober ce matériel ;

DECIDE :

De marquer accord sur la convention ci-jointe relative à la mise à disposition de matériel proposée par Urban - Service public régional Bruxelles Urbanisme & Patrimoine.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Stedenbouw - Overeenkomst met betrekking tot de terbeschikkingstelling van materiaal met de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Stedenbouw & Erfgoed (URBAN).

DE RAAD,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO);

Gelet op artikel 123, 7° van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het traject van digitale transformatie van de stedenbouwkundige vergunningen (project Build Your Permit of BYP) dat gericht is op de administratieve vereenvoudiging van de behandelingsprocedures van de aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning;

Gelet op het volmachtbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/052 van 23 december 2020 tot verlenging van sommige termijnen van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en haar uitvoeringsbesluit inzake de minimumopleidingseisen voor koeltechnici, en van bepaalde uitvoeringsbesluiten inzake energiebeheersing en de elektriciteits- en gasmarkten in het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat dit in het bijzonder voorziet in het houden van de overlegcommissies in volledige of gedeeltelijke videoconferentie;

Overwegende dat om de gemeenten uit te rusten ingevolge deze beslissingen, de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Stedenbouw & Erfgoed Urban een overeenkomst voorstelt betreffende de terbeschikkingstelling van materiaal tussen Urban en het Gemeentebestuur;

Overwegende dat het voorgestelde materiaal nuttig zal zijn voor de toepassing van deze nieuwe praktijken;

Overwegende dat de voorgestelde materialen bestaan uit:

- een groot aanraakscherm type Smartboard,
- twee "openbare" computers voor loketraadplegingen,
- zeven grote schermen voor de dossierbeheerders die de verzoeken (inclusief plannen) alleen op scherm moeten analyseren;

Gelet op het feit dat er enkel een verzekering moet worden genomen om deze apparaten te dekken;
Dat de verzekering TR Electro nr. 45.387.388 dit materiaal zelfs zou kunnen dekken;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van materiaal, voorgesteld door Urban - Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Stedenbouw & Erfgoed.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

25 **Urbanisme - Avis sur le projet « PAD Midi ».**

LE CONSEIL,

Vu la demande d'avis imposée par le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire sur les projet de Plan d'Aménagement Directeur ;

Vu le projet de Plan d'Aménagement Directeur du quartier de la gare du Midi « PAD Midi » ;

Considérant que le périmètre n'est pas situé sur le territoire Communal de Forest ;

Considérant cependant, qu'il a des incidences indirectes sur celui-ci ;

Vu l'avis en annexe réalisé en collaboration avec les services communaux Revitalisation Urbaine, Mobilité, Espaces publics, Eau et Urbanisme Environnement ;

DÉCIDE :

D'approuver et de transmettre à l'autorité compétente l'avis ci-annexé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 28 votes positifs, 2 votes négatifs, 4 abstentions.

Non : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Stedenbouw - Advies over het ontwerp van "RPA Zuid".

DE RAAD,

Gelet op het verzoek om advies opgelegd door het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening over het ontwerp van Richtplan van Aanleg;

Gelet op het ontwerp van Richtplan van Aanleg voor de wijk van het Zuidstation "RPA Zuid";

Overwegende dat de perimeter zich niet op het gemeentelijk grondgebied van Vorst bevindt;

Overwegende echter dat dit indirecte gevolgen hierop heeft;

Gelet op het advies in de bijlage dat in samenwerking met de gemeentediensten Stadsvernieuwing, Mobiliteit, Openbare Ruimten, Water en Stedenbouw Leefmilieu werd opgesteld;

BESLIST:

Het bijgevoegde advies goed te keuren en aan de bevoegde overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 4 onthoudingen.

Nee : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Monsieur Pierre-De Permentier pointe l'absence de participation citoyenne (vu les délais assez courts) et la manière dont est abordée la question du logement social dans l'avis.

Monsieur Loewenstein observe que le document a été amélioré sur la forme et remercie le Collège d'avoir tenu compte de ses remarques. Sur le fond, il cite deux points de désaccord, sur la question de la densité et du nombre de logements sociaux (s'écartant des objectifs fixés dans la DPR) et sur le volet espaces verts, que le Collège juge insuffisants, alors que le projet de PAD Midi prévoit une superficie de 26.000 m² d'espaces verts publics.

Monsieur Mugabo relève que les citoyens ont eu l'occasion de s'exprimer durant la procédure d'élaboration du plan.

De heer Pierre-De Permentier wijst op het gebrek aan burgerparticipatie (gezien de vrij korte termijn) en de manier waarop de kwestie van de sociale huisvesting in het advies is aangepakt. De heer Loewenstein merkt op dat de vorm van het document verbeterd is en dankt het College voor het feit dat het rekening heeft gehouden met zijn opmerkingen. Wat de inhoud betreft, haalt hij twee geschilpunten aan, over de kwestie van de dichtheid en het aantal sociale woningen (dat afwijkt van de in de GBV vastgelegde doelstellingen) en over het aspect groene ruimten, die het College ontoereikend acht, terwijl het RP Zuid voorziet in een oppervlakte van 26.000 m² aan openbare groene ruimten.

De heer Mugabo merkt op dat de burgers tijdens de procedure voor de opstelling van het plan de gelegenheid hebben gekregen om hun mening te geven.

2 annexes / 2 bijlagen

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

26 Propriétés communales - Asbl communale « Forest, centre culturel » - Solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2020 - Comptes de l'année 2019 - Prise d'acte.

LE CONSEIL,

Vu la convention entre la commune de Forest et l'asbl communale « Forest, centre culturel », approuvée par décision du conseil communal en sa séance du 24 juin 2008, devenue exécutoire suivant lettre datée du 14 août 2008 du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale, et signée en date du 25 août 2008 ; en son article IV, cette convention prévoit que le versement du solde des subsides de fonctionnement et de personnel se fera, e.a. sur présentation des comptes et bilan de l'année précédente ;

Vu la demande de l'asbl communale « Forest, centre culturel » sollicitant, via sa déclaration de créance du 06 janvier 2020, la liquidation par la commune du solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2020 ; que cette déclaration était accompagnée de justificatifs, dont les comptes de l'année 2019 et le rapport du réviseur (B.S.T. scprl) au Conseil d'administration (voir documents joints au dossier) ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

en vue de la liquidation du solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2020 à l'asbl communale « Forest, centre culturel », de prendre acte de ses comptes annuels pour l'année 2019 (voir documents joints au dossier), tels que approuvés par son assemblée générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeente-eigendommen - Gemeentelijke vzw "Forest, centre culturel" - Saldo van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2020 - Rekeningen van het jaar 2019 - Aktename.

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Vorst en de gemeentelijke vzw "Forest, centre culturel", aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 24 juni 2008, uitvoerbaar verklaard bij brief d.d. 14 augustus 2008 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en ondertekend op 25 augustus 2008; in haar artikel IV voorziet deze overeenkomst dat de overschrijving van het saldo van de werkings- en personeelssubsidies o.a. gebeurt na voorlegging van de rekeningen en balans van het voorgaande jaar;

Gelet op de aan de gemeente, door de gemeentelijke vzw "Forest, centre culturel" gerichte vraag, waarbij zij d.m.v. haar schuldverklaring d.d. 06 januari 2020, om de uitbetaling van de werkings- en

personeelssubsidies voor het jaar 2020 verzoekt; dat deze verklaring gestaafd werd door documenten (gevoegd bij het dossier), waaronder de rekeningen van het jaar 2019 en het verslag van de revisor (B.S.T. bbva) aan de raad van bestuur;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op het toekennen en aanwenden van bepaalde toelagen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST :

met het oog op de uitbetaling van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2020 aan de gemeentelijke vzw “Forest, centre culturel”, akte te nemen van haar jaarrekeningen 2019 (gevoegd bij het dossier), zoals die aangenomen werden door haar algemene vergadering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Petite enfance - Kinderopvang

27 **Petite enfance – Milieu d’accueil « P’tits Matelots » - Convention de partenariat avec La Mission locale pour l’emploi de Forest.**

LE CONSEIL,

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l’accueil, en particulier l’article 20 §3 et l’obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l’O.N.E., ainsi que l’article 21 relatif à l’attribution d’une attestation de qualité ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d’autorisation et de subvention des crèches, des services d’accueil d’enfants et des (co)accueillant(e)s d’enfants indépendant(e)s ; en particulier l’article 10 §1^{er} et l’obligation d’établir un projet d’accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d’accueil, et l’article 43 §1^{er} et l’obligation de mettre en œuvre au quotidien le projet d’accueil dans une logique d’amélioration permanente de la qualité ; le pouvoir organisateur et son personnel s’assurant que leurs pratiques éducatives et comportement soient en conformité avec le projet d’accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l’enfant ;

Vu la réunion de préparation du 29 mars 2012 avec la Mission Locale pour l’emploi de Forest, sise Boulevard de la IIème Armée Britannique, 29 - 1190 Bruxelles et la future équipe de direction de la crèche « Les P’tits Matelots », rue de la Station 19 – 1190 Bruxelles ;

Vu les conventions de partenariat entre la Mission Locale pour l’emploi de Forest et la crèche « Les P’tits Matelots » du 7 juillet 2014 et du 14 mai 2018 ;

Considérant le rôle de la Mission locale pour l'emploi de Forest, sise Boulevard de la IIème Armée Britannique, 29 - 1190 Bruxelles, organisme d'insertion socio-professionnelle, qui accompagne les chercheuses et chercheurs d'emploi (accueil, orientation, détermination, remise à niveau, accompagnement individuel, formation et recherche d'emploi), qui organise des formations qualifiantes, et qui gère des contrats PTP (programme de transition professionnelle) qui sont des contrats de travail à durée déterminée avec plan de formation dans le domaine du bâtiment, de l'animation, de l'aménagement et de la propreté publique, etc. ;

Considérant la fragilité économique et sociale des parents qui sont à la recherche d'un emploi ou qui ont besoin de suivre une formation afin de s'insérer dans le marché de l'emploi ;

Considérant la nécessité pour les parents en processus d'insertion socioprofessionnelle d'obtenir un mode d'accueil de leur enfant ;

DECIDE :

De mettre en place un partenariat avec la Mission locale pour l'emploi de Forest, sise Boulevard de la IIème Armée Britannique, 29 - 1190 Bruxelles ;

De réserver un tiers des places de la crèche « Les P'tits Matelots » sise rue de la Station 19 – 1190 Bruxelles pour les familles en processus d'insertion socioprofessionnelle suivies par la Mission locale pour l'emploi de Forest ;

De rédiger les termes de ce partenariat dans une convention de partenariat précisant les devoirs de chacune des parties.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Kinderopvang - Opvangstructuur "P'tits Matelots" - Samenwerkingsovereenkomst met de Plaatselijke Opdracht van Vorst.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3, en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven die werden uitgevoerd om te streven naar de door de ONE vastgestelde doelstellingen, evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders; in het bijzonder artikel 10 §1 en de verplichte opstelling van een opvangproject volgens de kwaliteitscode in overleg met het personeel van de opvangstructuur, en artikel 43 §1 en de verplichte dagelijkse toepassing van het opvangproject met het oog op permanente kwaliteitsverbetering; de organiserende macht en het personeel dienen zich ervan te vergewissen dat hun opvoedingstechnieken en gedrag stroken met het opvangproject, de kwaliteitscode en het internationale verdrag van de rechten van het kind;

Gelet op de voorbereidende vergadering van 29 maart 2012 met de Plaatselijke Opdracht van Vorst, gevestigd Brits Tweedelegerlaan 29 in 1190 Vorst, en het toekomstige directieteam van het kinderdagverblijf "Les P'tits Matelots", Stationstraat 19 in 1190 Vorst;

Gelet op de partnerschapsovereenkomsten tussen de Plaatselijke Opdracht van Vorst en het kinderdagverblijf “Les P’tits Matelots” van 7 juli 2014 en 14 mei 2018;

Overwegende de rol van de Plaatselijk Opdracht van Vorst, gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst, een instantie voor socioprofessionele integratie, die werkzoekenden begeleidt (onthaal, oriëntatie, determinatie, bijscholing, individuele begeleiding, vorming en solliciteren), die opleidingen organiseert die tot kwalificaties leiden en contracten beheert voor doorstromingsprogramma's (DP), zijnde arbeidsovereenkomsten voor bepaalde duur met opleidingsplan in de bouw, animatie, openbare netheid, ...;

Overwegende de economische en sociale kwetsbaarheid van ouders die op zoek zijn naar een baan of die een opleiding moeten volgen om werk te vinden;

Overwegende dat ouders in socioprofessionele inschakeling kinderopvang voor hun kind moeten vinden;

BESLIST:

Een partnerschap tot stand te brengen met de Plaatselijke Opdracht van Vorst, gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst;

Een derde van de plaatsen in kinderdagverblijf “Les P’tits Matelots”, gevestigd Stationstraat 19 in 1190 Vorst, voor te behouden voor gezinnen in socioprofessionele inschakeling die door de Plaatselijke Opdracht van Vorst worden begeleid;

Dit partnerschap te beschrijven in een samenwerkingsovereenkomst waarin de plichten van elk van de partijen worden gepreciseerd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

- 28 **Marchés publics - Marchés publics divers - Approbation de l’avenant 1 du marché «2019-T-028 - Ecole 3: travaux de stabilité, d’égouttage et d’étanchéité» - Application de l’article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de

marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures,;

Considérant que dans le cadre du marché « 2019-T-028 - Ecole 3: travaux de stabilité, d'égouttage et d'étanchéité », il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

<i>Q en -</i>	<i>- € 109.387,50</i>
<i>Travaux supplémentaires</i>	<i>+ € 341.602,50</i>
<i>Total HTVA</i>	<i>= € 232.215,00</i>
<i>TVA</i>	<i>+ € 13.932,90</i>
<i>TOTAL</i>	<i>= € 246.147,90</i>

Considérant la motivation de cet avenant :

Considérant que les cours de récréation doivent être étanches afin d'empêcher toutes infiltrations vers les sous-sols de l'école ;

Considérant que le revêtement des cours devait être réalisé en asphalte de différentes couleurs ;

Considérant que pour des raisons de réalisation de chantier et l'impossibilité de faire passer des asphalteuses par-dessus le bâtiment de l'école, il a été décidé de remplacer le revêtement en asphalte par un système étanche composé d'une couche imperméable, d'une membrane de drainage et de la pose de revêtement en klinkers de couleurs différentes ;

Considérant que le revêtement des cours a été remplacé, il a fallu adapter les avaloirs de sol. Un système à rainure a été décidé afin d'apporter une sécurité maximale aux enfants ;

Considérant que ces commandes supplémentaires s'inscrivent dans la perspective de continuité des travaux de stabilité, d'égouttage et d'étanchéité des cours de l'école 3 et respectent la nature et l'objet du marché initial ;

Considérant que le changement de contractant:

1°est impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité des services complémentaires avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial; et

2°présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur ;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 27,36% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 1.081.055,54 € hors TVA ou 1.145.918,87 € , 6% TVA comprise;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 10 octobre 2019 relative à l'attribution du marché "Ecole 3: travaux de stabilité, d'égouttage et d'étanchéité" à DSV NV, Ter Heidelaan 69 à 3200 Aarschot pour le montant d'offre contrôlé de 848.840,54 € hors TVA ou 899.770,97 €, 6% TVA comprise, soit **989.748,06 € TTC** ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 26 aout 2021 faisant choix d'approuver

l'avenant 1 du marché «2019-T-028 - Ecole 3: travaux de stabilité, d'égouttage et d'étanchéité» pour un montant total en plus de 232.215,00 € hors TVA ou 246.147,90€, 6% TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé la dépense par un emprunt;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 16 septembre 2021 de revoir sa décision du 26 août 2021 quant à la date du collège d'attribution à savoir la séance du 10 octobre 2019 et non celle du 26 septembre 2019 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 16 septembre 2021 :

Art 1 : De revoir sa décision du 26 août 2021 quant à la date du collège d'attribution à savoir la séance du 10 octobre 2019 et non celle du 26 septembre 2019 , du marché «2019-T-028 - Ecole 3: travaux de stabilité, d'égouttage et d'étanchéité» ;

Art 2 : D'approuver l'avenant 1 au marché "Ecole 3: travaux de stabilité, d'égouttage et d'étanchéité" pour le montant total en plus de € 232.215,00 hors TVA ou € 246.147,90, 6% TVA comprise ;

Art 3 : D'inscrire la dépense à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et de financer la dépense par un emprunt .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten - Diverse overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2019-T-028 - School 3: stabiliteits-, riolerings- en afdichtingswerken" - Toepassing van artikel 234 3e lid van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "2019-T-028 - School 3: stabiliteits-, riolerings- en afdichtingswerken", noodzakelijk gebleken is bij de uitvoering van de opdracht de volgende wijzigingen aan te brengen:

<i>H minder</i>	- 109.387,50 €
<i>Aanvullende werken</i>	+ 341.602,50 €

<i>Totaal excl. btw</i>	= 232.215,00 €
<i>Btw</i>	+ 13.932,90 €
TOTAAL	= 246.147,90 €

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

Overwegende dat de speelplaatsen waterdicht moeten zijn om infiltratie naar de kelderverdiepingen van de school te voorkomen;

Overwegende dat de bedekking van de speelplaatsen moest worden uitgevoerd in asfalt met verschillende kleuren;

Overwegende dat om constructieredenen en de onmogelijkheid om asfaltmachines over het schoolgebouw heen te heffen, besloten werd de asfaltverharding te vervangen door een waterdicht systeem bestaande uit een ondoordringbare laag, een drainagemembraan en de plaatsing van een klinkerverharding in verschillende kleuren;

Overwegende dat de bedekking van de speelplaatsen werd vervangen, waarbij de klokkputten moesten worden aangepast. Er is gekozen voor een groefstelsel om de kinderen een maximale veiligheid te bieden;

Overwegende dat deze bijkomende bestellingen kaderen in het perspectief van continuïteit van de stabiliteits-, riolerings- en afdichtingswerken van de speelplaatsen van school 3 en de aard en het doel van de oorspronkelijke opdracht respecteren;

Overwegende dat de verandering van opdrachtnemer:

1° niet mogelijk is om economische of technische redenen, zoals wanneer de aanvullende diensten uitwisselbaar of interoperabel moeten zijn met bestaande uitrusting, diensten of installaties die in het kader van de oorspronkelijke opdracht zijn aangekocht; en

2° groot ongemak of een aanzienlijke kostenstijging zou teweegbrengen voor de aanbesteder;

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 27,36 % overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 1.081.055,54 € excl. btw of 1.145.918,87 €, 6% btw inbegrepen;

*Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 oktober 2019 betreffende de gunning van de opdracht "School 3: stabiliteits-, riolerings- en afdichtingswerken" aan DSV NV, Ter Heidelaan 69 te 3200 Aarschot voor het gecontroleerde offertebedrag van 848.840,54 € excl. btw of 899.770,97 €, 6% btw inbegrepen, of **989.748,06 € alle heffingen inbegrepen**;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 augustus 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2019-T-028 - School 3: stabiliteits-, riolerings- en afdichtingswerken" voor een totaal bijkomend bedrag van 232.215,00 € excl. btw of 246.147,90 €, 6% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 september 2021 om zijn beslissing van 26 augustus 2021 te herzien voor wat betreft de datum van het gunningscollege, namelijk de zitting van 10 oktober 2019 en niet die van 26 september 2019;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 september 2021 om:

Art 1: Zijn beslissing van 26 augustus 2021 te herzien voor wat betreft de datum van het gunningscollege, namelijk de zitting van 10 oktober 2019 en niet die van 26 september 2019, voor de opdracht “2019-T-028 - School 3: stabiliteits-, riolerings- en afdichtingswerken”;

Art 2: Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel 1 bij de opdracht “School 3: stabiliteits-, riolerings- en afdichtingswerken” voor het totale bijkomende bedrag van € 232.215,00 excl. btw of € 246.147,90, 6% btw inbegrepen;

Art 3: De uitgave in te schrijven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Loewenstein rappelle à l’assemblée la tenue prochaine d’une commission à ce sujet.
Madame Père l’en remercie et rappelle qu’elle se tiendra sur site.**

De heer Loewenstein herinnert de vergadering eraan dat er binnenkort een commissie over dit onderwerp zal worden gehouden.

Mevrouw Père bedankt hem en herinnert eraan dat deze ter plaatse zal worden gehouden.

29 **Marchés publics - 2021-T-008 - Ecole 11 A - Rénovation des toitures - Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les Toitures de l'école 11A sont vétustes ;

Considérant qu'à la suite d'une visite avec l'ingénieur en stabilité, un problème de stabilité sur la charpente de la toiture 5 a été constaté ;

Considérant que la toiture 4 est en ardoise amiantée ;

Considérant que la cage d'escalier n'est pas aux normes Incendies ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder aux travaux de rénovation des toitures de l'Ecole 11 A ;

Vu le cahier des charges N° 2021-T-008 relatif au marché "Ecole 11 A - rénovation des toitures" établi par le Service Travaux Publics - Grands Chantiers ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 431.000,00 hors TVA ou € 456.860,00, 6% TVA comprise ou € 500.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le pouvoir adjudicateur décide de ne pas diviser le marché en lots pour des raisons techniques suivantes :

Les travaux concernent deux toitures contigües, qui vont être modifiées l'une par rapport à l'autre et ne peuvent être réalisées indépendamment. Ils concernent une zone restreinte de l'école, par ailleurs, ils vont impacter deux classes et un escalier d'accès, il est donc nécessaire qu'ils se déroulent dans un temps restreint afin de limiter l'impact du chantier sur le fonctionnement de l'école ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7202/724-60/ 64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021;

Considérant que le mode de financement prévu est un emprunt à charge de la commune pour un montant de € 500.000,00 ;

DECIDE:

Art 1: D'approuver le cahier des charges N° 2021-T-008 et le montant estimé du marché "Ecole 11 A - rénovation des toitures", établis par le Service Travaux Publics - Grands Chantiers. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 431.000,00 hors TVA ou € 456.860,00, 6% TVA comprise ou € 500.000,00 TVA et révision des prix comprises.

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art 3 : De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Art 5 : D'inscrire la dépense à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021.

Art 6 : De financer la dépense par un emprunt à charge de la commune d'un montant de € 500.000,00.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-008 - School 11A - Renovatie van de daken - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de daken van school 11A verouderd zijn;

Overwegende dat na een bezoek met de stabiliteitsingenieur een stabiliteitsprobleem aan het gebinte van dak 5 werd vastgesteld;

Overwegende dat dak 4 uit asbesthoudende leisteen bestaat;

Overwegende dat het trappenhuis niet voldoet aan de brandnormen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot de renovatiewerken van de daken van school 11A;

Gelet op het bestek met nr. 2021-T-008 betreffende de opdracht "School 11A - renovatie van de daken" opgesteld door de Dienst Openbare Werken - Grote Werven;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 431.000,00 excl. btw of € 456.860,00 incl. 6% btw of € 500.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de aanbestedende overheid beslist om de opdracht niet op te delen in percelen omwille van de volgende technische redenen:

De werkzaamheden hebben betrekking op twee aanpalende daken, die in relatie met elkaar worden gewijzigd en niet los van elkaar kunnen worden gemaakt. Ze hebben betrekking op een beperkte

ruimte van de school. Bovendien zullen ze een impact hebben op twee klassen en een toegangstrap. Het is dus noodzakelijk dat ze binnen een beperkt tijdsbestek worden uitgevoerd om de gevolgen voor de werking van de school te beperken;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 7202/724-60/ 64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een lening is ten laste van de gemeente voor een bedrag van € 500.000,00;

BESLIST:

Art 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2021-T-008 en de raming voor de opdracht "School 11A - renovatie van de daken", opgesteld door de dienst Openbare Werken - Grote Werven. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 431.000,00 excl. btw of € 456.860,00 incl. 6% btw of € 500.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen.

Art 2: De opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Art 3: De opdrachtaankondiging in te vullen en te versturen op nationaal niveau.

Art 4: Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Art 5: De uitgave in te schrijven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021.

Art 6: De uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente voor een bedrag van € 500.000,00.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

11 annexes / 11 bijlagen

30 **Marchés publics - 2021-T-013 - 336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA –
Affermissement de la tranche conditionnelle - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 236 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu la décision du conseil communal du 10 mai 2021 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure négociée directe avec publicité) de ce marché;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 134.000,00 € HTVA ou 162.140,00 €, TVAC ou 178.354,00 €, TVA et révision des prix comprises;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :

* Tranche ferme : Tranche de marché 1 (Estimé à : 75.131,50 € HTVA, 90.910,00 TVAC, 100.000,00 € TVA et révision comprises),

* Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 (Estimé à : 58.868,50 € HTVA, 71.230,90 € TVAC, 78.354,00 € TVA et révision comprises) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 03 juin 2021 relative à l'attribution du marché "336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA" au soumissionnaire ayant remis l'unique offre, à savoir JG Construction srl, Rue Saules Bastin, 28 à 4920 Aywaille, pour le montant d'offre négocié de 133.999,76 € HTVA , 162.139,70 € TVAC, 178.354,00 € TVA et révision comprises :

-Tranche ferme : 75.804,76 € HTVA, 91.723,75 € TVAC, 100.000,00 € TVA et révision comprises

-Tranche conditionnelle : 58.195,00 € HTVA, 70.415,95 € TVAC, 78.354,00 € TVA et révision comprises ;

Considérant qu'il y a lieu d'affermir la tranche conditionnelle de ce marché portant sur les finitions et les menuiseries, dont le montant d'attribution s'élève à 58.195,00 € HTVA ou 70.415,95 € TVAC soit 78.354,00 € TVA et révision comprises ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 02 septembre 2021 relative à l'affermissement de la tranche conditionnelle du marché 2021-T-013 « 336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA», à l'inscription de la dépense à l'article 300/723-60/10 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et à son financement par un subside de BPS plafonné à 55.000,00 € (article de recette : 300/663-51/10), le solde restant étant financé par un emprunt;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 02 septembre 2021, décidant :

- D'affermir la tranche conditionnelle du marché 2021-T-013 "336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA" ayant pour objet les finitions et les menuiseries pour un montant de 58.195,00 € HTVA ou 70.415,95 € TVAC soit 78.354,00 € TVA et révision comprises.

- D'inscrire la dépense à l'article 300/723-60/10 du service extraordinaire du budget de

l'exercice 2021 (MB 3-4).

- De financer la dépense par un subside de BPS plafonné à 55.000,00 €(article de recette : 300/663-51/10), le solde restant étant financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

**Overheidsopdrachten - 2021-T-013 - 336 Alseberg - INRICHTING ANTENNE LISA -
Bevestiging van het voorwaardelijk gedeelte - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 139.000,00 €) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 10 mei 2021 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, van het geraamde bedrag en van de gunningsprocedure (vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking) van deze opdracht;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 134.000,00 € excl. btw of 162.140,00 € incl. btw of 178.354,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen, bedraagt;

Overwegende dat deze opdracht in schijven opgesplitst is:

* Vast gedeelte: deelopdracht 1 (geraamd op 75.131,50 € excl. btw, 90.910,00 incl. btw, 100.000,00 € btw en herziening inbegrepen),

* Voorwaardelijk gedeelte: deelopdracht 2 (geraamd op 58.868,50 € excl. btw, 71.230,90 € incl. btw, 78.354,00 € btw en herziening inbegrepen),

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 juni 2021 betreffende de gunning van de opdracht "Alseberg 336 - INRICHTING ANTENNE LISA" aan de enige inschrijver die een offerte heeft ingediend, namelijk JG Construction srl, Rue Saules Bastin 28 te 4920 Aywaille, voor het onderhandelde offertebedrag van 133.999,76 € excl. btw, 162.139,70 € incl. btw, 178.354,00 € btw en herziening inbegrepen:

- Vast gedeelte: 75.804,76 € excl. btw, 91.723,75 € incl. btw, 100.000,00 € btw en herziening inbegrepen

- Voorwaardelijk gedeelte: 58.195,00 € excl. btw, 70.415,95 € incl. btw, 78.354,00 €, btw en herziening inbegrepen;

Overwegende dat het voorwaardelijk gedeelte van deze opdracht met betrekking tot de afwerkingen en het schrijnwerk, waarvan het bedrag voor de gunning 58.195,00 € excl. btw of 70.415,95 € incl.

btw of 78.354,00 €, btw en herziening inbegrepen, bedraagt, moet worden bevestigd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 september 2021 met betrekking tot de bevestiging van het voorwaardelijk gedeelte van de opdracht 2021-T-013 “336 Alseberg - INRICHTING ANTENNE LISA” en deze uitgave in te schrijven op artikel 300/723-60/10 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en te financieren door een subsidie van BPV geplafonneerd op 55.000,00 € (artikel van ontvangst: 300/663-51/10), waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 2 september 2021, waarin beslist werd om:

- Het voorwaardelijk gedeelte van opdracht 2021-T-013 “Alseberg 336 - INRICHTING ANTENNE LISA” met als voorwerp de afwerkingen en het schrijnwerk voor een bedrag van 58.195,00 € excl. btw of 70.415,95 € incl. btw of 78.354,00 €, btw en herziening inbegrepen, te bevestigen.
- De uitgave in te schrijven op artikel 300/723-60/10 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4).
- De uitgave te financieren door een subsidie van BPV geplafonneerd op 55.000,00 € (artikel van ontvangst: 300/663-51/10), waarbij het overblijvende saldo wordt gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

31 **Marchés publics - 2021-T-028 - Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase III: aménagement des combles – Revu de l'estimation du marché et du mode de financement.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu sa décision du 6 juillet 2021 relative à l'approbation des conditions et du mode de passation du marché 2021-T-028 « Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase III: aménagement des combles » ;

Revu sa décision du 6 juillet 2021 quant à l'estimation du marché et au mode de financement ;

Considérant que le montant estimé initial de ce marché s'élève à € 3.005.259,20 hors TVA ou € 3.636.363,60, 21% TVA comprise, € 4.000.000,00, 21% TVA et révision comprises ;

Considérant qu'au vu du montant de l'unique offre reçue, l'estimation doit être revue afin de pouvoir attribuer le marché et d'être portée à 3.140.000,00 € HTVA ou 3.799.400,00 € TVA 21% compris ou 4.000.000,00 € révision et 21% TVA comprises ;

Considérant que le crédit permettant la dépense de 4.000.000,00 €, 21% TVA et révision comprises est inscrit à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 ;

Considérant que le mode de financement final est :

- un prêt du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC) d'un montant de 2.083.033,00 € sur base d'une convention ;
- un subside de 192.850,27 € octroyé par le Bruxelles Pouvoirs Locaux (Direction Investissement) et est inscrit à l'article de recette 104/665-52/64 ;
- un montant des charges d'urbanisme estimé à 250.000,00 € lié au projet de construction de logements à Forest (montant imposé dans le cadre de permis d'urbanisme 23175) et sera inscrit à l'article de recette 104/995-52/64 dès l'approbation des prochaines modifications budgétaires (MB 5-6) par l'autorité de tutelle ;
- le solde de 1.474.116,73 € étant un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE:

Art 1: De revoir sa décision du 6 juillet 2021 quant à l'estimation du marché et au mode de financement du marché 2021-T-028 « Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase III: aménagement des combles » ;

Art 2: De porter l'estimation finale à 3.140.000,00 € HTVA ou 3.799.400,00 € TVA 21% compris ou 4.000.000,00 € révision et 21% TVA comprises ;

Art 3 : D'inscrire la dépense de 4.000.000,00 €, 21% TVA et révision comprises à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 ;

Art 4 : De financer la dépense par un subside de € 192.850,27 octroyé par le Bruxelles Pouvoirs Locaux, Direction Investissement (article de recette 104/665-52/64), par un prêt du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC) d'un montant de 2.083.033,00 € et par des charges d'urbanisme pour un montant estimé à 250.000,00 € lié au projet de construction de logements à Forest (montant imposé dans le cadre de permis d'urbanisme 23175, article de recette 104/995-52/64 (MB 5-6); le solde de 1.474.116,73 € étant un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-028 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase III: inrichting van de zolderverdieping tot - Herziening van de raming van de overheidsopdracht en van de financieringswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op zijn beslissing van 6 juli 2021 betreffende de goedkeuring van lastvoorwaarden en gunningswijze van de overheidsopdracht 2021-T-028 “Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase III: inrichtingswerken van de zolderverdieping”;

Zijn beslissing van 6 juli 2021 betreffende de raming van de opdracht en de financieringswijze herzien;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht aanvankelijk werd geraamd op 3.005.259,20 € excl. btw of 3.636.363,60 €, 21% btw inbegrepen, of 4.000.000,00 €, 21% btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat gelet op het bedrag van de enige ontvangen offerte, de raming moet worden herzien om de opdracht te kunnen gunnen en wordt gebracht op 3.140.000,00 € excl. btw of 3.799.400,00 €, btw inbegrepen, zijnde 4.000.000,00 €, 21% btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave van 4.000.000,00 €, 21% btw en prijsherziening inbegrepen, ingeschreven is op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021;

Overwegende dat de uiteindelijke financieringswijze de volgende is:

- een lening van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) voor een bedrag van 2.083.033,00 € op basis van een overeenkomst;
- een subsidie van € 192.850,27 toegekend door Brussel Plaatselijke Besturen (Directie Investerings) en ingeschreven op artikel van ontvangst 104/665-52/64;

- een bedrag van de stedenbouwkundige lasten geraamd op 250.000,00 € in verband met het project voor de bouw van woningen in Vorst (bedrag opgelegd in het kader van stedenbouwkundige vergunning 23175) en ingeschreven op artikel van ontvangst 104/995-52/64 bij de goedkeuring van de volgende begrotingswijzigingen (BW 5-6) door de toezichhoudende overheid;
- het saldo van 1.474.116,73 € in de vorm van een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST:

Art. 1: Zijn beslissing van 6 juli 2021 te herzien wat betreft de raming van de overheidsopdracht de financieringswijze van de opdracht 2021-T-028 "Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis, Fase III: inrichtingswerken van de zolderverdieping";

Art. 2: De eindraming te brengen op 3.140.000,00 € excl. btw of 3.799,400,00 €, btw inbegrepen, zijnde 4.000.000,00 €, 21% btw en prijssherziening inbegrepen;

Art. 3: De uitgave voor een bedrag van 4.000.000,00 €, 21% btw en prijssherziening inbegrepen, in te schrijven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021;

Art. 4: De uitgave te financieren door een subsidie van 192.850,27 € van Brussel Plaatselijke Besturen, Directie Investerings (artikel van ontvangst 104/665-52/64), door een lening van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) voor een bedrag van 2.083.033,00 €, door stedenbouwkundige lasten geraamd op 250.000,00 € in verband met het project voor de bouw van woningen in Vorst (bedrag opgelegd in het kader van stedenbouwkundige vergunning 23175), artikel van ontvangst 104/995-52/64 (BW 5-6); en het saldo van 1.474.116,73 € in de vorm van een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

32 **Marchés publics - 2021-T-052 - Travaux de sécurisation sur le site Forum/Belgrade - Phase 1 - Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de sécurisation sur le site Forum Belgrade

- compte tenu des occupations du site et des accès publics, notamment la bibliothèque ;
- compte tenu des espaces de stockage liés aux activités du site (bibliothèque) représentant un risque particulier ;
- compte tenu des manquements constatés au niveau de l'installation d'éclairage autonome ;
- compte tenu de l'absence d'un dispositif de détection incendie généralisée ;
- compte tenu des manquements constatés au niveau de l'installation électrique ;
- compte tenu de certaines spécificités du site nécessitant des aménagements de part leur accessibilité au public (zone de la cabine haute tension et TGBT) ;
- compte tenu de la nécessité de revoir les compartimentages et voies d'évacuation de l'ensemble du site ;
- compte tenu des rapports du SIPP, organismes agréés et inspections ;

Vu le cahier des charges N° 2021-T-052 relatif au marché "Travaux de sécurisation sur le site Forum/Belgrade - Phase 1" établi par le Département Travaux Publics ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (travaux d'aménagement des voies d'évacuation, compartimentage, escalier de secours, modifications de baies extérieurs, portes coupe-feu, menuiseries extérieures...), estimé à € 257.000,00 hors TVA ou € 310.970,00, 21% TVA comprise, soit € 340.000,00 TVA et révision des prix comprises;

* Lot 2 (Travaux d'installation d'un éclairage autonome, d'une détection incendie généralisée et diverses prestations au niveau de l'électricité (remplacement des 3 TGBT...)), estimé à € 273.000,00 hors TVA ou € 330.330,00, 21% TVA comprise, soit € 360.000,00 TVA et révision des prix comprises;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 530.000,00 hors TVA ou € 641.300,00, 21% TVA comprise, soit € 700.000,00 TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 300/723-60/10 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 ;

Considérant que le mode de financement est un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE:

Art 1 : D'approuver le cahier des charges N° 2021-T-052 et le montant estimé du marché "Travaux de sécurisation sur le site Forum/Belgrade - Phase 1", établis par le Département Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 530.000,00 hors TVA ou € 641.300,00, 21% TVA comprise, soit € 700.000,00 TVA et révision des prix comprises :

* Lot 1 (travaux d'aménagement des voies d'évacuation, compartimentage, escalier de secours,

modifications de baies extérieures, portes coupe-feu, menuiseries extérieures...) : € 257.000,00 hors TVA ou € 310.970,00, 21% TVA comprise, soit € 340.000,00 TVA et révision des prix comprises;

* Lot 2 (Travaux d'installation d'un éclairage autonome, d'une détection incendie généralisée et diverses prestations au niveau de l'électricité (remplacement des 3 TGBT...)) : € 273.000,00 hors TVA ou € 330.330,00, 21% TVA comprise, soit € 360.000,00 TVA et révision des prix comprises.

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art 3 : De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 300/723-60/10 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021.

Art 5 : De financer cette dépense par un emprunt à charge de la commune.

Art 6 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2021-T-052 - Beveiligingswerken op de site Forum/Belgrado - Fase 1 - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, § 1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende de noodzaak om beveiligingswerkzaamheden uit te voeren op de site Forum/Belgrado

- rekening houdend met de bezetting van de site en de openbare toegangen, met name de bibliotheek;
- rekening houdend met de opslagruimten die verband houden met de activiteiten van de site (bibliotheek) en die een bijzonder risico vormen;

- rekening houdend met de vastgestelde tekortkomingen bij de plaatsing van autonome verlichting;
- rekening houdend met het ontbreken van een algemeen branddetectiesysteem;
- rekening houdend met de vastgestelde tekortkomingen in de elektrische installatie;
- rekening houdend met bepaalde specifieke kenmerken van de site die aanpassingen vereisen wegens hun toegankelijkheid voor het publiek (hoogspanningscabine en ALSB);
- rekening houdend met de noodzaak om de compartimentering en de vluchtwegen voor de hele site te herzien;
- rekening houdend met de verslagen van de IDPB, erkende instanties en inspecties;

Gelet op het bestek met nr. 2021-T-052 betreffende de opdracht 'Beveiligingswerken op de site Forum/Belgrado - Fase 1' opgesteld door het departement Openbare Werken;

Overwegende dat de opdracht in percelen is opgedeeld:

- * Perceel 1 (inrichtingswerken van de vluchtwegen, compartimentering, noodtrap, wijzigingen buitenopeningen, brandwerende deuren, buitenschrijnwerk, ...), raming: € 257.000,00 excl. btw of € 310.970,00 incl. 21% btw, zijnde € 340.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;
- * Perceel 2 (installatie van autonome verlichting, een algemeen branddetectiesysteem en diverse elektriciteitswerken (vervanging van 3 ALSB, ...)), raming: € 273.000,00 excl. btw of € 330.330,00 incl. 21% btw, zijnde € 360.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 530.000,00 excl. btw of € 641.300,00 incl. 21% btw, zijnde 700.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 300/723-60/10 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021;

Overwegende dat de financieringswijze een lening ten laste van de gemeente is;

BESLIST:

Art 1: Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2021-T-052 en de raming voor de opdracht 'Beveiligingswerken op de site Forum/Belgrado - Fase 1' opgesteld door het departement Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals opgenomen in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 530.000,00 excl. btw of € 641.300,00 incl. 21% btw, zijnde 700.000,00 € btw en prijsherziening inbegrepen:

- * Perceel 1 (inrichtingswerken van de vluchtwegen, compartimentering, noodtrap, wijzigingen buitenopeningen, brandwerende deuren, buitenschrijnwerk, ...): 257.000,00 € excl. btw of 310.970,00 € incl. 21% btw of 340.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;
- * Perceel 2 (installatie van autonome verlichting, een algemeen branddetectiesysteem en diverse elektriciteitswerken (vervanging van 3 ALSB, ...)): 273.000,00 € excl. btw of 330.330,00 € incl. 21% btw of 360.000,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen.

Art 2: De opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Art 3: De opdrachtaankondiging in te vullen en te versturen op nationaal niveau.

Art 4: De uitgave in te schrijven op artikel 300/723-60/10 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021.

Art 5: Deze uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

Art 6: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Instruction publique - Openbaar onderwijs

33 **Instruction publique – Rupture de la Convention-cadre entre la Commune de Forest et la Commune de Saint-Gilles dans le cadre du Service de Promotion de la Santé à l’Ecole (SPSE) – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Loi communale et notamment l’article 123 ;

Vu l’arrêté du 28 mars 2002 du Gouvernement de la Communauté française (Fédération Wallonie-Bruxelles) fixant la procédure et les conditions d’agrément des services de promotion de la santé à l’école (SPSE) et notamment l’article 4 § 1^{er} ;

Vu la décision du Conseil communal du 5 mai 2015 approuvant la convention-cadre entre la Commune de Forest et la Commune de Saint-Gilles concernant la prise en charge par le service de promotion de la santé à l’école (SPSE) de Forest des élèves des écoles communales fondamentales de la Commune de Saint-Gilles ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 3 juin 2021 approuvant la rupture de la convention-cadre entre la Commune de Forest et la Commune de Saint-Gilles dans le cadre du Service de Promotion de la Santé à l’école (SPSE) ;

Vu l’article 9 de la convention-cadre entre la Commune de Forest et la Commune de Saint-Gilles concernant la prise en charge des élèves saint-gillois par le SPSE de la commune de Forest ;

Considérant que l’organisation du travail du SPSE en deux antennes sur deux territoires communaux différents s’est complexifiée au fil des années, rendant impossible une prise en charge de qualité des élèves des deux entités communales ;

Considérant que tout a été mis en œuvre, en vain, pour trouver des solutions viables à la poursuite de ce partenariat ;

Considérant qu’il convient de mettre fin à la convention-cadre liant les deux communes ;

DECIDE,

De mettre fin à la convention-cadre liant la Commune de Forest et la Commune de Saint-Gilles concernant la prise en charge par le service de promotion de la santé à l'école (SPSE) de Forest des élèves des écoles communales fondamentales de la Commune de Saint-Gilles, moyennant le préavis prévu à l'article 9 de ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Openbaar Onderwijs - Verbreking van de kaderovereenkomst tussen de gemeente Vorst en de gemeente Sint-Gillis in het kader van de dienst voor gezondheidsbevordering op school (SPSE) - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Gemeentewet, inzonderheid artikel 123;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap (Federatie Wallonië-Brussel) van 28 maart 2002 tot vaststelling van de procedure en van de erkenningsvoorwaarden van de diensten voor gezondheidsbevordering op school (SPSE), inzonderheid artikel 4 §1;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 5 mei 2015 tot goedkeuring van de kaderovereenkomst tussen de gemeente Vorst en de gemeente Sint-Gillis betreffende de tenlasteneming door de Vorstse dienst voor gezondheidsbevordering op school (SPSE) van de leerlingen van de gemeentelijke basisscholen van de gemeente Sint-Gillis;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 juni 2021 tot goedkeuring van de verbreking van de kaderovereenkomst tussen de gemeente Vorst en de gemeente Sint-Gillis in het kader van de dienst voor gezondheidsbevordering op school (SPSE);

Gelet op artikel 9 van de kaderovereenkomst tussen de gemeente Vorst en de gemeente Sint-Gillis betreffende de tenlasteneming door de Vorstse SPSE van de leerlingen van de gemeentelijke basisscholen van de gemeente Sint-Gillis;

Overwegende dat de organisatie van de werkzaamheden van de SPSE in twee vestigingen in twee verschillende gemeenten in de loop der jaren complexer is geworden, waardoor het onmogelijk werd om kwaliteitszorg te bieden aan de leerlingen van beide gemeenten;

Overwegende dat - tevergeefs - al het mogelijke is gedaan om levensvatbare oplossingen te vinden voor de voortzetting van dit samenwerkingsverband;

Overwegende dat het aangewezen is de kaderovereenkomst tussen de twee gemeenten op te zeggen;

BESLIST:

Een einde te stellen aan de kaderovereenkomst tussen de gemeente Vorst en de gemeente Sint-Gillis betreffende de tenlasteneming door de Vorstse dienst voor gezondheidsbevordering op school (SPSE) van de leerlingen van de gemeentelijke basisscholen van de gemeente Sint-Gillis, mits de opzegging vastgelegd in artikel 9 van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

- 34 **Logement - Marché public – Fourniture et placement de 3 chaudières murales à condensation, 84 Rue de Belgrade – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation , des firmes à consulter et de l’attribution - Application de l’article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale – Prise d’information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 relatifs aux compétences du collège du bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l’article 90 1° ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu’il y a lieu de conclure, pour le bien sis 84 Rue de Belgrade à 1190 Forest, un marché de travaux pour le remplacement de trois chaudières atmosphériques qui ne répondent plus aux normes actuelles ;

Considérant que les chaudières sont fort vieillissantes, les entretiens et réparations deviennent onéreux ;

Considérant que la dépense sera financé par emprunt ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16 septembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «Fourniture et placement de 3 chaudières murales à condensation, 84 Rue de Belgrade», le montant estimé s’élevant à 10.600,00 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l’article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2021;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16 septembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «Fourniture et placement de 3 chaudières murales à condensation, 84 Rue de Belgrade» , le montant estimé s’élevant à 10.600,00 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l’article 922/724-60/39 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2021 ;

De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Huisvesting – Overheidsopdracht – Levering en plaatsing van 3 condensatiemuurketels, Belgradostraat 84 – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 wet van 17 juni 2016) – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's en gunning – Toepassing art. 234 § 3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 30.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het, voor het pand gelegen Belgradostraat 84 te 1190 Vorst, noodzakelijk is een opdracht voor werken te sluiten voor de vervanging van drie atmosferische ketels die niet meer aan de huidige normen voldoen;

Overwegende dat de ketels sterk verouderd zijn, het onderhoud en de herstellingen duur worden;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 september 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Levering en plaatsing van 3 condensatiemuurketels, Belgradostraat 84", waarbij de raming € 10.600,00 incl. btw bedraagt en waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 september 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Levering en plaatsing van 3 condensatiemuurketels, Belgradostraat 84", waarbij de raming € 10.600,00 incl. btw bedraagt en waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 922/724-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021;

De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

35 **Logement - Octroi d'une subvention d'investissement à l' AIS de Forest pour acquisition de bureaux à son propre usage - Approbation de la convention et mandat au Collège pour signature.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu les statuts de l' AISF publiés au Moniteur Belge le 7 janvier 2011 sous le n° 11004334 et leurs modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 4 février 2020 prenant acte des comptes annuels 2017 de l' AISF et autorisant à titre exceptionnel la mise en réserve pour investissement d' un montant qui aurait dû être remboursé au titre de subvention communale non utilisée ;

Vu la convention de partenariat signée le 20 mai 2021 pour une période de 5 ans débutant le 01/01/2021 entre l' AISF et la Commune signée en vertu d' une décision du Conseil communal en date du 16 mars 2021 ;

Vu la demande de l' AISF en date du 29 juin 2021 en vue de l' octroi d' une subvention à l' extraordinaire d' un montant de 68 500 € pour acquisition d' un rez-de-chaussée et sous-sol dans le centre de Forest afin d' y implanter ses propres bureaux ;

Considérant que la Commune a participé à la création de l' AISF afin de poursuivre un but d' intérêt général, notamment « de gérer des biens mis à sa disposition en Région de Bruxelles-Capitale en vue de répondre prioritairement aux besoins en logement des personnes à revenus modestes ou en situation précaire. » ;

Considérant que le coût global de l' acquisition, selon l' offre faite au propriétaire, les travaux nécessaires de remise en état et les frais de notaire s' élève à 393 500 € ;

Considérant que l' AISF peut obtenir pour cette acquisition un crédit bancaire à hauteur de 325 000 € remboursable en 15 ans ;

Considérant qu' au passif du bilan de l' AISF au 31 décembre 2020 se trouve toujours inscrite pour un montant de 53 400 € une provision ou réserve pour investissement ;

Considérant que cette provision a été autorisée par le Conseil communal pour l' acquisition d' un bien immobilier à usage de bureaux et/ou de logement ;

Considérant que la demande de subvention de l' AISF pour l' aider à acquérir ses bureaux peut être acceptée sous-réserve qu' elle utilise pour cette acquisition l' intégralité de la provision pour investissement autorisée par la décision du Conseil communal susvisée ;

Considérant que l' AISF s' engage à conserver ce bien à usage de bureaux pendant un délai de 10 ans ;

Considérant qu' en cas de cession de l' investissement avant un délai de 20 ans, le prix de vente devra-t- être réinvesti dans une opération ayant le même objet, soit des bureaux pour l' AISF ;

DECIDE :

D' octroyer une subvention de 68 500 € à l' AISF pour l' acquisition et la rénovation de ses propres

bureaux à Forest ;

D'approuver la convention jointe en annexe à cet effet ;

De confier mandat au Collège des bourgmestre et échevins pour la signer ;

D'inscrire les dépenses à l'article 922/635-51/39 du service extraordinaire du budget communal 2021 ;

De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Huisvesting - Toekenning van een investeringssubsidie aan het SVK van Vorst voor de aankoop van kantoren voor eigen gebruik - Goedkeuring van de overeenkomst en mandaat aan het College voor ondertekening.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de statuten van het SVKV, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 7 januari 2011 onder nr. 11004334 en hun latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 februari 2020, waarin akte werd genomen van de jaarrekeningen 2017 van het SVKV en bij wijze van uitzondering toestemming werd verleend voor de investeringsreserve van een bedrag dat als ongebruikte gemeentesubsidie had moeten worden terugbetaald;

Gelet op de partnerschapsovereenkomst ondertekend op 20 mei 2021 voor een periode van 5 jaar met ingang van 01/01/2021 tussen het SVKV en de gemeente, ondertekend krachtens een beslissing van de Gemeenteraad van 16 maart 2021;

Gelet op het verzoek van het SVKV van 29 juni 2021 tot toekenning van een buitengewone subsidie voor een bedrag van € 68 500 voor de aankoop van een gelijkvloerse verdieping en een kelderverdieping in het centrum van Vorst om er zijn eigen kantoren te vestigen;

Overwegende dat de totale kosten van de aankoop, volgens het bod gedaan aan de eigenaar, de noodzakelijke herstelwerken en de notariskosten € 393 500 bedragen;

Overwegende dat het SVKV voor deze aankoop een banklening op 15 jaar zou kunnen krijgen van € 325 000;

Overwegende dat het afbetalingsplan voor deze lening maandelijkse afbetalingen laat zien die gelijk zijn aan de huur die het SVKV momenteel voor zijn kantoren betaalt;

Overwegende dat aan de passiefzijde van de balans van het SVKV op 31 december 2020 nog steeds een provisie voor investeringen is opgenomen voor een bedrag van € 53 400;

Overwegende dat, door deze provisie voor de aankoop van kantoren te gebruiken, het SVKV minder kan lenen en dus zijn uitgaven kan beperken;

Overwegende dat de subsidieaanvraag van het SVKV voor de aankoop van zijn kantoren kan worden goedgekeurd, op voorwaarde dat het voor deze aankoop de volledige provisie voor investeringen

gebruikt die is toegestaan door bovengenoemde beslissing van de Gemeenteraad;

Overwegende dat het SVKV zich ertoe kan verbinden dit goed gedurende een periode van 10 jaar als kantoorruimte te behouden;

Overwegende dat, in geval van overdracht van de investering vóór een termijn van 20 jaar, de verkoopprijs moet worden geherinvesteerd in een operatie met hetzelfde doel, meer bepaald kantoren voor het SVKV;

BESLIST :

Een subsidie van € 68 500 toe te kennen aan het SVKV voor de aankoop van zijn eigen kantoren in Vorst;

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst voor dit doel;

Mandaat te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen om deze te ondertekenen;

De uitgaven in te schrijven op artikel 922/635-51/39 van de buitengewone dienst van de begroting 2021;

De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur Hacken s'enquiert de l'affectation actuelle du bien visé.

Monsieur Stokkink répond qu'il s'agit d'une affectation mixte, qu'une demande de permis d'urbanisme a été introduite et a fait l'objet d'un avis favorable de la Région.

Monsieur Hacken regrette ce changement d'affectation en bureau dans ce quartier commerçant.

De heer Hacken vraagt naar de huidige bestemming van het betrokken goed.

De heer Stokkink antwoordt dat het om een gemengde bestemming gaat, dat er een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning is ingediend en deze het voorwerp heeft uitgemaakt van een gunstig advies van het Gewest.

De heer Hacken betreurt deze wijziging van bestemming naar kantoren in deze handelswijk.

2 annexes / 2 bijlagen

36 **Logement - Immeuble inoccupé sis à Forest, rue du Canada 55-57 et mis en vente dans le périmètre du contrat de quartier « Wiels-sur-Senne » - Acquisition en vue de la réalisation de 4 logements - Exercice du droit de préemption - Autorisation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu les articles 1^{er} et 258 à 274 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire tels que modifiés par l'Ordonnance du 19 mars 2009 portant modification du titre VII et du titre X du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire relative au droit de préemption ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 11 septembre 2003 relatif au droit de préemption ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juillet 2018 approuvant le programme de revitalisation urbaine du contrat de quartier durable « Wiels-sur-Senne » et octroyant à la Commune de Forest une subvention pour la mise en œuvre de ce programme ;

Considérant que le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire permet de créer un droit de préemption au profit de divers pouvoirs publics, organismes d'intérêt publique et sociétés dépendantes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que conformément à l'article 267 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, les titulaires du droit de préemption adressent, au cédant et à l'administration, au plus tard dans les deux mois de l'envoi de la notification la décision de renonciation ou exercice de ce droit ;

Considérant que conformément à l'article 267, 2^o du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, la décision de préempter doit l'être au prix et conditions mentionnés dans le dossier ;

Considérant que conformément à l'article 268, du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, l'acte authentique est dressé dans un délai de quatre mois à compter de l'aliénation, et que le transfert de propriété du bien et le paiement du prix n'ont lieu qu'à la signature de l'acte authentique ;

Considérant que, conformément à l'article 259, 4^o du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, le droit de préemption est exercé dans l'intérêt général, en vue de : 4^o - Réaliser des logements de type social ou des logements moyens ;

Considérant que le programme de revitalisation urbaine du contrat de quartier durable « Wiels-sur-Senne » comporte une étude urbanistique, socio-économique et environnementale du périmètre éligible, visant à identifier, au départ de la situation existante de fait et de droit, les objectifs et les priorités à mettre en œuvre au travers de la revitalisation urbaine, approuvée par le Conseil Communal de Forest en séance du 24 avril 2018 ;

Considérant que la Commune de Forest a été notifié de la vente par la cellule préemption de Urban.brussels le 07 septembre 2021;

Considérant que le bien visé est situé dans le périmètre du contrat de Quartiers « Wiels-sur-Senne » ;

Considérant que l'étude mentionné ci-dessus met en évidence, dans le périmètre du contrat de quartier « Wiels-sur-Senne », non seulement la forte pression immobilière sur le marché locatif et acquisitif, mais aussi le déficit de logements publics, sociaux, modérés ou moyens ;

Considérant que le bien visé est inoccupé depuis 2010 et a fait l'objet de sanctions pécuniaires – taxations communales et amendes administratives régionales ;

Considérant que le Service Logement avait entre 2011 et 2014 essayé à plusieurs reprises de contacter la propriétaire ;

Considérant que le Service Logement avait à plusieurs reprises proposé des solutions à la propriétaire, à savoir, le Droit de Gestion Publique ou la mise en location via une Agence Immobilière Sociale ;

Considérant les multiples rapports administratifs internes mentionnant le délabrement du bien ;

Considérant que l'acquisition du bien permettrait à la Commune de Forest, après sa rénovation, d'augmenter le nombre de logements communaux à mettre à disposition ;

Considérant que la création de logements moyens ou sociaux relève de l'utilité publique ;

Considérant qu'un montant de 600.000 € est inscrit à l'article 922/722-60/39 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 ;

Considérant que le subside régional de la Politique de la Ville s'élève à 95% pour cette acquisition ;

Considérant que le prix de vente du bien visé est de 475.000 €, tel que mentionné au compromis de vente envoyé à l'Administration Communale de Forest ;

Considérant que le montant subsidié s'élèverait à 451.250 € (représentant 95% du prix de vente) et que le montant à financer par la Commune de Forest serait de 23.750 € (représentant 5% du prix de vente) ;

Considérant qu'un loyer mensuel moyen estimé devrait, après rénovation, permettre de couvrir l'emprunt, nécessaire pour financer la différence estimée entre le subside et le coût total de l'opération ;

Considérant que la date limite pour la notification, à laquelle la décision d'exercer le droit de préemption doit parvenir à la cellule préemption de Urban.brussels, est le 06 novembre 2021 ;

DECIDE :

D'exercer son droit de préemption sur le bien sis, à Forest, rue du Canada 55-57, dans le périmètre du contrat de quartier « Wiels-sur-Senne », conformément à l'article 259, 4° du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, en vue de le rénover pour y réaliser 4 logements moyens ;

De notifier à la cellule préemption de Urban.brussels, la décision du Conseil Communal d'exercer le droit de préemption pour le bien visé ;

D'approuver le montant de l'acquisition de 475.000 € , conformément à l'article 267, 2° du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;

D'inscrire la dépense de 475.000 € à l'article 922/722-60/39 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 ;

De financer la dépense à concurrence de 95%, soit 451.250 € , via le subside régional de Politique de la Ville et le solde de 5%, soit 23.750 €, par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Huisvesting - Leegstaand pand in Vorst, Canadastraat 55-57, te koop, in de perimeter van het wijkcontract "Wiels aan de Zenne" - Verwerving met het oog op de realisatie van 4 woningen - Uitoefening van het voorkeepsrecht - Toestemming.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de artikelen 1 en 258 tot 274 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 19 maart 2009 tot wijziging van titel VII en titel X van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening betreffende het voorkeurecht;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 september 2003 houdende het voorkeurecht;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het stedelijke herwaarderingsprogramma voor het duurzaam wijkcontract “Wiels aan de Zenne” en tot toekenning van een subsidie aan de Gemeente Vorst voor de uitvoering van dat programma;

Overwegende dat het krachtens het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening mogelijk is een voorkeurecht tot stand te brengen ten gunste van verschillende overheden, instellingen van openbaar nut en vennootschappen die afhangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 267 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening de houders van het voorkeurecht uiterlijk binnen twee maanden na de betekening, aan de verkoper en aan het bestuur, de beslissing mededelen om van dit recht af te zien of er gebruik van te maken;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 267, 2° van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, de beslissing tot voorkoop moet worden genomen aan de prijs en tegen de voorwaarden die vermeld staan in het dossier;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 268 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening de authentieke akte wordt opgesteld binnen een termijn van vier maanden na de overdracht, en dat de overdracht van de eigendom van het goed en de betaling van de prijs pas geschieden bij het ondertekenen van de authentieke akte;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 259, 4° van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening het voorkeurecht uitgeoefend wordt in het algemeen belang met het oog op: 4° - de realisatie van woningen van het sociale type of middelgrote woningen;

Overwegende dat het programma voor stadsvernieuwing van het duurzaam wijkcontract “Wiels aan de Zenne” een stedenbouwkundige, socio-economische en milieustudie omvat van de in aanmerking komende perimeter, die tot doel heeft om uitgaande van de bestaande feitelijke en rechtstoestand de doelstellingen en prioriteiten te omschrijven die door middel van de stedelijke herwaardering verwezenlijkt moeten worden, goedgekeurd door de Gemeenteraad van Vorst op 24 april 2018;

Overwegende dat de Gemeente Vorst op 7 september 2021 op de hoogte werd gebracht van de verkoop door de cel Voorkoop van Urban.brussels;

Overwegende dat het betrokken goed gelegen is in de perimeter van het wijkcontract “Wiels aan de Zenne”;

Overwegende dat de bovengenoemde studie niet alleen de sterke vastgoeddruk op de huur- en koopmarkt onder de aandacht brengt in de perimeter van het wijkcontract “Wiels aan de Zenne”, maar ook het tekort aan openbare, sociale woningen en woningen voor bescheiden of middeninkomens;

Overwegende dat het pand in kwestie sinds 2010 leeg staat en het voorwerp geworden is van financiële sancties - gemeentebelastingen en gewestelijke administratieve boetes;

Overwegende dat de dienst Huisvesting tussen 2011 en 2014 meermaals had geprobeerd om contact op te nemen met de eigenaar;

Overwegende dat de dienst Huisvesting herhaaldelijk oplossingen aan de eigenaar had voorgesteld, namelijk het openbaar beheersrecht of de verhuur via een sociaal verhuurkantoor;

Overwegende de vele interne administratieve rapporten die melding maken van de verloedering van het pand;

Overwegende dat de aankoop van het goed de Gemeente Vorst in staat zou stellen om, na de renovatie, het aantal beschikbare gemeentelijke woningen te verhogen;

Overwegende dat de creatie van sociale of middelgrote woningen een zaak van openbaar nut is;

Overwegende dat er een bedrag van 600.000 € ingeschreven is op artikel 922/722-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021;

Overwegende dat de gewestelijke subsidie van het stadsbeleid voor deze aankoop 95% bedraagt;

Overwegende dat de verkoopprijs van het goed in kwestie 475.000 € bedraagt, zoals vermeld in de verkoopovereenkomst die het Gemeentebestuur van Vorst ontving;

Overwegende dat het gesubsidieerde bedrag 451.250 € zou bedragen (95% van de verkoopprijs) en dat het door de Gemeente Vorst te financieren bedrag 23.750 € zou bedragen (5% van de verkoopprijs);

Overwegende dat een geraamde gemiddelde maandelijkse huur, na renovatie, het mogelijk moet maken de lening te dekken die nodig is om het geraamde verschil tussen de subsidie en de totale kostprijs van de operatie te financieren;

Overwegende dat de uiterste datum voor de kennisgeving, waarbinnen de beslissing tot uitoefening van het voorkooprecht de cel Voorkoop van Urban.brussels moet bereiken, 6 november 2021 is;

BESLIST:

Het voorkooprecht uit te oefenen op het goed gelegen Canadastraat 55-57 te Vorst, binnen de perimeter van het wijkcontract “Wiels aan de Zenne”, overeenkomstig artikel 259, 4° van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, met het oog op de renovatie ervan teneinde er 4 woningen voor middeninkomens tot stand te brengen;

De cel Voorkoop van Urban.brussels in kennis te stellen van de beslissing van de Gemeenteraad om het voorkooprecht voor het betrokken goed uit te oefenen;

Goedkeuring te verlenen aan het aankoopbedrag van 475.000 €, overeenkomstig artikel 267, 2° van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;

De uitgave van 475.000 € in te schrijven op artikel 922/722-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021;

95% van de uitgave, zijnde 451.250 €, te financieren via de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid en het saldo van 5%, zijnde 23.750 €, via een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

VIE URBAINE - STADSLEVEN

Développement économique - Economische Ontwikkeling

37 Foires et marchés – Marché Annuel – Règlement encadrant l'exposition de fermes pédagogiques pendant le Marché Annuel - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Considérant que l'accueil et l'exposition d'animaux et de fermes pédagogiques dans les jardins de l'Abbaye lors du Marché annuel de Forest ne dispose actuellement pas de règlement ;

Vu la réglementation de l'AFSCA exigeant un Règlement d'Ordre Intérieur encadrant l'accueil d'animaux à des fins pédagogiques lors d'événements et de marchés ;

Considérant le règlement rédigé par la cellule Evénements et le Service Foires et Marchés ;

Considérant que les termes et dispositions de ce règlement ont été soumis au service communal traitant du bien-être animal ;

Considérant qu'il est proposé que ce règlement entre en vigueur le 1er novembre 2021 ;

Considérant que les règles ont déjà été appliquées lors de l'édition 2021 du Marché annuel de Forest ;

DECIDE :

D'approuver le règlement encadrant l'exposition d'animaux et de fermes pédagogiques dans le cadre du marché annuel de Forest ;

De faire entrer en vigueur ce règlement au 1^{er} novembre 2021.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Kermissen en markten - Jaarmarkt - Reglement betreffende de tentoonstelling van pedagogische boerderijen tijdens de Jaarmarkt - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat voor het ontvangen en tentoonstellen van dieren en pedagogische boerderijen in de tuinen van de Abdij tijdens de Vorstse jaarmarkt momenteel geen reglement bestaat;

Gelet op de regelgeving van het FAVV waarbij een huishoudelijk reglement wordt geëist voor het ontvangen van dieren voor pedagogische doeleinden tijdens evenementen en markten;

Overwegende het reglement opgesteld door de cel Evenementen en de dienst Kermissen en Markten;

Overwegende dat de bepalingen en voorschriften van dit reglement werden voorgelegd aan de gemeentelijke dienst die belast is met dierenwelzijn;

Overwegende dat er wordt voorgesteld dit reglement in werking te laten treden op 1 november 2021;

Overwegende dat deze regels al werden toegepast tijdens de editie 2021 van Vorstse jaarmarkt;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het reglement betreffende de tentoonstelling van dieren en pedagogische boerderijen in het kader van de Vorstse jaarmarkt;

Dit reglement in werking te laten treden op 1 november 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur Pierre-De Permentier pose la question de l'opportunité de maintenir une telle ferme pédagogique eu égard à la question du bien-être animal.

Monsieur Spapens confirme que des discussions ont lieu en interne sur la question et souligne que les avis sont partagés. Il estime toutefois que cette activité rencontre un franc succès auprès des enfants, qui n'ont pas forcément d'autres occasions de pouvoir interagir avec des animaux.

Madame Van den Bosch n'a rien à ajouter à ce stade, disant que la réflexion se poursuit.

Monsieur Pierre-De Permentier estime que les esprits sont mûrs pour poursuivre la réflexion et trouver des solutions équilibrées.

De heer Pierre-De Permentier vraagt zich af of het wel wenselijk is een dergelijke pedagogische boerderij in stand te houden met het oog op het dierenwelzijn.

De heer Spapens bevestigt dat de kwestie intern besproken wordt en benadrukt dat de meningen verdeeld zijn. Hij meent echter dat deze activiteit een groot succes is bij kinderen, die niet altijd andere mogelijkheden hebben om met dieren om te gaan.

Mevrouw Van den Bosch heeft in dit stadium niets toe te voegen en zegt dat de denkoefening verdergaat.

De heer Pierre-De Permentier meent dat de geesten rijp zijn om de denkoefening verder te zetten en evenwichtige oplossingen te vinden.

2 annexes / 2 bijlagen

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

38 Prévention – Coordination générale – Plan bruxellois de Prévention et de Proximité pour l'année 2021 – Convention – Autorisation.

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention pour l'année 2021 de 1.474.184,00 € à la Commune de Forest dans le cadre de la politique bruxelloise de prévention et de proximité ;

Vu le courrier du 16 septembre 2021 émanant de la Direction de Bruxelles Prévention et Sécurité, nous transmettant la Convention et notifiant la subvention octroyée à la commune de Forest dans le cadre du « Plan bruxellois de Prévention et de Proximité » pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021 ;

Considérant l'email de Monsieur Jonathan Kieffer, chargé de projet en politiques de prévention et de sécurité de la cellule subventions de Bruxelles Prévention et Sécurité en date du 23 septembre 2021, la date du 30 octobre 2021 qui figure en article 4§C de la convention pour la remise des plans est repoussée, il convient donc de supprimer l'article 4§C de la convention pour effectuer la déclaration de créance endéans les 60 jours à partir du 6 août 2021 ;

Attendu que nous joignons en annexe la copie de la convention et des annexes envoyés par la Direction de Bruxelles Prévention et Sécurité ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la convention ci-jointe, conclue pour l'année 2021 entre la Commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Preventie - Algemene coördinatie - Brussels Preventie- en Buurtplan 2021 - Overeenkomst - Toestemming.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een subsidie van 1.474.184,00 € aan de Gemeente Vorst voor het jaar 2021 in het kader van het Brusselse preventie- en buurtbeleid;

Gelet op de brief van 16 september 2021 vanwege de directie van Brussel Preventie en Veiligheid, waarin wij de overeenkomst ontvingen en gemeld werd dat de gemeente Vorst een subsidie ontvangt in het kader van het "Brussels Preventie- en Buurtplan" voor de periode van 01/01/2021 tot 31/12/2021;

Overwegende de e-mail van de heer Jonathan Kieffer, projectleider preventie- en veiligheidsbeleid van de cel Subsidies van Brussel Preventie en Veiligheid, van 23 september 2021, is de datum van 30 oktober 2021 die in artikel 4 §C van de overeenkomst staat voor het indienen van de plannen, uitgesteld en moet artikel 4 §C van de overeenkomst dus worden geschrapt om de schuldvordering te verrichten binnen de 60 dagen vanaf 6 augustus 2021;

Overwegende dat wij in bijlage de kopie bijvoegen van de overeenkomst en de bijlagen die verzonden werden door de directie van Brussel Preventie en Veiligheid;

BESLIST

De bepalingen van de hierbij gevoegde overeenkomst, afgesloten voor het jaar 2021 tussen de

gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur Hacken demande de recevoir des précisions sur les projets qui sont financés avec les moyens régionaux qui découlent de ce Plan de Prévention.

Madame El Omari se propose de transmettre les informations demandées.

De heer Hacken vraagt om verduidelijking over de projecten die worden gefinancierd met de gewestelijke middelen welke uit dit Preventieplan voortvloeien.

Mevrouw El Omari stelt voor de gevraagde informatie te verstrekken.

5 annexes / 5 bijlagen

Empreinte scolaire, DAS - Schoolafdruk, PSV

39 Prévention – Empreinte scolaire – Convention Schola pour l'appel à projet « Plaisir d'apprendre » - Été 2021.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projet « Plaisir d'apprendre » du mois d'août 2021 organisé entre le service de prévention et la Fédération Wallonie Bruxelles ;

Vu les objectifs du projet « Plaisir d'apprendre » portant sur la remédiation scolaire, le service de prévention par le biais de l'Empreinte scolaire a collaboré avec l'ASBL Schola ULB ;

Vu que le Service de Prévention a obtenu un subside pour le projet « Plaisir d'apprendre » de la Fédération Wallonie Bruxelles de 3000 euros ;

Considérant que Schola ULB a organisé des séances de tutorats : du mardi 17 août au vendredi 27 août 2021 inclus de 9h00 à 11h00 et/ou de 11h15 à 13h15, une convention doit être établie en vue d'établir le paiement des tuteurs par le biais du subside « Plaisir d'apprendre »,

DECIDE,

D'approuver les termes de la convention ci jointe conclue entre la Commune de Forest et l'ASBL Schola.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Preventie – Schoolafdruk – Overeenkomst Schola voor de projectoproep “Plaisir d'apprendre” - Zomer 2021.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep “Plaisir d’apprendre” van augustus 2021 georganiseerd tussen de Preventiedienst en de Federatie Wallonië-Brussel;

Gelet op de doelstellingen van het project “Plaisir d’apprendre” betreffende schoolremediëring heeft de Preventiedienst, via de Schoolafdruk, samengewerkt met de vzw Schola ULB;

Overwegende dat de Preventiedienst een subsidie van 3000 euro heeft gekregen voor het project “Plaisir d’apprendre” van de Federatie Wallonië-Brussel;

Overwegende dat Schola ULB mentoraatsessies heeft georganiseerd van dinsdag 17 augustus tot en met vrijdag 27 augustus 2021 van 9u00 tot 11u00 en/of van 11u15 tot 13u15, moet een overeenkomst worden opgesteld om de betaling van de mentoren vast te leggen via de subsidie “Plaisir d’apprendre”;

BESLIST,

De bepalingen van de hierbij gevoegde overeenkomst afgesloten tussen de Gemeente Vorst en de vzw Schola goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propreté publique - Openbare netheid

40 **Bien-être animal - Règlement relatif à l’octroi de primes pour la stérilisation des chats domestiques.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les article 117, 119 et 123 relatifs aux règlements et l’article 135 § 2. 5° et 6° ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 13 juillet 2017 relatif au plan de stérilisation des chats domestiques et plus précisément l’article 3§1 :« *Tout responsable fait stériliser son chat ...* » ;

Vu l’Arrêté ministériel du 10 octobre 2017 rendant obligatoire l’identification et l’enregistrement des chats domestiques à partir du 1^{er} novembre 2017 ;

Considérant l'obligation au 1^{er} novembre 2017 d'identifier et d'enregistrer son chat ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de tous de lutter contre la surpopulation féline car chaque année des milliers de chats sont euthanasiés dans les refuges, faute d'adoption ;

Considérant que la stérilisation présente des avantages directs concernant la santé et l'agressivité des chats ;

Considérant que l'intervention proposée est de 35,00 € pour les mâles et de 50,00 € pour les femelles, intervention qui correspond à 50% des tarifs pratiqués par le vétérinaire désigné dans le cadre du marché de stérilisation des chats errants ;

Vu en annexe, le règlement relatif à l'octroi de primes pour la stérilisation des chats domestiques et son formulaire ;

DECIDE,

D'approuver le règlement relatif à l'octroi de primes pour la stérilisation des chats domestiques et son formulaire ;

Article 1 : *Objet*

Dans les limites du présent règlement et des crédits budgétaires disponibles, la Commune de Forest octroie, dans le cadre de la stratégie du bien-être animal en milieu urbain, une prime pour la stérilisation des chats domestiques par un vétérinaire.

Article 2 : *Définitions*

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- « Stérilisation » : acte pratiqué par un vétérinaire sur un individu mâle ou femelle visant à le rendre improductif (ablation des testicules ou des ovaires - avec éventuellement l'utérus).
- « Vétérinaire » : médecin-vétérinaire membre de l'Ordre des médecins vétérinaires belge.

Article 3 : *Bénéficiaire*

La prime est octroyée à la personne physique domiciliée sur le territoire forestois qui a déboursé le montant de l'intervention pour l'animal pucé et enregistré dont elle est responsable.
Les interventions ayant été effectuées à partir du 1er août 2021 sont prises en considération pour l'octroi de la prime.

Article 4 : *Montant de la prime*

Le montant de la prime communale est fixé à un forfait de 35,00 EUR pour les chats mâles et 50,00 EUR pour les chats femelles.
Une prime au maximum pourra être octroyée par année et par ménage domicilié sur le territoire de la Commune de Forest. La prime peut être cumulée à d'autres aides financières mais le montant total perçu ne pourra excéder 100% du montant total.

Article 5 : *Procédure de demande de prime*

Sous peine d'irrecevabilité la demande de prime doit être introduite par écrit (courrier postal ou électronique) auprès du service bien-être animal dans un délai maximum de 3 mois après l'intervention, sur base du formulaire de demande ad hoc de la Commune de Forest. Le formulaire est accompagné des documents suivants :

- Attestation du puçage et de l'enregistrement du chat identifié sous 15 chiffres
- Attestation de soins originale signée par le vétérinaire ayant pratiqué la stérilisation
- Note d'honoraire originale du vétérinaire au nom du demandeur, soit la personne responsable
- Preuve de paiement de la totalité de la facture (extrait de compte)

Preuve de l'attribution d'une autre aide ou déclaration sur l'honneur que l'on n'en a pas reçue (via le formulaire de demande)

Copie des informations reprises sur la puce de l'animal (ou toute preuve que l'animal vous appartient).

En cas de demande incomplète, ces dernières peuvent être rectifiées dans les 15 jours à compter de la notification envoyée par la Commune.

A défaut de rectification dans ce délai, les demandes incomplètes n'entrent pas en ligne de compte.

Article 6 : Critère d'attribution

Dans le cas où le nombre de demande excéderait le budget disponible, la date d'introduction de la demande servira de critère d'attribution selon le principe du premier demandeur premier servi.

Article 7 : Liquidation

La prime sera versée au bénéficiaire domicilié à Forest, sur le numéro de compte mentionné dans le formulaire de demande.

Article 8 : Remboursement

Le bénéficiaire de la prime est tenu de rembourser immédiatement à l'administration communale l'intégralité de la prime en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse effectuée en vue d'obtenir indûment la prime.

Article 9 : Contestation

Toute contestation sera adressée par courrier recommandé au Collège des Bourgmestre et Echevins dans les 15 jours de la notification de la décision. Le demandeur conserve la possibilité d'également introduire un recours devant le Conseil d'Etat ou les Cours et Tribunaux de l'Arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Article 10 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication par voie d'affichage.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Dierenwelzijn - Reglement betreffende de toekenning van premies voor de sterilisatie van huiskatten.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117, 119 en 123 betreffende de reglementen, en artikel 135 §2. 5° en 6°;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 betreffende het meerjarenplan voor de sterilisatie van huiskatten, meer bepaald artikel 3§1: "*Iedere verantwoordelijke laat zijn kat steriliseren ...*";

Gelet op het ministerieel besluit van 10 oktober 2017 dat de identificatie en registratie van katten

verplicht maakt vanaf 1 november 2017;

Overwegende de verplichte identificatie en registratie van katten vanaf 1 november 2017;

Overwegende dat het in ieders belang is te strijden tegen de overpopulatie van katten, aangezien er elk jaar duizenden katten geëuthanaseerd worden in asielen omdat ze niet geadopteerd worden;

Overwegende dat sterilisatie rechtstreekse voordelen biedt voor de gezondheid en de agressiviteit van de katten;

Overwegende dat de voorgestelde tegemoetkoming 35,00 € bedraagt voor katers en 50,00 € voor kattinnen, wat overeenkomt met 50% van de tarieven die worden gehanteerd door de dierenarts die is aangewezen in het kader van de opdracht voor de sterilisatie van zwervkatten;

Gelet op het bijgevoegde reglement betreffende de toekenning van premies voor de sterilisatie van huiskatten en het formulier;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan het reglement betreffende de toekenning van premies voor de sterilisatie van huiskatten en het formulier;

Artikel 1: Voorwerp

Binnen de grenzen van dit reglement en de beschikbare budgettaire kredieten kent de Gemeente Vorst, in het kader van de strategie voor dierenwelzijn in een stedelijke omgeving, een premie toe voor de sterilisatie van huiskatten door een dierenarts.

Artikel 2: Definities

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

- ‘Sterilisatie’: handeling, uitgevoerd door een dierenarts, op een mannelijk of vrouwelijk individu om het onvruchtbaar te maken (verwijdering van de testikels of de eierstokken - eventueel met inbegrip van de baarmoeder).
- ‘Dierenarts’: dierenarts die lid is van de Belgische Orde der Dierenartsen.

Artikel 3: Begunstigde

De premie wordt toegekend aan de op het Vorstse grondgebied gedomicilieerde natuurlijke persoon die het bedrag heeft betaald van de ingreep voor het gechipte en geregistreerde dier waarvoor hij verantwoordelijk is.

Ingrepen die vanaf 1 augustus 2021 worden uitgevoerd, komen in aanmerking voor de toekenning van de premie.

Artikel 4: Bedrag van de premie

Het bedrag van de gemeentelijke premie is vastgesteld op een forfait van 35,00 € voor katers en 50,00 € voor kattinnen.

Er kan maximum één premie per jaar en per gezin dat op het grondgebied van de Gemeente Vorst gedomicilieerd is, worden toegekend. De premie kan worden gecombineerd met andere financiële steun, maar het totale ontvangen bedrag mag niet hoger zijn dan 100% van het totale bedrag.

Artikel 5: Procedure voor het aanvragen van de premie

Op straffe van onontvankelijkheid moet de premieaanvraag schriftelijk worden ingediend (post of e-mail) bij de dienst Dierenwelzijn binnen een maximumtermijn van 3 maanden na de ingreep, op basis van het ad-hoc aanvraagformulier van de Gemeente Vorst. Het formulier moet vergezeld gaan van de volgende documenten:

- Attest van het chippen en registreren van de kat met een identificatienummer van 15 cijfers
- Origineel attest voor verstrekte zorg, ondertekend door de dierenarts die de sterilisatie heeft uitgevoerd
- Originele ereloonnota van de dierenarts op naam van de aanvrager, d.w.z. de verantwoordelijke
- Bewijs van betaling van de volledige factuur (rekeninguittreksel)
- Bewijs van de toekenning van andere steun of verklaring op erewoord dat u geen steun heeft ontvangen (via het aanvraagformulier)
- Kopie van de informatie op de chip van het dier (of ieder bewijs dat het dier aan u toebehoort).

In geval van een onvolledige aanvraag kunnen deze worden gecorrigeerd binnen de 15 dagen na de door de Gemeente verzonden kennisgeving. Bij ontstentenis van een correctie binnen deze termijn, zullen onvolledige aanvragen niet in aanmerking komen.

Artikel 6: Toekenningscriterium

Als het aantal aanvragen het beschikbare budget overschrijdt, dient de datum van indiening van de aanvraag als toekenningscriterium volgens het principe “wie het eerst komt, het eerst maalt”.

Artikel 7: Uitbetaling

De premie wordt aan de in Vorst gedomicilieerde begunstigde gestort op het rekeningnummer dat vermeld staat in het aanvraagformulier.

Artikel 8: Terugbetaling

In het geval van een onjuiste of valse aangifte met het oog op het onrechtmatig verkrijgen van de premie, is de begunstigde van de premie verplicht de volledige premie onmiddellijk terug te betalen aan het gemeentebestuur.

Artikel 9: Betwisting

Elke betwisting moet per aangetekend schrijven worden gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 15 dagen na de kennisgeving van de beslissing. De aanvrager behoudt de mogelijkheid om ook een beroep in te stellen bij de Raad van State of de Hoven en Rechtbanken van het Arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Artikel 10: Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag die volgt op de dag van zijn bekendmaking bij aanplakking.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Monsieur Pierre-De Permentier remercie l'échevine compétente pour la prise en compte de cette demande du MR.

Monsieur Hacken salue l'initiative vu la prolifération des chats errants dans la commune. Il propose de prévoir que les demandes qui n'auraient pu être rencontrées en raison de l'épuisement du budget puissent être traitées en priorité lors du prochain exercice.

Madame Van den Bosch propose de maintenir le libellé actuel du règlement et assure qu'il fera l'objet d'une évaluation l'année prochaine.

Monsieur Hacken regrette cette rigidité administrative, qui risque de ne pas être comprise du public.

De heer Pierre-De Permentier dankt de bevoegde schepen dat ze rekening houdt met dit verzoek van de MR.

De heer Hacken juicht het initiatief toe gezien de wildgroei van zwervkatten in de gemeente. Hij stelt voor dat de verzoeken waaraan niet kon worden voldaan omdat het budget uitgeput was, het volgende begrotingsjaar prioritair worden behandeld.

Mevrouw van den Bosch stelt voor de huidige formulering in het reglement te behouden en verzekert dat het volgend jaar zal worden geëvalueerd.

De heer Hacken betreurt deze administratieve starheid, die het publiek wellicht niet begrijpt.

3 annexes / 3 bijlagen

Mobilité - Mobiliteit

41 Mobilité - Stationnement - Avis de la Commune de Forest vis-à-vis du Plan d'Action Communal de Stationnement de la commune d'Ixelles.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique, adopté par le conseil communal en séance du 10 septembre 2019 et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 20 juillet 2016 portant modification de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;

Considérant le projet de Plan d'Action Communal de Stationnement de la commune d'Ixelles joint au dossier ;

Considérant que la Commune de Forest doit émettre un avis par rapport au Plan d'Action Communal de Stationnement de la commune d'Ixelles ;

Considérant que les mesures reprises dans le PACS de la commune d'Ixelles n'entravent en rien le plan de stationnement actuel à Forest ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable au projet de Plan d'Action Communal de Stationnement de la commune d'Ixelles (joint au dossier).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 32 votes positifs, 2 abstentions.
Abstentions : Simon De Beer, Francis Dagrin.

Mobilité - Parkeerbeleid - Advies van de gemeente Vorst in verband met het Gemeentelijk Parkeeractieplan van de gemeente Elsene.

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg, aangenomen door de gemeenteraad in de zitting van 10 september 2019, en zijn latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 20 juli 2016 houdende wijziging van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op het besluit van 27 oktober 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op het besluit van 27 oktober 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Overwegende het ontwerp van Gemeentelijk Parkeeractieplan van de Gemeente Elsene, toegevoegd aan het dossier;

Overwegende het feit dat de Gemeente Vorst advies moet geven over het Gemeentelijk Parkeeractieplan van de Gemeente Elsene;

Overwegende dat de maatregelen opgenomen in het GPAP van de Gemeente Elsene het huidige parkeerplan van Vorst niet hinderen;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen over het Gemeentelijk Parkeeractieplan van de Gemeente Elsene (toegevoegd aan het dossier).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : Simon De Beer, Francis Dagrin.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

42 **Secrétariat - Mobilité - Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'achat d'un vélo à**

assistance électrique, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo, d'un vélo-cargo ou d'un vélo-cargo à assistance électrique. (à la demande de Monsier Loewenstein, conseiller communal)
(Complémentaire)

LE CONSEIL,

Vu la Déclaration de politique générale communale 2018-2024 qui prévoit notamment de développer la mobilité durable et d'encourager les modes actifs de déplacement;

Vu le plan Good Move approuvé par le Gouvernement Bruxellois qui veut promouvoir l'utilisation des modes actifs et dont un des objectifs est d'augmenter la part des déplacements à vélos;

Vu le Plan Vélo 2010-2015 de la Région de Bruxelles-Capitale qui stipule qu'il faut intensifier l'usage du vélo pour promouvoir durablement l'emploi à Bruxelles et pour participer à la diminution du coût des soins de santé;

Vu le PRDD qui veut faire des modes actifs le moyen de déplacement privilégié pour les distances de moins de 5 km à l'horizon 2030;

Vu le potentiel que constitue l'assistance électrique pour la population forestoise dans ses déplacements à vélo;

Considérant le succès rencontré par ce dispositif depuis plusieurs années;

Considérant le développement des Itinéraires Cyclables Régionaux et des Itinéraires Cyclables Communaux;

Considérant que la prime s'élève à un montant forfaitaire de 250 € par vélo à assistance électrique, kit d'adaptation électrique pour vélo, vélo-cargo ou vélo-cargo à assistance électrique;

Considérant que cette prime sera octroyée à partir de l'année 2022 (sous réserve d'approbation du budget 2022) ;

DECIDE :

d'approuver le règlement sur l'octroi d'une prime à l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo neuf, d'un vélo-cargo neuf ou d'un vélo-cargo à assistance électrique neuf;

de financer la dépense par un article budgétaire à créer dans le cadre de l'élaboration du budget 2022.

Le point est reporté.

34 votants : 34 votes positifs.

Secretariaat - Mobiliteit - Reglement met betrekking tot de toekenning van een gemeentelijke premie bij de aankoop van een elektrische fiets, een elektrische aanpassingskit voor fietsen, een bakfiets of een elektrische bakfiets. (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid)
(Aanvullend)

DE RAAD,

Gelet op de Gemeenschappelijke Algemene Beleidsverklaring 2018-2024 die met name voorziet in de ontwikkeling van duurzame mobiliteit en de aanmoediging van actieve verplaatsingswijzen;

Gelet op het door de Brusselse regering goedgekeurde Good Move-plan, dat het gebruik van actieve verplaatsingswijzen wil bevorderen en waarvan een van de doelstellingen is het aandeel verplaatsingen met de fiets te verhogen;

Gelet op het Fietsplan 2010-2015 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin wordt bepaald dat het gebruik van de fiets moet worden versterkt om de werkgelegenheid in Brussel op lange termijn te bevorderen en bij te dragen aan het terugdringen van de kosten voor de gezondheidszorg;

Gelet op het GPDO dat ervoor wil zorgen dat tegen 2030 voor afstanden van minder dan 5 km de voorkeur wordt gegeven aan actieve verplaatsingswijzen;

Gelet op het potentieel van elektrische ondersteuning voor de Vorstse bevolking bij haar verplaatsingen met de fiets;

Overwegende het succes van dit systeem sinds enkele jaren;

Overwegende de ontwikkeling van Gewestelijke Fietsroutes en Gemeentelijke Fietsroutes;

Overwegende dat de premie een forfaitair bedrag van 250 € per elektrische fiets, elektrische aanpassingskit voor fietsen, bakfiets of elektrische bakfiets bedraagt;

Overwegende dat deze premie zal worden toegekend vanaf 2022 (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting voor 2022);

BESLIST:

goedkeuring te verlenen aan het reglement betreffende de toekenning van een premie bij de aankoop van een nieuwe elektrische fiets, een nieuwe elektrische aanpassingskit voor fietsen, een nieuwe bakfiets of een nieuwe elektrische bakfiets;

de uitgave te financieren door een begrotingsartikel dat moet worden gecreëerd in het kader van de voorbereiding van de begroting voor 2022.

Het punt wordt verdaagd.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur Loewenstein signale que sa proposition s'inspire directement du règlement voté à Uccle en février dernier. Il ajoute ne pas s'opposer au report du point, dans la mesure où cela permettrait de le peaufiner avant son approbation lors de la prochaine séance.

De heer Loewenstein meldt dat zijn voorstel rechtstreeks geïnspireerd is op het reglement dat in februari jl. in Ukkel is goedgekeurd. Hij voegt eraan toe dat hij niet gekant is tegen uitstel van het punt, omdat het dan kan worden verfijnd voordat het in de volgende zitting wordt goedgekeurd.

5 annexes / 5 bijlagen

et Messieurs Hacken, Jans, Plovie, El Yousfi et De Beer, conseillers communaux) - Report du 15/06/2021 (Complémentaire)

La capacité à se mouvoir détermine en partie notre liberté et notre indépendance. Elle permet d'entretenir une vie sociale et culturelle, de faire ses courses ou de se rendre à des rendez-vous médicaux. Avec l'âge, cette capacité à se déplacer diminue et nos aînés se retrouvent progressivement confrontés à des obstacles de plus en plus difficiles à surmonter.

Les aînés perdent progressivement l'habitude de la conduite due à une baisse des capacités physiques. Ainsi, si 65% des 65-74% conduisent, le chiffre chute à 40% une fois passé la barre des 75 ans et ce, pour continuer à décroître à mesure que l'âge avance[1].

Ce constat pose le problème des modes alternatifs possibles à la voiture.

Pour les transports en commun, la fréquence d'usage pour les personnes âgées est directement liée à la pénibilité. Les facteurs d'un abandon de ce mode sont multiples : démarrage des bus trop brusques, difficultés à monter et descendre, pas suffisamment de places assises, manque d'abris et de bancs, rupture de la continuité dans le trajet ...

Ainsi, il ressort que les personnes âgées abandonnent plus rapidement l'usage des transports en commun que la voiture. Que ça soit pour les raisons précédemment citées ou, en raison de problèmes de santé.

Concernant la marche, ce mode de déplacement reste le plus répandu chez les séniors et tend à être largement prédominant, dès 70 ans, sur l'ensemble des autres modes. Toutefois le périmètre de marche diminue sensiblement avec l'âge, avec l'apparition de problèmes de santé ou encore en raison d'un sentiment d'insécurité. pour se limiter à quelques centaines de mètres[2].

Face à la complexité que représenté la mobilité pour les aînés, plusieurs initiatives communales de mise en place d'un transport social ont vu le jour. Elles permettent aux plus de 65 ans, qui sont en possession d'un certificat médical attestant de l'incapacité à se déplacer par leur propre moyen et à utiliser les transports en commun, de disposer d'un service leurs garantissant un trajet porte-à-porte, sûr, convivial et financièrement attractif. Jugé non rentable par le secteur des taxis, les trajets effectués par les transports sociaux offrent la possibilité de se déplacer au sein de la commune.

A Woluwe-Saint-Pierre, le service est financé de manière ingénieuse via plusieurs canaux :

- Les revenus de la publicité que les commerçants locaux apposent sur le véhicule.
- Le personnel est pour partie sous contrat d'insertion (Art 60 du CPAS par exemple).
- Des chauffeurs bénévoles renforcent l'équipe.
- La contribution des bénéficiaires (2€/ course dans la commune, 4€ dans les communes limitrophes).

Le coût direct pour la commune est donc nul, à part via la mise à disposition d'agents sous contrat article 60.

En fonction depuis 2015, ce service est un succès avec quotidiennement plus de 50 courses réalisées. Ce succès est dû à l'ancrage local du service qui crée la confiance des bénéficiaires, et à la façon de le structurer qui en fait une opération win-win pour tous les acteurs.

La commune d'Etterbeek a également lancé un service similaire qui vient en complément à l'attribution des chèques-taxis. Deux véhicules peuvent effectuer des déplacements pour les PMR et les séniors dans le cadre de soins de santé, pour aller chercher des médicaments, pour des achats ménagers ou pour des sorties de loisirs. La course est calculée en fonction de la destination :

- 1,5€/trajet dans la commune
- 0,6€/km en dehors de la commune

Enfin, l’ALE d’Evere a créé un dispositif similaire en 2019 : après un droit d’inscription annuel de 10%, chaque trajet à l’intérieur de la commune ou des communes limitrophes ne coûte qu’entre 1 et 2 € pour toutes les personnes à mobilité réduite. Un chauffeur est affecté à temps plein à la conduite de ce véhicule adapté PMR.

Nous pensons que l’instauration d’un service de transport social dans notre commune permettra de créer une offre de mobilité complémentaire, peu coûteuse, qui favorisera l’autonomie des seniors.

Motion communale relative à la mise en place d’un service de transport social

Le Conseil communal de Forest :

- Vu les ambitions de GoodMove visant à encourager le report modal vers la marche, le vélo et les transports en commun ;
- Vu la fiche C5 de GoodMove souhaitant améliorer les services de transport des PMR ;
- Considérant le vieillissement de la population ;
- Considérant la difficulté des seniors, se voyant contraint médicalement de ne plus utiliser les transports en commun, à se déplacer ;
- Considérant que la politique des chèques taxi subsidiés ne rencontre pas un grand succès à Forest : 1.426 en 2019 soit 4/jours ;
- Considérant les réussites des projets de transport social de Woluwe-Saint-Pierre avec 50 courses/jours et d’Etterbeek ;
- Considérant le désintérêt du secteur des taxis pour ces petites courses ;
- Considérant la nécessité de protéger l’autonomie des seniors ;
- Considérant le caractère complémentaire de l’offre TaxiBus de la STIB ;
- Considérant le caractère complémentaire qu’offre le service Seniors de Forest concernant le :
 - Transport des personnes les plus isolées et/ou précarisées vers les magasins alimentaires ou pharmacie,
 - Transports des aînés vers les différents centres pour aînés (Marconi, Divercity, Atoll, MIRO, Val des Roses et bientôt le Bia Bouquet),
 - Réalisation des courses pour les aînés à mobilité réduite,
 - Transports des aînées vers les maisons médicales forestoises, les hôpitaux et centres de vaccination,
 - L’achat d’une camionnette en collaboration avec le groupe de travail seniors de la coordination sociale du CPAS ;

Demande au Collège des Bourgmestre et Échevins :

- D’étudier la faisabilité de créer un service de transport social dans la commune.
- De présenter le résultats de cette analyse aux conseillers communaux d’ici 1 an.

[1] Belgian daily mobility 2012

[2] Mobilité des personnes âgées, Claude Dumas, 2012

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Motie betreffende de invoering van een dienst voor sociaal vervoer (op vraag van mevrouwen en de heren Hacken, Jans, Plovie, El Yousfi en De Beer, gemeenteraadsleden) - Uitstel van 15/06/2021. (Aanvullend)

De mogelijkheid om ons te verplaatsen bepaalt voor een deel onze vrijheid en zelfstandigheid. Het stelt ons in staat een sociaal en cultureel leven te leiden, boodschappen te doen of naar medische afspraken te gaan. Naarmate we ouder worden, neemt ons vermogen om ons te verplaatsen af en onze senioren worden geleidelijk geconfronteerd met obstakels die steeds moeilijker te overwinnen zijn.

Ouderen verliezen geleidelijk de gewoonte om te rijden omdat hun lichamelijke vermogens afnemen. Terwijl 65% van de leeftijdsgroep van de 65-74-jarigen met de auto rijdt, daalt dat cijfer tot 40% zodra zij de 75 jaar overschrijden, en het blijft dalen naarmate de leeftijd vordert.[\[1\]](#)

Die vaststelling brengt ons bij de kwestie van de mogelijke alternatieven voor de auto.

Wat het openbaar vervoer betreft, houdt de gebruiksfrequentie voor ouderen rechtstreeks verband met de moeilijkheidsgraad van het gebruik. Er zijn tal van redenen om van deze vervoerswijze af te zien: de bus vertrekt te snel, in- en uitstappen is moeilijk, er zijn onvoldoende zitplaatsen, er zijn niet genoeg schuilhokjes en banken, er is geen continuïteit in het traject, ... Het blijkt dus dat ouderen sneller afzien van het gebruik van het openbaar vervoer dan van de auto. Dat kan om de bovengenoemde redenen of wegens gezondheidsproblemen zijn.

Stappen blijft het meest gebruikte vervoermiddel bij ouderen en vanaf de leeftijd van 70 jaar heeft deze verplaatsingswijze de overhand op alle andere. De wandelperimeter neemt echter sterk af met de leeftijd, door gezondheidsproblemen of een gevoel van onveiligheid, en stilaan geraakt men beperkt tot enkele honderden meters.[\[2\]](#)

Gezien de complexiteit van de mobiliteit van bejaarden, zijn er verschillende gemeentelijke initiatieven gelanceerd om sociaal vervoer te organiseren. Dit biedt een veilige, aangename en betaalbare deur-tot-deurdienst voor 65-plussers die een medisch attest hebben waaruit blijkt dat zij niet in staat zijn zich op eigen kracht te verplaatsen en geen gebruik kunnen maken van het openbaar vervoer. De door de taxisector onrendabel geachte ritten van het sociaal vervoer bieden de mogelijkheid zich binnen de gemeente te verplaatsen.

In Sint-Pieters-Woluwe wordt de dienst op een ingenieuze manier gefinancierd via verschillende kanalen:

- Inkomsten uit reclame voor lokale handelaars op het voertuig.
- Het personeel heeft deels een inschakelingscontract (bv. art. 60 OCMW).
- Er zijn ook vrijwilligers die als chauffeur meewerken.
- De bijdrage van de gebruikers (2 €/rit in de gemeente, 4 € naar buurgemeenten).

De directe kosten voor de gemeente zijn derhalve nihil, afgezien van de terbeschikkingstelling van personeelsleden onder een artikel 60-overeenkomst.

Deze dienst bestaat sinds 2015 en is een succes met meer dan 50 ritten per dag. Dit succes is te danken aan de lokale verankering van de dienst, die vertrouwen wekt bij de doelgroep, en aan de manier waarop de dienst is gestructureerd, waardoor het voor iedereen een win-win-operatie is.

Ook de gemeente Etterbeek heeft een soortgelijke dienst opgezet als aanvulling op de taxicheques. Twee voertuigen kunnen worden gebruikt om personen met een beperkte mobiliteit en senioren te

vervoeren voor medische afspraken, om medicijnen te gaan halen, voor gewone boodschappen of voor vrijetijdsuitstapjes. Het tarief wordt berekend op basis van de bestemming:

- 1,5 €/rit binnen de gemeente
- 0,6 €/km buiten de gemeente

Tot slot heeft het PWA van Evere in 2019 een gelijkaardige regeling in het leven geroepen: na een jaarlijks inschrijvingsgeld van 10% kost elke verplaatsing binnen de gemeente of haar buurgemeenten slechts tussen 1 en 2 € voor alle personen met een beperkte mobiliteit. Een chauffeur wordt voltijds toegewezen voor het rijden met dit voertuig dat is aangepast aan personen met een beperkte mobiliteit.

Wij denken dat de invoering van een dienst voor sociaal vervoer in onze gemeente een aanvullend en goedkoop mobiliteitsaanbod zal creëren dat de autonomie van senioren zal bevorderen.

Motie betreffende de invoering van een dienst voor sociaal vervoer

De Gemeenteraad van Vorst:

- Gelet op de ambities van GoodMove om een modal shift naar stappen, fietsen en openbaar vervoer aan te moedigen;
- Gelet op fiche C5 van GoodMove, dat de vervoersdiensten voor gehandicapten en personen met beperkte mobiliteit wil verbeteren;
- Overwegende de vergrijzing van de bevolking;
- Overwegende de moeilijkheid voor senioren die om medische redenen het openbaar vervoer niet meer gebruiken, om zich te verplaatsen;
- Overwegende het feit dat het beleid van de subsidieerbare taxicheques niet erg succesvol is in Vorst: 1.426 in 2019, dus 4/dag;
- Overwegende het succes van de projecten voor sociaal vervoer in Sint-Pieters-Woluwe met 50 ritten/dag en in Etterbeek;
- Overwegende het gebrek aan belangstelling van de taxisector voor deze kleine ritten;
- Overwegende de noodzaak om de autonomie van senioren te vrijwaren;
- Overwegende het complementaire karakter van het TaxiBus-aanbod van de MIVB;
- Overwegende het complementaire karakter dat de Seniorendienst van Vorst biedt met betrekking tot het:
 - Vervoer van de meest geïsoleerde en/of kansarme personen naar voedingswinkels of apotheken,
 - Vervoer van senioren naar de verschillende seniorencentra (Marconi, Divercity, Atoll, MIRO, Val des Roses en binnenkort Bia Bouquet),
 - Boodschappen doen voor senioren met een beperkte mobiliteit,
 - Vervoer van senioren naar de Vorstse medische huizen, ziekenhuizen en vaccinatiecentra,
 - De aankoop van een bestelwagen in samenwerking met de seniorenwerkgroep van de sociale coördinatie van het OCMW;

Verzoekt het College van Burgemeesters en Schepenen:

- De haalbaarheid te bestuderen van de invoering van een dienst voor sociaal vervoer in de gemeente.
- De resultaten van deze analyse binnen een jaar aan de gemeenteraadsleden voor te leggen.

[1] Belgian daily mobility 2012

[2] Mobilité des personnes âgées, Claude Dumas, 2012

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Madame Plovie signale que la majorité a contribué à amender ce projet de motion.

Monsieur De Beer soutient la motion, mais demande de rester attentif au statut du personnel qui sera mobilisé.

Monsieur Loewenstein soutient la motion et estime important de s'inspirer des bonnes pratiques venant d'autres communes (Woluwé-Saint-Pierre, Etterbeek, Evere) .

Madame El Hamidine remercie les membres de l'intérêt porté aux personnes âgées.

Mevrouw Plovie meldt dat de meerderheid heeft meegewerkt aan de wijziging van dit ontwerp van motie.

De heer De Beer steunt de motie, maar vraagt om aandachtig te blijven voor het statuut van het personeel dat zal worden ingezet.

De heer Loewenstein steunt de motie en vindt het belangrijk zich te laten inspireren door de goede praktijken van andere gemeenten (Sint-Pieters-Woluwe, Etterbeek, Evere).

Mevrouw El Hamidine dankt de leden voor hun belangstelling voor ouderen.

5 annexes / 5 bijlagen

44 **Question orale relative au Marché de l'Altitude cent (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) - Report du 21/09/2021.**

Mr Charles Spapens

Le Marché de l'Altitude cent se tiendra à nouveau le mercredi 6 octobre après-midi, ce qui est une bonne nouvelle.

Pouvez-vous m'indiquer s'il s'agit d'une date unique ou si l'idée est que cet événement devienne permanent? D'autres exposants que les habituels ont-ils manifesté leur intérêt ? Il serait en effet judicieux d'augmenter le nombre d'exposants présents, les dernières éditions étant quelque peu maigrichonnes quant au choix proposé...

Isabelle Maduda

Conseillère communale MR

Mondelinge vraag betreffende de markt van Hoogte Honderd (op vraag van Mevrouw Maduda,

gemeenteraadslid) - Uitstel van 21/09/2021.

Mijnheer Charles Spapens,

De markt van Hoogte Honderd vindt weer plaats op woensdagnamiddag en dat is goed nieuws.

Kunt u mij zeggen of dit eenmalig is of dat het de bedoeling is dat dit een permanent evenement wordt? Hebben andere marktkramers dan de gebruikelijke interesse getoond? Het zou immers nuttig zijn het aantal aanwezige marktkramers te verhogen, aangezien de laatste edities ietwat mager waren wat betreft het aanbod ...

Isabelle Maduda
Gemeenteraadslid MR

Monsieur Spapens expose que la localisation autour de la place de l'Altitude Cent posait problème au niveau du passage des bus de la STIB en présence des camions des exposants ; ceci explique le déplacement du marché vers la rue Saint-Augustin, les mercredis de 14h à 20h. Il ajoute que l'offre se veut assez diversifiée : maraîcher, fromager, boucher, poissonnier, fleuriste, caviste,...

Madame Maduda suggère d'étoffer la communication autour de ce marché, au-delà des seules annonces sur Facebook.

Monsieur Spapens abonde dans le même sens et assure que le concessionnaire des marchés communaux va s'y atteler.

De heer Spapens legt uit dat de locatie rond het Hoogte Honderdplein een probleem vormde in verband met de doorgang van de bussen van de MIVB en de aanwezigheid van de vrachtwagens van de exposanten; dit verklaart de verplaatsing van de markt naar de Sint-Augustinuslaan, op woensdagen van 14 tot 20 uur. Hij voegt eraan toe dat het de bedoeling is dat het aanbod behoorlijk gevarieerd is: tuinder, kaasmaker, slager, vishandelaar, bloemist, wijnhandelaar, ... Mevrouw Maduda stelt voor om de communicatie over de markt uit te breiden tot meer dan de aankondigingen op Facebook.

De heer Spapens sluit zich hierbij aan en verzekert dat de concessiehouder van de gemeentelijke markten hieraan gaat werken.

3 annexes / 3 bijlagen

45 Question orale concernant les conflits impliquant les chiens dans le Parc Duden (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) - Report du 21/09/2021.

Madame la Bourgmestre ff,

De plus en plus de conflits entre citoyens apparaissent au Parc Duden en raisons de chiens qui se baladent sans laisse et viennent sauter sur des adultes ou des enfants qui s'y promènent ou y font leur jogging. Même si l'intention du chien est amicale, cela peut surprendre ou effrayer ceux qui n'ont pas l'habitude de côtoyer des chiens, et des blessures petites ou même plus graves peuvent se produire dans ces circonstances.

A ma connaissance il n'y a eu aucune blessure grave sur un enfant pour le moment, fort heureusement. Mais il est important je pense d'améliorer la cohabitation entre tous pour que ce parc reste un lieu où l'on vient se détendre en toute harmonie avec ses enfants et/ou avec son chien. Un parc doit être ouvert à tous, il importe pour cela que chacun respecte certaines règles !

Si la gestion de ce parc relève de Bruxelles-Environnement, la commune peut bien entendu contribuer également à trouver des solutions pour garantir que tout se passe correctement dans cet espace vert. Est-il possible que nos gardiens de la paix effectuent quelques passages supplémentaires par le parc afin, de par leur présence, de tenter d'éviter des conflits inutiles ?

Par ailleurs, est-ce que la zone de tolérance « sans laisse » à l'intérieur du Parc, qui avait été créée il y a une petite dizaine d'années, est toujours d'actualité ? Si c'est le cas, elle n'est en tout cas plus du tout clairement indiquée. Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Mondelinge vraag betreffende de conflicten met honden in het Dudenpark (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) - Uitstel van 21/09/2021.

Mevrouw de wvd. Burgemeester,

In het Dudenpark komen steeds meer conflicten voor tussen burgers vanwege honden die er zonder leiband rondlopen en op volwassenen of kinderen springen die er wandelen of joggen. Zelfs als de hond het vriendelijk bedoelt, kan dit mensen die niet gewend zijn om met honden om te gaan verrassen of schrik aanjagen, en in deze omstandigheden kunnen kleine of zelfs ernstigere letsels ontstaan.

Bij mijn weten is er gelukkig nog geen kind ernstig gewond geraakt. Maar ik denk dat het belangrijk is het onderlinge samenleven te verbeteren, zodat dit park een plaats blijft waar mensen komen om zich in harmonie met hun kinderen en/of hun hond te ontspannen. Een park moet voor iedereen toegankelijk zijn, dus is het belangrijk dat iedereen zich aan bepaalde regels houdt!

Hoewel dit park door Leefmilieu Brussel wordt beheerd, kan de gemeente natuurlijk ook bijdragen tot het vinden van oplossingen om alles in deze groene ruimte correct te laten verlopen. Kunnen onze gemeenschapswachten wat vaker langsgaan in het park om, door hun aanwezigheid, te trachten onnodige conflicten te vermijden?

Is de gedoogzone voor loslopende honden in het park, die een tiental jaar geleden werd gecreëerd, voorts nog steeds van toepassing? Als dat zo is, is het in elk geval helemaal niet meer duidelijk aangegeven.

Bedankt voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

Réponse de Madame El Hamidine :

Effectivement, les parcs à Forest et sensiblement le parc Duden font la joie d'un nombre croissant de promeneurs, à 2 ou à 4 pattes. Si ces promenades sont souvent synonymes de détente, elles peuvent parfois, entraîner une dégradation de certains chemins, mais aussi certaines difficultés de cohabitation. Bien que donation royale, la convention confiant la gestion du parc à Bruxelles Environnement précise bien que toutes les règles prévalant dans l'espace public s'y appliquent, en

ce compris le Règlement Général de Police qui impose que les chiens soient tenus en laisse. Un espace en haut du parc permet aux chiens de se balader sans laisse ; cet espace est signalé par des panneaux qui mériteraient un rafraîchissement. En réalité les chiens sont souvent laissés sans laisse bien au-delà du périmètre. Nous réfléchissons avec Bruxelles Environnement à améliorer la signalétique, voire à définir des horaires pour permettre cohabitation et sécurité. Entretemps les gardiens de parc et les gardiens de la paix peuvent faire un rappel à la règle et n'y manquent pas. J'ai également demandé à la brigade canine de la police locale de parcourir le parc pour prévenir ces comportements potentiellement dangereux et rassurer les usagers.

Antwoord van mevrouw El Hamidine:

De parken in Vorst, vooral het Dudenpark, zijn inderdaad een bron van vreugde voor een groeiend aantal wandelaars, zowel met twee als vier benen. Hoewel deze wandelingen vaak synoniem zijn met ontspanning, kunnen zij soms leiden tot de verslechtering van bepaalde paden, maar ook tot bepaalde moeilijkheden in het samenleven. Hoewel het om een koninklijke schenking gaat, is in de overeenkomst waarbij het beheer van het park aan Leefmilieu Brussel wordt toevertrouwd, duidelijk bepaald dat alle regels die in de openbare ruimte gelden, van toepassing zijn, met inbegrip van het algemeen politiereglement, dat voorschrijft dat honden aan de lijn moeten worden gehouden. Bovenaan het park is er een ruimte waar honden vrij kunnen lopen: die ruimte is aangegeven met borden die wat opfrissing kunnen gebruiken. In werkelijkheid lopen honden vaak zonder leiband tot ver buiten de perimeter. Wij werken samen met Leefmilieu Brussel om de bewegwijzering te verbeteren en zelfs tijdblokken vast te leggen, om de veiligheid en het vreedzaam samenleven te vrijwaren. In afwachting kunnen parkwachters en gemeenschapswachten bezoekers aan de regels herinneren en dat doen ze ook.

Ik heb ook de hondenbrigade van de lokale politie gevraagd om door het park te gaan, om dit potentieel gevaarlijk gedrag te voorkomen en de mensen gerust te stellen.

2 annexes / 2 bijlagen

46 Question orale relative à l'arrêt de bus avenue Besme - Place Albert (à la demande de Madame Michaux, conseillère communale) (Complémentaire)

Monsieur l'Echevin,
Cher Alain,

Depuis quelques semaines tout le monde peut constater que des bus de la STIB se garent en file -et parfois pour de longues durées- dans la montée de l'avenue Besme entre les numéros 103 et 119. Ces bus se garent sur la bande destinée au bus et aux cyclistes.

Le passage piétons est donc encombré, la visibilité réduite et je ne dois pas vous rappeler que c'est aussi l'emplacement d'une crèche communale.

L'environnement est devenu très dangereux pour les riverains mais pour tous les usagers en fait, tant les piétons que les automobilistes et cela incite aussi d'autres personnes (livreurs, automobilistes, ...) à se comporter de la même façon et à se garer en double file à cet endroit.

Pouvez-vous me dire, Monsieur l'Echevin, cher Alain, si cet arrêt est devenu officiellement un terminus ?

Et si non, quelles mesures peuvent être prise pour éviter ce comportement de la part de la STIB

principalement et garantir la sécurité à cet endroit ?

Et si oui, quels aménagements vont être prévus dans la même optique de sécurité pour tous ?

Merci d'avance pour votre réponse et votre préoccupation afin que les riverains et tous les citoyens dans ce quartier bénéficient de toute la sécurité et de la meilleure qualité de vie auxquels ils ont droit.

Bien à vous.

Valérie Michaux

Mondelinge vraag over de bushalte Besmelaan - Albertplein (op vraag van mevrouw Michaux, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mijnheer de schepen,

Beste Alain,

Sinds enkele weken kan iedereen vaststellen dat bussen van de MIVB achter elkaar parkeren - soms gedurende lange periodes - op de helling van de Besmelaan tussen nummers 103 en 119. Deze bussen parkeren op de strook die voorzien is voor bussen en fietsers.

De voetgangersoversteekplaats is dus versperd, de zichtbaarheid is beperkt en ik hoop u er niet aan te herinneren dat er hier ook een gemeentelijk kinderdagverblijf gelegen is.

De omgeving is zeer gevaarlijk geworden voor de omwonenden, maar eigenlijk voor alle gebruikers, zowel de voetgangers als de automobilisten, en dit zet ook andere mensen (leveranciers, automobilisten, ...) ertoe aan zich op dezelfde manier te gedragen en dubbel te parkeren op deze plaats.

Kunt u me zeggen, mijnheer de schepen, beste Alain, of deze halte officieel een eindhalte geworden is?

En zo niet, welke maatregelen er kunnen worden genomen om dit gedrag, hoofdzakelijk door de MIVB, te vermijden en de veiligheid op deze plek te waarborgen?

En zo ja, welke aanpassingen zullen er, in dezelfde optiek van veiligheid voor iedereen, gepland worden?

Alvast bedankt voor uw antwoord en uw bezorgdheid opdat de omwonenden en alle burgers in deze wijk kunnen genieten van alle veiligheid en de beste levenskwaliteit waarop zij recht hebben.

Met vriendelijke groeten,

Valérie Michaux

Madame Van den Bosch rappelle que l'avenue Besme est une voirie régionale et dit avoir interpellé la STIB et rester dans l'attente d'une réponse.

Mevrouw Van den Bosch herinnert eraan dat de Besmelaan een gewestweg is en zegt dat zij contact heeft opgenomen met de MIVB en wacht op een antwoord.

2 annexes / 2 bijlagen

47 **Interpellation relative au réaménagement de la Place Saint-Denis (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Le projet du réaménagement du coeur de Forest est un des gros enjeux de cette législature. Depuis quelques années, le quartier autrefois plein de vie et de commerces fait peine à voir. De nombreux commerçants ont fui le quartier, sa malpropreté, ses incivilités, ses problèmes de mobilité et de stationnement constituent de nombreuses justifications.

La rénovation du quartier Saint-Denis est nécessaire pour donner un nouvel élan à ce quartier. A ce titre, le Collège a soumis un projet à l'enquête publique et de nombreux habitants du quartier ont fait part de leurs remarques.

Les riverains sont assez inquiets de la disparition de nombreuses places de stationnement alors que le quartier connaît une forte densité, surtout qu'il est régulièrement visé par les clients des différents horeca de la place, par les visiteurs de Forest National, et prochainement de l'Abbaye qui deviendra un pôle culturel.

Ce n'est un secret pour personne, le Gouvernement bruxellois ambitionne de supprimer de nombreuses places de stationnement en région bruxelloise pour encourager le shift modal. Néanmoins, il me semble nécessaire que la commune s'assure de la disponibilité d'un nombre adéquat de places de parking en et hors voirie. Le parking Stalle est assez éloignée et j'imagine mal quelqu'un se garer à Stalle, prendre le tram pour venir sur la place pour y faire ses courses alors que d'autres quartiers disposent de commerces identiques avec des possibilités de stationnement moins contraignantes.

Par ailleurs, de nombreux riverains s'inquiètent de la disparition programmée du kiosque. Bien qu'il soit sous exploité, il est relativement bien conservé et de nombreux Forestois y sont attachés.

1° Pourriez-vous m'indiquer le nombre de personnes ayant participé à l'enquête publique ?

2° Sur quelle base se fonde le nombre de places de stationnement supprimées ? Est-ce que cela tient compte des habitudes de stationnement du quartier ?

3° Suite à l'enquête publique, allez-vous revoir le nombre de places de stationnement supprimées ? Comment comptez-vous développer le nombre de places de stationnement hors voirie ?

4° Vu l'attachement des Forestois au kiosque, est-il envisageable de le maintenir sur le site ou de le déplacer sur un autre site de la commune ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Interpellatie betreffende de heraanleg van het Sint-Denijsplein (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

Het project voor de heraanleg van het hart van Vorst is een van de grote uitdagingen van deze bestuursperiode. Sinds enkele jaren ziet de wijk, die eens vol leven en winkels was, er zielig uit. Veel handelaars zijn de wijk ontvlucht, waar tal van redenen voor zijn: vervuiling, overlast, verkeers- en parkeerproblemen.

De renovatie van de Sint-Denijswijk is nodig om er een nieuwe impuls aan te geven. In dit verband heeft het College een project aan een openbaar onderzoek onderworpen en veel bewoners van de wijk hebben hun opmerkingen kenbaar gemaakt.

De bewoners zijn nogal bezorgd over het verdwijnen van een groot aantal parkeerplaatsen hoewel de wijk dichtbevolkt is, vooral omdat er regelmatig klanten komen van de verschillende horecazaken op het plein, bezoekers van Vorst Nationaal en binnenkort van de Abdij die een culturele pool wordt.

Het is geen geheim dat de Brusselse Regering veel parkeerplaatsen in het Brussels Gewest wil schrappen om de modal shift aan te moedigen. Desalniettemin acht ik het noodzakelijk dat de gemeente ervoor zorgt dat er voldoende parkeerplaatsen op en buiten de openbare weg beschikbaar zijn. De Stalle-parking is vrij ver weg en ik kan me moeilijk voorstellen dat iemand in Stalle parkeert en de tram naar het plein neemt om boodschappen te doen terwijl andere wijken identieke winkels hebben met minder beperkende parkeermogelijkheden.

Bovendien zijn veel buurtbewoners bezorgd over de geplande verdwijning van de kiosk. Hoewel hij onderbenut is, is hij relatief goed bewaard gebleven en veel Vorstenaren zijn eraan gehecht.

1° Kunt u mij vertellen hoeveel mensen hebben deelgenomen aan het openbaar onderzoek?

2° Waarop is het aantal geschrapte parkeerplaatsen gebaseerd? Wordt er rekening gehouden met de parkeergewoonten in de wijk?

3° Gaat u na het openbaar onderzoek het aantal geschrapte parkeerplaatsen herzien? Hoe denkt u het aantal parkeerplaatsen buiten de openbare weg uit te breiden?

4° Is het, gezien de gehechtheid van de Vorstenaren aan de kiosk, mogelijk deze ter plaatse te houden of te verplaatsen naar een ander terrein van de gemeente?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

2 annexes / 2 bijlagen

Alexander Billiet quitte la séance / verlaat de zitting.

48 Interpellation concernant le futur de la mobilité dans le quartier Saint-Denis (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal) (Complémentaire)

Depuis quelques jours, la commission de concertation s'est tenue et a rendu un avis favorable au réaménagement du site de l'Abbaye de Forest. Ce projet a été pensé, travaillé, analysé et porté à bout

de bras depuis de très longues années par plusieurs majorités.

Cette rénovation conséquente sera très importante pour tout le quartier et, plus largement, pour notre commune.

Un pôle de cette dimension qui regroupe toutes les activités culturelles de notre commune ne peut que redynamiser tout le quartier. Sachant aussi que de très nombreux appartements sortent de terre dans le bas de Forest, ce projet a toute sa place et va sûrement faire tache d'huile sur l'entièreté de notre commune.

Mais le re-dynamisme d'un quartier et d'une commune au niveau socio-culturel et commercial passe aussi par l'amélioration de son accessibilité par différents moyens de transport.

De nombreux changements au niveau de la STIB sont en cours et on ne peut que s'en réjouir.

Cependant, comme d'habitude, la voiture est abandonnée... Le nombre de parkings a été drastiquement diminué... Aujourd'hui il y a plus ou moins 150 emplacements de stationnement et dans le plan à venir le nombre chute à une trentaine. Pour nous, tous les moyens de transport doivent être pris en compte pour faciliter l'accessibilité de TOUS vers ce nouveau pôle culturel.

C'est d'autant plus important qu'une salle de spectacle est prévue... mais aussi que tous les commerces du quartier vont bénéficier de ce nouveau attractif... c'est une occasion à ne pas manquer.

Nous sommes bien conscients que l'usage de la voiture doit être régulé dans le quartier et qu'on doit favoriser les modes de transport alternatifs, mais la voiture ne peut pas pour autant être à ce point effacée.

Lors de réunion citoyenne, vous aviez parlé de parking de compensation ! Cet argument est souvent évoqué mais rarement mis en œuvre...

Comment cette compensation sera-t-elle assurée ? Où et dans quels délais ?

Ne ratons pas cette belle occasion pour re-dynamiser POUR TOUS LES FORESTOIS le centre de notre commune au niveau culturel et surtout commercial ...

La multimodalité a toute son importance dans ce projet et elle ne peut être négligée.

Xavier JANS

Interpellatie betreffende de toekomst van de mobiliteit in de Sint-Denijswijk (op vraag van de heer Jans, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Enkele dagen geleden is het overlegcomité bijeengekomen en heeft het een gunstig advies uitgebracht over de herinrichting van de site van de Abdij van Vorst. Dit project is jarenlang door verschillende meerderheden bekeken, uitgewerkt, geanalyseerd en in goede banen geleid.

Deze grote renovatie zal van groot belang zijn voor de hele wijk en, in ruimere zin, voor onze gemeente.

Een pool van deze omvang die alle culturele activiteiten van onze gemeente samenbrengt, kan de hele wijk alleen maar nieuw leven inblazen. We weten ook dat er zeer veel appartementen worden gebouwd in laag-Vorst, waardoor dit project op zijn plaats is en het zich zeker als een olievlek zal uitbreiden over onze hele gemeente.

De revitalisering van een wijk en een gemeente op sociaal-cultureel en commercieel vlak houdt echter ook in dat de bereikbaarheid ervan met verschillende vervoermiddelen wordt verbeterd.

Er zijn heel wat veranderingen aan de gang bij de MIVB en daar kunnen we alleen maar blij om zijn.

Zoals gewoonlijk wordt de auto evenwel vergeten... Het aantal parkeerplaatsen is drastisch verminderd... Vandaag zijn er ongeveer 150 parkeerplaatsen en in het komende plan zal het aantal dalen tot een dertigtal. Voor ons moet rekening worden gehouden met alle vervoermiddelen om de toegankelijkheid van IEDEREEN tot deze nieuwe culturele pool te vergemakkelijken.

Dit is des te belangrijker omdat er een spektakelzaal voorzien is... maar ook omdat alle handelszaken in de wijk zullen profiteren van deze aantrekkelijke vernieuwing... het is een niet te missen

gelegenheid.

We zijn er ons terdege van bewust dat het gebruik van de auto in de wijk moet worden gereguleerd en dat we alternatieve vervoerwijzen moeten aanmoedigen, maar de auto mag daarom niet worden gebannen.

Tijdens de burgervergadering sprak u over een compensatieparking! Dit argument wordt vaak aangehaald, maar zelden toegepast...

Hoe zal deze compensatie worden uitgevoerd? Waar en binnen welk tijdsbestek?

We mogen deze mooie gelegenheid om het centrum van onze gemeente op cultureel en vooral commercieel vlak VOOR ALLE VORSTENAREN nieuw leven in te blazen, niet voorbij laten gaan...

Multimodaliteit is zeer belangrijk in dit project en mag niet vergeten worden.

Xavier JANS

Monsieur Pierre-De Permentier et Jans présentent respectivement leur interpellation.

Monsieur De Beer partage les conclusions de l'enquête de terrain opérée par le PTB dans le quartier, mettant en lumière des craintes quant aux restrictions visant la voiture et à la suppression de nombreuses places de stationnement. Il ajoute que la suppression du kiosque fait l'unanimité contre elle. Il relève que le rapport d'incidence pointe le risque de voir les loyers encore augmenter dans le quartier. Il suggère enfin au Collège d'organiser une consultation populaire sur ce dossier, afin d'impliquer plus activement les habitants dans le projet.

Monsieur Hacken regrette la polarisation des prises de position (notamment entre pro- et anti-voitures) que le Collège accentue avec ce projet trop radical, alors qu'il est évident que la place et le quartier du cœur de Forest ont bien besoin de renouveau. Il estime que les propositions actuelles ne sont pas suffisamment équilibrées et dit espérer que les remarques émises lors de la commission de concertation pourront être prises en compte pour aboutir à aux meilleurs compromis possibles.

Monsieur Spapens rappelle que le Collège avait déjà envisagé dès décembre 2016 la suppression du stationnement dans le début de la chaussée de Bruxelles, place Saint-Denis et rue Vanpé afin d'améliorer la qualité de l'espace public du cœur de Forest (et par là favoriser le commerce, la mobilité douce, les transports en commun. Il souligne que le Conseil a validé dès 2017 à l'unanimité la philosophie globale du projet. Il relève la volonté de boiser davantage le quartier, tout en tenant compte des exigences de passage des véhicules de secours. Concernant la proposition de consultation populaire, s'il n'est pas contre le principe, il estime néanmoins que cela viendrait trop tard et en porte-à-faux avec le fait que de nombreuses personnes se sont déjà exprimées dans le cadre des nombreux ateliers de participation organisés par le bureau d'études.

Madame Van den Bosch expose que la suppression des places de stationnement se justifie par une question de sécurité des usagers faibles au croisement rue Vanpé - Chaussée de Bruxelles et également pour permettre une utilisation plus conviviale de la place Saint-Denis. L'accessibilité en transports en commun a été améliorée par la création par le STIB de deux nouvelles lignes de bus. Par ailleurs il a été démontré que la clientèle utilise déjà largement les transports en commun et donc plus forcément de véhicule particulier. Des discussions sont en cours avec le Foyer du Sud afin de partager des places de stationnement disponibles sur un site lui appartenant. Elle rappelle qu'il reste de nombreuses places inoccupées le long du boulevard de la Deuxième Armée Britannique.

Monsieur Pierre-De Permentier demande au Collège de rester à l'écoute des attentes des riverains, notamment concernant les places de stationnement et le maintien du kiosque sur la place Saint-Denis.

Monsieur Jans estime qu'il s'impose de faire avancer ce projet essentiel pour le cœur de la commune qui en a grandement besoin. Il ne souhaite pas ressasser des décisions prises antérieurement et ajoute que sa demande de compenser (et pas revenir sur) les places

supprimées n'est pas contradictoire avec la décision prise en 2016. Il estime indispensable de maintenir un accès aisé pour les PMR, pas de permettre à tous les visiteurs de se garer sur la place Saint-Denis. Il exhorte l'assemblée à avancer ensemble sur ce projet. Monsieur De Beer redit son inquiétude que ce projet se fasse au détriment des classes populaires historiques habitant le quartier.

De heer Pierre-De Permentier en de heer Jans lichten hun interpellatie toe.

De heer De Beer deelt de conclusies mee van de enquête die de PTB*PVDA in de wijk heeft uitgevoerd, die de vinger legt op de vrees voor beperkingen ten aanzien van de auto en de schrapping van heel wat parkeerplaatsen. Hij voegt eraan toe dat de verwijdering van de kiosk unaniem werd afgekeurd. Hij merkt op dat er in het effectenrapport wordt gewezen op het risico van verdere huurstijgingen in de wijk. Ten slotte stelt hij voor dat het College een volksraadpleging daaromtrent zou organiseren, om de inwoners actiever bij het project te betrekken.

De heer Hacken betreurt de polarisatie van de standpunten (voor/tegen de auto) die het College met dit al te radicale project accentueert, terwijl het duidelijk is dat het plein en de wijk in het hart van Vorst hard aan vernieuwing toe zijn. Hij vindt dat de huidige voorstellen niet evenwichtig genoeg zijn en hoopt dat er rekening kan worden gehouden met de opmerkingen die in de overlegcommissie zijn gemaakt, om een zo goed mogelijk compromis te bereiken.

De heer Spapens herinnert eraan dat het College in december 2016 al had overwogen om parkeerplaatsen af te schaffen aan het begin van de Brusselsesteenweg, het Sint-Denijsplein en de Vanpéstraat, om de kwaliteit van de openbare ruimte in het hart van Vorst te verbeteren (en zo de handel, de zachte mobiliteit en het openbaar vervoer te bevorderen). Hij benadrukt dat de Raad de algemene filosofie van het project in 2017 unaniem heeft gevalideerd. Hij wijst op de wens om de wijk te vergroenen, rekening houdend met de behoeften voor de doorgang van de hulpdiensten. Wat het voorstel voor een volksraadpleging betreft, is hij niet tegen het principe, maar vindt hij toch dat dit te laat zou komen en in strijd zou zijn met het feit dat veel mensen hun mening reeds kenbaar hadden gemaakt in het kader van de talrijke door het studie bureau georganiseerde participatieworkshops.

Mevrouw Van den Bosch legt uit dat de schrapping van parkeerplaatsen gerechtvaardigd is omwille van de veiligheid van zwakke gebruikers op het kruispunt van de Vanpéstraat en de Brusselsesteenweg, en ook om het Sint-Denijsplein gezelliger te maken. De bereikbaarheid met het openbaar vervoer is verbeterd door de creatie van twee nieuwe buslijnen. Bovendien is gebleken dat de klanten reeds veel gebruik maken van het openbaar vervoer en dus niet meer altijd hun auto gebruiken. Er zijn besprekingen aan de gang met de Zuiderhaard om parkeerplaatsen te delen op hun site. Zij herinnert eraan dat er langs de Brits Tweedelegerlaan nog veel lege plaatsen zijn.

De heer Pierre-De Permentier vraagt het College aandacht te blijven schenken aan de verwachtingen van de omwonenden, met name wat betreft de parkeerplaatsen en het behoud van de kiosk op het Sint-Denijsplein.

De heer Jans vindt het belangrijk door te gaan met dit essentiële project voor het hart van de gemeente, die het hard nodig heeft. Hij wil geen eerder genomen beslissingen herkauwen en voegt eraan toe dat zijn verzoek om de geschrapte plaatsen te compenseren (en er niet op terug te komen) niet strijdig is met de beslissingen van 2016. Hij acht het van essentieel belang een vlotte toegang voor personen met beperkte mobiliteit te vrijwaren en niet alle bezoekers op het Sint-Denijsplein te laten parkeren. Hij dringt erop aan om samen verder te gaan met dit project.

De heer De Beer herhaalt zijn bezorgdheid dat dit project ten koste zou gaan van de historische arbeidersklasse die in de wijk woont.

1 annexe / 1 bijlage

49 **Interpellation relative au dépôt de permis d'urbanisme à Forest (à la demande de Madame Michaux, conseillère communale) (Complémentaire)**

Monsieur l'Echevin,
Cher Alain,

« Les délais de traitement pour un permis d'urbanisme sont fixés dans le CoBAT.

Le fonctionnaire délégué a 160 jours pour octroyer ou refuser le permis. Ce délai prend cours à partir de la date d'accusé de réception de dossier complet. Si l'administration ne délivre pas d'accusé de réception de dossier complet ou incomplet dans les 45 jours à compter du dépôt du dossier, le délai de 160 jours démarre au 46^{ième} jour.

Le fonctionnaire délégué dispose de **45 jours** à dater de la réception de la demande pour établir un **accusé de réception complet (ARC)** ou un **accusé de réception incomplet (ARI)**. Dans ce cas, il indique les documents ou renseignements manquants. Ceux-ci doivent être transmis dans les 6 mois de la notification du caractère incomplet du dossier, sous peine d'annulation de la demande.”

Il me revient que les délais à Forest sont systématiquement dépassés pour les accusés de réceptions mais aussi pour la délivrance du permis en lui-même, que les services sont pratiquement inaccessibles tant par téléphone qu'en présentiel (un jour ? une demi-journée d'ouverture au public par semaine ?). On sait que ces retards occasionnent beaucoup de frais supplémentaires et mettent en difficulté financière par exemple des jeunes couples qui achètent mais doivent payer deux loyers plus longtemps que prévus à cause de ces retards, que ça incite aussi certains à exécuter des travaux sans permis ce qui revient à mettre la commune devant le fait accompli, etc...

Afin d'avoir une vue objective sur la situation, pouvez-vous me donner les chiffres exacts sur le pourcentage du nombre d'accusés de réceptions complets/incomplets que vous envoyez et aussi les délais de traitement pour l'accusé de réception et pour les permis d'urbanisme ?

Pouvez vous également me dire ce que vous avez mis en œuvre pour résorber le retard accumulé ? Est-ce que le problème relève d'un manque de personnel et si oui des engagements sont-ils prévus ?

D'avance je vous en remercie

Valérie Michaux

Interpellatie betreffende de aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning in Vorst (op vraag van mevrouw Michaux, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte mijnheer de schepen
Beste Alain,

“De behandelingstermijnen voor een stedenbouwkundige vergunning liggen vast in het BWRO.

De gemachtigde ambtenaar heeft 160 dagen tijd om de vergunning uit te reiken of te weigeren. Deze termijn gaat in op de datum van het ontvangstbewijs voor een volledig dossier. Levert het bestuur het ontvangstbewijs voor een volledig of onvolledig dossier niet af binnen 45 dagen na de indiening, dan vangt de termijn van 160 dagen aan op de 46e dag.

De gemachtigde ambtenaar beschikt over **45 dagen** vanaf de ontvangst van de aanvraag om een **ontvangstbewijs van volledig dossier** of een **ontvangstbewijs van onvolledig dossier** op te maken. In het tweede geval vermeldt hij welke documenten of inlichtingen ontbreken. Deze moeten binnen zes maanden na de kennisgeving van de onvolledigheid worden doorgestuurd, zo niet wordt de aanvraag geschrapt.”

Ik heb vernomen dat de termijnen in Vorst systematisch worden overschreden voor de ontvangsbewijzen, maar ook voor de afgifte van de vergunning zelf, dat de diensten zowel telefonisch als fysiek praktisch onbereikbaar zijn (één dag? een halve dag per week open voor het publiek?). Wij weten dat deze vertragingen veel extra kosten veroorzaken en bijvoorbeeld jonge koppels, die een woning kopen, maar door deze vertragingen langer dan voorzien twee huurprijzen moeten betalen, in financiële moeilijkheden brengen, dat dit sommige mensen er ook toe aanzet zonder vergunning werkzaamheden uit te voeren, wat erop neerkomt dat zij de gemeente voor een voldongen feit stellen, enzovoort.

Kunt u mij, om een objectief beeld van de situatie te krijgen, de exacte cijfers geven betreffende het percentage van het aantal volledige/onvolledige ontvangsbewijzen dat u verstuurt en ook de behandelingstermijnen voor het ontvangsbewijs en voor de stedenbouwkundige vergunningen?

Kunt u mij ook vertellen wat u hebt gedaan om de opgelopen vertraging weg te werken? Is het probleem te wijten aan een gebrek aan personeel en zo ja, zijn er aanwervingen gepland?

Dank bij voorbaat

Valérie Michaux

Monsieur Hacken rappelle que ce problème n'est pas neuf et a des conséquences parfois sévères pour les demandeurs ; il ajoute en avoir fait lui-même l'expérience. La conséquence de ces délais trop long aujourd'hui est que les citoyens n'effectuent plus les démarches et effectuent les travaux qu'ils souhaitent en toute illégalité, n'ayant pas le courage d'attendre aussi longtemps pour réaliser des travaux parfois indispensables. Monsieur Mugabo souligne la qualité et le sens du devoir du service de l'Urbanisme. Il pointe l'impact de la réforme du CoBAT en septembre 2019, particulièrement l'entrée en vigueur de délais de rigueur, ayant abouti à de nombreux refus de PU. Il ajoute que les communes n'étaient pas suffisamment préparées à faire face à ces nouvelles exigences. Il est clair que la crise sanitaire n'a rien arrangé.

Madame Michaux dit son sentiment d'un déficit de communication vis-à-vis des demandeurs ou des architectes et se fait l'écho de la problématique du dossier « perpétuellement » incomplet.

Monsieur Mugabo revient sur la notion de dossier (in)complet et souligne la complexité de certaines recherches que l'examen des dossiers rend nécessaires. Il pointe également une méconnaissance de certaines dispositions par les architectes, qui conduit malheureusement à des dossiers incomplets.

De heer Hacken herinnert eraan dat dit probleem niet nieuw is en soms ernstige gevolgen heeft voor de aanvragers; hij voegt eraan toe dat hij het zelf heeft meegemaakt. Het gevolg van deze lange termijnen is dat de burgers vandaag niet meer de nodige stappen ondernemen en illegaal de werken uitvoeren die zij willen, omdat zij niet de moed hebben zo lang te wachten om werken uit te voeren die soms absoluut noodzakelijk zijn. De heer Mugabo onderstreept de kwaliteit en het plichtsbesef van de dienst Stedenbouw. Hij wijst op de impact van de hervorming van het BWRO in september 2019, in het bijzonder de inwerkingtreding van de termijnen, wat vele weigeringen van vergunningen teweeggebracht heeft. Hij voegt eraan toe dat de gemeenten niet voldoende waren voorbereid om aan deze nieuwe eisen te voldoen. Het is duidelijk dat de gezondheidscrisis niet heeft geholpen.

Mevrouw Michaux zegt dat zij een gebrek aan communicatie met de aanvragers en architecten voelt en wijst op het probleem van het 'eeuwig' onvolledige dossier.

De heer Mugabo komt terug op de notie van een (on)volledig dossier en benadrukt de complexiteit van bepaalde noodzakelijke opzoekingen. Hij wijst er ook op dat architecten niet vertrouwd zijn met sommige bepalingen, wat helaas leidt tot onvolledige dossiers.

50 **Question orale concernant l'évaluation du kit de rentrée gratuit (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)**

Depuis ce 1^{er} septembre, un kit de rentrée scolaire gratuit est mis à disposition des élèves des écoles communales francophones de Forest. Cette mesure fait suite à plusieurs années de campagne du PTB. Pour rappel, le PTB avait sondé plusieurs centaines de Forestois.es avant les élections de 2018, et il était apparu que le coût de l'enseignement était l'une de leurs principales préoccupations. Nous avons alors choisi, comme revendication centrale de notre campagne, le kit de rentrée gratuit comme premier pas vers la gratuité. Après les élections, nous sommes restés actifs sur le sujet, en lançant une pétition, en organisant des formations, et en mobilisant les habitants à plusieurs reprises. Nous ne pouvons donc que nous réjouir de voir notre revendication se concrétiser. C'est la preuve que le PTB fait bouger les lignes.

Il convient maintenant d'évaluer cette mesure. Nous avons deux questions concrètes :

1. Que comprenait exactement le kit de rentrée gratuit ?
2. Quel budget a été alloué pour financer cette mesure ?
3. Combien d'élèves en ont bénéficié ?

Mondelinge vraag over de evaluatie van de gratis "terug naar school"-kit (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Sinds 1 september wordt een gratis "terug naar school"-pakket ter beschikking gesteld van de leerlingen van de Franstalige gemeentescholen van Vorst. Deze maatregel komt er na verscheidene jaren van campagne voeren door de PTB*PVDA. Ter herinnering: de PTB*PVDA heeft voor de verkiezingen van 2018 een enquête verricht bij enkele honderden Vorstenaren en daaruit bleek dat de kosten van het onderwijs een van hun grootste zorgen waren. Wij hebben de gratis "terug naar school"-kit als centrale eis van onze campagne gekozen, als eerste stap naar gratis onderwijs. Na de verkiezingen zijn wij actief gebleven op dit gebied, met een petitie, de organisatie van vormingen en de mobilisatie van bewoners. Wij zijn dan ook verheugd dat onze eis is ingewilligd. Dat is het bewijs dat de PTB*PVDA zaken in beweging brengt.

Nu moeten we deze maatregel evalueren. We hebben 2 concrete vragen:

1. Wat zat er precies in het gratis "terug naar school"-pakket?
2. Welk budget werd uitgetrokken om deze maatregel te financieren?
3. Hoeveel leerlingen hebben ervan genoten?

Réponse de Madame De Ridder :

Quatre « kits » différents ont été distribués : un destiné aux élèves de l'enseignement spécialisé, un autre pensé pour les petits des écoles maternelles, un troisième conçu pour les élèves de l'enseignement primaire inférieur et un dernier qui répond aux besoins des enfants de l'enseignement primaire supérieur. Une trousse complète avec stylo, crayons et taille-crayon, gomme, ardoise, marqueurs, latte, calculatrice, compas, équerre, cahiers, classeurs, ciseaux,

colle, blocs de feuille, enfin tout ce dont les élèves ont besoin pour travailler en classe. Tous les kits ont été agrémentés de gilets fluos, d'une boîte de mouchoirs et d'un rouleau de papier absorbant. Ils feront l'objet d'une évaluation et pourront être adaptés à la rentrée 2022, si besoin. Le budget s'élève à 61.942,31 €, sachant que ce montant ira diminuant dans les années à venir : en effet dans une perspective anti-gaspillage, du matériel ne sera pas racheté chaque année. La liste de course évoluera suivant les évaluations et les besoins. L'ensemble des élèves scolarisés dans les écoles communales, de la classe d'accueil à la 6^e primaire, en bénéficieront. Monsieur De Beer y voit la preuve que l'on peut faire bouger les lignes aussi depuis l'opposition ; il remercie Madame De Ridder pour les précisions fournies.

Antwoord van mevrouw De Ridder:

Er werden vier verschillende 'kits' uitgedeeld: één voor leerlingen van het bijzonder onderwijs, één voor kleuters, één voor leerlingen van de eerste helft van de lagere school en één voor de tweede helft van de lagere school. Een complete set met balpen, potloden en slijpers, gom, lei, markeerstiften, lat, rekenmachine, passer, tekendriehoek, schriften, mappen, schaar, lijm, papier ... kortom alles wat de leerlingen nodig hebben om in de klas te werken. Alle kits gingen vergezeld van fluohesjes, een doos tissues en een keukenrol. Zij zullen worden geëvalueerd en kunnen zo nodig aan het begin van schooljaar 2022 worden aangepast. Het budget bedraagt 61.942,31 euro, wetende dat dit bedrag de komende jaren zal dalen: met het oog op afvalpreventie zal er immers niet elk jaar opnieuw materiaal worden aangekocht. Het boodschappenlijstje zal evolueren naar gelang van de evaluatie en de behoeften. Alle leerlingen van de gemeentescholen, van de onthaalklas tot het zesde leerjaar, zullen hiervan profiteren. De heer De Beer beschouwt dit als een bewijs dat het mogelijk is zaken in beweging te brengen, zelfs vanuit de oppositie. Hij bedankt mevrouw De Ridder voor de verstrekte gegevens.

1 annexe / 1 bijlage

51 **Question orale concernant l'avenir de Belgium Kitchen (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)**

L'ASBL Belgium Kitchen est née au moment de la vague migratoire de 2015. Elle a d'abord été active dans le parc Maximilien, puis à Calais. Elle prépare des repas pour les personnes dans le besoin et sans-papiers.

Belgium Kitchen occupe actuellement le bâtiment de la future IPPJ de Bruxelles, à Forest. Ce bâtiment sert à la préparation des repas et héberge également des sans-papiers.

L'année dernière, Belgium Kitchen a été menacé de devoir quitter les lieux pour des raisons de sécurité. 80 personnes occupaient alors le bâtiment.

Étant donné sa prochaine réaffectation, le bâtiment de l'IPPJ ne restera pas indéfiniment à disposition de Belgium Kitchen.

Vu le rôle social de premier plan joué par Belgium Kitchen, et vu que notre commune s'est déclarée « commune hospitalière », nous aimerions savoir si des plans sont prévus pour héberger Belgium Kitchen ailleurs.

Mondelinge vraag over de toekomst van Belgium Kitchen (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

De vzw Belgium Kitchen is ontstaan ten tijde van de migratiegolf van 2015. Ze was eerst actief in het

Maximiliaanpark, daarna in Calais. Ze bereiden maaltijden voor mensen in nood en migranten zonder papieren.

Belgium Kitchen is momenteel gevestigd in het toekomstige IPPJ gebouw, in Vorst. Dit gebouw wordt gebruikt om maaltijden te bereiden en biedt ook onderdak aan mensen zonder papieren.

Vorig jaar bleek dat Belgium Kitchen het gebouw om veiligheidsredenen zou moeten verlaten. Het gebouw werd toen bezet door 80 mensen.

Gezien de geplande herbestemming blijft het IPPJ-gebouw niet voor onbepaalde tijd beschikbaar voor Belgium Kitchen.

Gezien de belangrijke sociale rol van Belgium Kitchen en gelet op het feit dat onze gemeente zich tot "gastvrije gemeente" heeft uitgeroepen, zouden wij graag willen weten of er plannen zijn om Belgium Kitchen elders onder te brengen.

Réponse de Madame El Hamidine :

Effectivement depuis son arrivée à Forest, Belgium Kitchen a pu compter sur le soutien et la collaboration de la commune et du CPAS en vue de faciliter l'occupation d'un bâtiment, propriété de la fédération Wallonie Bruxelles.

L'année dernière, il y a effectivement eu des dysfonctionnements dans l'installation de chauffage qui a failli mettre en péril l'occupation de ces bâtiments vides.

Nous avons pu solliciter avec les partenaires de l'ASBL une aide régionale pour réparer cette installation et restons en lien avec les responsables tant de l'ASBL que des cabinets Maron et Glatigny qui collaborent à ce montage.

Lors de la mise en œuvre des travaux en vue de créer une IPPJ (moyennant l'octroi d'un permis d'urbanisme, un marché public de travaux,...) effectivement l'occupation devra prendre fin, comme le prévoit la convention d'occupation temporaire et précaire.

On pourra alors se réjouir de cette affectation transitoire de plus de 6 ans pour un bâtiment public qui serait sinon resté vide.

Nous resterons extrêmement attentifs à ce que des solutions les plus pérennes possibles puissent être trouvées, en collaboration avec les responsables de Belgium Kitchen, acteurs du logement locaux et surtout régionaux.

Comme nous l'avons appris de nos expériences précédentes d'occupation temporaire avec la FéBUL, le CPAS et le Foyer du Sud, la légitimité de ces dispositifs d'occupation temporaire découlent aussi du respect des échéances pour quitter les lieux occupés.

Monsieur De Beer estime ne pas avoir reçu de réponse concrète et regrette l'absence d'initiative concrète.

Antwoord van mevrouw El Hamidine:

Sinds de aankomst in Vorst heeft Belgium Kitchen inderdaad kunnen rekenen op de steun en de medewerking van de gemeente en het OCMW om de ingebruikneming van een gebouw, eigendom van de Federatie Wallonië-Brussel, te vergemakkelijken.

Vorig jaar waren er inderdaad storingen in de verwarmingsinstallatie die het gebruik van deze leegstaande gebouwen bijna in gevaar brachten.

Samen met de partners van de vzw hebben wij gewestelijke steun kunnen aanvragen om de installatie te herstellen en wij blijven in contact met de verantwoordelijken van zowel de vzw als de kabinetten Maron en Glatigny, die aan dit project meewerken.

Bij de uitvoering van de werken voor de creatie van een IPPJ (mits toekenning van een stedenbouwkundige vergunning, een overheidsopdracht voor werken, ...) zal het gebruik effectief moeten stoppen, zoals bepaald in de overeenkomst voor tijdelijke en preciaire bezetting.

We mogen dan tevreden zijn over dit overgangsgebruik van meer dan 6 jaar voor een openbaar gebouw dat anders leeg zou blijven.

Wij zullen er nauwlettend op blijven toezien dat er, in samenwerking met de verantwoordelijken van Belgium Kitchen, lokale en vooral gewestelijke actoren op vlak van huisvesting, zo duurzaam mogelijke oplossingen worden gevonden.

Zoals wij hebben geleerd uit onze ervaring met tijdelijke bezetting met FéBUL, het OCMW en de Zuiderhaard, vloeit de legitimiteit van deze regelingen voor tijdelijke gebruik ook voort uit de naleving van de termijnen voor het verlaten van de gebruikte lokalen.

De heer De Beer is van mening dat hij geen concreet antwoord heeft gekregen en betreurt het uitblijven van een concreet initiatief.

1 annexe / 1 bijlage

52 Interpellation concernant l'abandon du logement social par la majorité forestoise (à la demande de Monsieur De Beer, conseiller communal) (Complémentaire)

Madame la Bourgmestre, cher.e.s membres du Collège,

Nous avons introduit il y a quelque temps une question écrite pour connaître l'état exact du parc immobilier public et privé de la commune. Ceci pour avoir une vue précise de la situation du logement à Forest. L'administration nous a renvoyé une réponse très complète et extrêmement bien faite. Nous les remercions pour cela.

Qu'apprend-on de ces chiffres ?

Entre 2005 et 2020, 1696 logements ont été créés dans notre commune. Des logements que l'on peut répartir en trois catégories : privé, "mixtes" et sociaux.

En termes de nombre de logements, la médaille d'or revient au privé, qui a créé 1149 logements, soit deux tiers des nouveaux logements. Les plus gros projets, ce sont ceux des grands promoteurs immobiliers tels que JCX Immo, Bouwen ou Bouygues, qui cherchent le profit maximal et appliquent donc des prix élevés, et ne font qu'accélérer la hausse des prix à Forest.

La médaille d'argent revient à une catégorie de logements mixte, repris sous l'appellation générale "à gestion publique et à finalité sociale". C'est une catégorie floue et fourre-tout, que vous avez parfois l'habitude d'associer aux logements sociaux par abus de langage. J'aimerais donc clarifier ici la situation. Dans cette catégorie, on retrouve en premier lieu des logements acquisitifs, à savoir ceux de Bervoets et de Ducuroir vendus par Citydev (271 logements en tout). Vous conviendrez qu'on ne peut en rien comparer cela aux logements sociaux. D'autant que ces logements peuvent à terme être revendus. D'ailleurs, cette année, 158 des 239 logements du quartier Bervoets sortiront du parc de logements "à gestion publique" et pourront être revendus au prix du marché.

On retrouve ensuite dans cette catégorie essentiellement des logements type AIS, c'est-à-dire des partenariats public-privé à durée limitée. Des logements qui pourront eux aussi être retirés de la "gestion publique" dans quelques années. Encore une fois, on est très loin du logement social, qui est solidement ancré dans les mains du public, et destiné à des tranches de revenus moins élevées.

Enfin, on retrouve quelques logements moyens, du CPAS et de la commune, mais de manière marginale.

En tout, 538 logements ont été créés dans cette catégorie mixte, dont la moitié sont en fait des logements vendus par Citydev et dont l'autre moitié est essentiellement composée de logements type AIS. La majorité de ces logements pouvant être retirée du circuit public en l'espace de quelques années.

Enfin, la médaille de bronze, - ou plutôt en chocolat, car une médaille de bronze c'est quand même un

minimum prestigieus, alors qu'ici la situation n'a rien de glorieux, - la médaille en chocolat revient au logement social. Entre 2005 et 2019, nous sommes passés de 1289 logements sociaux à 1297, soit seulement 8 unités de plus. Sur la même période, le nombre d'habitant.e.s a augmenté de près de 8000 unités. Donc, l'offre par habitant diminue. On a vu aussi que le privé a beaucoup construit dans la commune. En proportion, l'offre de logement social diminue donc aussi par rapport au parc immobilier total. Les chiffres sont clairs : le parc de logements sociaux est passé de 5,6 à 4,9% du parc immobilier total selon le monitoring des quartiers, un des plus mauvais scores de la région. L'administration communale le dit aussi dans son rapport : "la part relative des logements sociaux sur le total est en diminution."

On peut donc clairement parler d'un abandon du logement social à Forest au profit du logement privé et, secondairement, de logements acquisitifs subventionnés et des AIS. Je précise au passage que le PTB n'est pas par principe contre ces types de logements, mais à condition que cela se fasse en complément d'une vraie politique de logement social. Or ici, cela se fait au détriment du logement social.

La conséquence de tout cela, c'est d'abord que nous n'avons pas assez de logements sociaux à Forest pour faire face à la demande. Des milliers d'habitant.e.s sont toujours sur liste d'attente d'un logement social et ne n'obtiendront probablement jamais. Ensuite, c'est évidemment la flambée des prix, tant pour le locatif que pour l'acquisitif. Forest est la deuxième commune de Bruxelles où les loyers ont le plus augmenté en dix ans. Le logement social, dans une proportion assez importante du parc immobilier, sert de régulateur des prix du marché. Mais à Forest, par sa diminution, il ne fait qu'accélérer la hausse des prix.

Voici donc nos questions au Collège :

1. Quels sont les plans pour développer de manière ambitieuse le logement social dans les années à venir, sachant qu'il faudrait ouvrir au minimum 200 logements sociaux immédiatement pour compenser la diminution de ces dernières années, et en ouvrir 633 rien que pour atteindre la moyenne régionale de 7,3% de logements sociaux.
2. La commune est-elle prête à imposer, comme le demande le PTB, un tiers de logements sociaux dans les grands projets immobiliers privés ? Une telle mesure aurait permis de créer des centaines de logements sociaux ces dernières années.

Interpellatie over het opgeven van sociale huisvesting door de Vorstse meerderheid (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Burgemeester, geachte leden van het College,

Een tijd geleden hebben wij een schriftelijke vraag ingediend om te vragen hoe het precies staat met de openbare en particuliere woningen in de gemeente. Dat was om een duidelijk beeld te krijgen van de huisvesting in Vorst. De administratie stuurde ons een zeer volledig en goed voorbereid antwoord. Wij danken hen hiervoor.

Wat leren we uit deze cijfers?

Tussen 2005 en 2020 zijn er in onze gemeente 1.696 woningen bijgekomen. Huisvesting die in 3 categorieën kan worden onderverdeeld: privé, 'gemengd' en sociaal.

Wat het aantal woningen betreft, gaat de gouden medaille naar de privésector, die 1.149 woningen heeft gecreëerd, zijnde 2/3 van het aantal nieuwe woningen. De grootste projecten zijn die van de grote projectontwikkelaars zoals JCX Immo, Bouwen of Bouygues, die uit zijn op maximale winst en daarom hoge prijzen vragen, en de prijsstijging in Vorst alleen maar versnellen.

De zilveren medaille gaat naar een categorie van gemengde huisvesting, onder de algemene noemer "openbaar beheerd en sociaal georiënteerd". Dit is een vage en overkoepelende categorie, die soms verward wordt met sociale huisvesting. Daarom wil ik de situatie hier verduidelijken. In deze categorie vinden we in de eerste plaats koopwoningen, namelijk die van Bervoets en Ducuroir, verkocht door Citydev (271 wooneenheden in totaal). U zult het met me eens zijn dat dit niet te vergelijken is met sociale huisvesting. Vooral omdat deze huizen op termijn kunnen worden doorverkocht. In feite zullen dit jaar 158 van de 239 woningen in de wijk Bervoets uit het "openbaar beheerde" woningbestand worden genomen en tegen de marktprijs kunnen worden doorverkocht.

Deze categorie omvat ook hoofdzakelijk woningen van het type SVK, d.w.z. publiek-private partnerschappen van beperkte duur. Woningen die ook over een paar jaar aan het "overheidsbeheer" kunnen worden onttrokken. Nogmaals, dit staat ver af van sociale huisvesting, die verankerd in handen is van de overheid en gericht is op lagere inkomensgroepen.

Ten slotte zijn er nog wat woningen voor middeninkomens, van het OCMW en de gemeente, maar dat is slechts marginaal.

In totaal werden in deze gemengde categorie 538 woningen gecreëerd, waarvan de helft daadwerkelijk door Citydev verkochte woningen zijn en de andere helft hoofdzakelijk woningen van het type SVK zijn. De meeste van deze woningen kunnen binnen enkele jaren uit het overheidscircuit worden onttrokken.

Tot slot de bronzen medaille - of liever de chocolade medaille, want een bronzen medaille is nog steeds een prestigieus minimum, terwijl de situatie hier helemaal niet zo glorieus is - die gaat naar de sociale huisvesting. Tussen 2005 en 2019 zijn we van 1.289 sociale woningen naar 1.297 gegaan, wat slechts 8 eenheden meer is. In dezelfde periode is het aantal inwoners met bijna 8.000 toegenomen. Het aanbod per inwoner daalt dus. We hebben ook gezien dat de privésector veel heeft gebouwd in de gemeente. Verhoudingsgewijs neemt het aanbod van sociale woningen dus ook af in verhouding tot het totale woningaanbod. De cijfers zijn duidelijk: het socialewoningenbestand is volgens de Wijkmonitoring gedaald van 5,6 tot 4,9% van het totale woningbestand, een van de slechtste scores in de regio. Het gemeentebestuur zegt ook in zijn verslag: "het relatieve aandeel van sociale huisvesting in het totaal daalt."

Er is dus duidelijk sprake van het opgeven van sociale huisvesting in Vorst ten gunste van privéhuishuisvesting en, in tweede instantie, van gesubsidieerde koopwoningen en SVK. Ik wijs erop dat de PTB*PVDA niet principieel tegen dit soort woningen is, maar wel op voorwaarde dat dit gebeurt als aanvulling op een echt sociaal huisvestingsbeleid. Dit gaat ten koste van de sociale huisvesting.

Het gevolg van dit alles is dat we in Vorst niet genoeg sociale woningen hebben om aan de vraag te voldoen. Duizenden bewoners staan nog steeds op de wachtlijst voor een sociale woning en zullen die waarschijnlijk nooit krijgen. Ten tweede is er duidelijk sprake van een prijsstijging, zowel voor huur- als koopwoningen. Vorst is de tweede gemeente in Brussel waar de huurprijzen in tien jaar tijd het meest zijn gestegen. Sociale huisvesting fungeert als regulator van de marktprijzen. Maar in Vorst versnelt de vermindering ervan alleen maar de prijsstijging.

Onze vragen aan het College luiden dus als volgt:

1. Wat zijn de plannen om de sociale huisvesting in de komende jaren op een ambitieuze manier te ontwikkelen, wetende dat het nodig zou zijn om direct minstens 200 sociale woningen te openen om de daling van de laatste jaren te compenseren, en 633 te openen alleen al om het gewestelijke gemiddelde van 7,3% sociale woningen te bereiken?
2. Is de gemeente bereid om, zoals de PTB*PVDA vraagt, een derde sociale woningen op te leggen in grote particuliere vastgoedprojecten? Een dergelijke maatregel zou het mogelijk hebben gemaakt de afgelopen jaren honderden sociale woningen te creëren.

Madame Angeli passe en revue différents projets relevant du Foyer du Sud : d'ici 2025 on prévoit la création de 350 logements sociaux, une augmentation substantielle du parc forestois. Madame De Ridder fournit des compléments de réponse.

Monsieur De Beer maintient qu'il faut bien distinguer les logements sociaux (gérés par les SISP) des logements « à finalité sociale ». Il déplore le fait que le logement dit « modéré » prenne de plus en plus le pas sur le logement social en terme d'investissements. Il maintient que les logements mis à disposition des AIS le sont à titre précaires puisque susceptibles d'être remis sur le marché locatif privé.

Mevrouw Angeli overloopt verschillende projecten van de Zuiderhaard: tegen 2025 wil men 350 sociale woningen creëren, een aanzienlijke uitbreiding van het Vorstse aanbod.

Mevrouw De Ridder verstrekt aanvullende informatie.

De heer De Beer beweert dat er een onderscheid moet worden gemaakt tussen sociale woningen (beheerd door OVM) en huisvesting 'met sociaal oogmerk'. Hij betreurt het dat de woningen voor bescheiden inkomens bij de investeringen steeds meer de overhand krijgen op de sociale woningen. Hij zegt dat de woningen die ter beschikking van de SVK worden gesteld, dat ten preciaire titel zijn omdat zij opnieuw op de particuliere huurmarkt kunnen worden gebracht.

1 annexe / 1 bijlage

53 Question orale concernant la politique climatique au niveau local (à la demande de Madame Huytebroeck, conseillère communale) (Complémentaire)

Quelle politique climatique au niveau local ?

Dans un mois exactement les gouvernements nationaux de tous les Etats se retrouveront à Glasgow pour la Conférence internationale sur le climat, la COP26.

Mais seront également présents les responsables de nombreuses villes et entités locales - En effet, en quelques années de très nombreuses entités locales ont démontré qu'il était possible d'aller vers des villes plus hospitalières, plus durables au niveau énergétique mais aussi plus vertes et résilientes .

L'échelon local est celui qui permet d'implémenter concrètement des politiques climatiques mais aussi de mettre en place des programmes et des actions concrètes initiés par d'autres niveaux (régional, national mais aussi européen) pour lutter contre les changements climatiques

L'ambition est d'aller vers des villes décarbonées et résilientes mais aussi de créer de vrais lieux de vie accessibles à toutes et tous grâce à des économies circulaires locales dynamiques .

Il y a urgence et aujourd'hui on ne peut plus attendre que les impulsions ne soient données qu'au niveau des Etats. De nombreuses associations de villes (Energycities, ICLEI, ClimateChance...) l'ont bien compris et suscitent depuis plusieurs années des collaborations entre villes , entre communes tout en les soutenant concrètement.

C'est aussi au niveau local qu'il est possible d'entreprendre une autre gouvernance politique mais aussi culturelle et économique . Et cela dans un esprit de collaboration et de participation des citoyens à la gestion .

A Forest, cela fait déjà plusieurs années que la dynamique est lancée que ce soit au niveau de la politique de l'eau dans une commune en partie située en fond de vallée, que ce soit au niveau énergétique et des bâtiments exemplaires ou que ce soit en matière de biodiversité.

Récemment c'est aussi en suscitant la participation des citoyens que l'impulsion est donnée. Ces citoyens qui dans notre commune représentent de vraies forces actives stimulant les acteurs politiques à agir.

Monsieur l'échevin, j'aimerais dès lors vous demander quelles sont les actions majeures que vous mettez en avant dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques au niveau local. Un plan climat a été récemment initié, pouvez vous vous nous dire quelle en est son évolution, ses différentes étapes pour les mois et années à venir ?

Des collaborations sont elles menées avec d'autres niveaux de pouvoir au sein de différents programmes, Et des collaborations sont elles entreprises avec d'autres communes bruxelloises ?

En vous remerciant pour les réponses que vous apporterez à mes questions.

Evelyne HUYTEBROECK

12 octobre 2021.

Mondelinge vraag over het lokaal klimaatbeleid (op vraag van mevrouw Huytebroeck, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Welk klimaatbeleid op lokaal niveau?

Over precies een maand komen nationale regeringen uit de hele wereld in Glasgow bijeen voor de internationale klimaatconferentie COP26.

Maar ook de leiders van veel steden en lokale overheden zullen aanwezig zijn. In enkele jaren tijd hebben veel lokale overheden namelijk laten zien dat het mogelijk is om naar meer gastvrije, energieduurzamere en ook groenere en veerkrachtigere steden te gaan.

Het lokale niveau is het niveau dat de concrete uitvoering van het klimaatbeleid mogelijk maakt, maar ook de uitvoering van programma's en concrete acties die door andere niveaus (regionaal, nationaal maar ook Europees) zijn geïnitieerd om de klimaatverandering tegen te gaan.

De ambitie is te evolueren naar koolstofarme en veerkrachtige steden, maar ook echte leefruimtes te creëren die voor iedereen toegankelijk zijn dankzij dynamische lokale circulaire economieën.

Het is dringend en wij kunnen niet langer wachten op impulsen die enkel op nationaal niveau worden gegeven. Talrijke verenigingen van steden (Energycities, ICLEI, ClimateChance ...) hebben dit begrepen en moedigen al enkele jaren de samenwerking tussen steden en gemeenten aan, waarbij zij tegelijkertijd concrete steun verlenen.

Het is ook op lokaal niveau dat een andere vorm van politiek, cultureel en economisch bestuur mogelijk is. En dit in een geest van samenwerking en participatie van de burgers aan het bestuur.

In Vorst is dit proces al enkele jaren aan de gang, of het nu gaat om het waterbeleid in een gemeente die gedeeltelijk in een dal ligt, of om energie en voorbeeldgebouwen of om biodiversiteit.

De laatste tijd wordt de impuls ook gegeven door de participatie van burgers te stimuleren. Deze burgers, die in onze gemeente echte actieve krachten zijn die de politieke actoren tot handelen aanzetten.

Mijnheer de schepen, ik zou u willen vragen welke grote acties u voorstelt in de strijd tegen de klimaatverandering op lokaal niveau. Onlangs is een begin gemaakt met een klimaatplan. Kunt u ons vertellen hoe dit plan evolueert en wat de verschillende fasen zijn voor de komende maanden en jaren?

Zijn er samenwerkingsverbanden met andere bestuursniveaus binnen verschillende programma's en is er samenwerking met andere Brusselse gemeenten?

Dank u voor uw antwoorden op mijn vragen.

Evelyne HUYTEBROECK

12 oktober 2021.

Monsieur Mugabo présente les lignes de force du plan climat de la commune (diminution des émissions (in)directes, principalement liées aux bâtiments, ainsi qu'une série d'initiatives et d'actions menées dans le domaine. Il rappelle que le Conseil consultatif citoyen a également entamé ses travaux sur la thématique du climat. Il est renvoyé au site web communal pour une information complète sur le plan climat.

Madame Huytebroeck souligne le caractère transversal des réponses que la commune peut apporter.

De heer Mugabo presenteert de hoofdlijnen van het klimaatplan van de gemeente (vermindering van de (in)directe uitstoot, voornamelijk in verband met gebouwen, alsook een reeks initiatieven en acties die op dit gebied worden uitgevoerd. Hij wijst erop dat de burgeradviesraad ook met de klimaatkwestie aan de slag is gegaan. Er wordt verwezen naar de gemeentewebsite voor alle informatie over het klimaatplan.

Mevrouw Huytebroeck beklemtoont het transversale van de antwoorden die de gemeente kan geven.

1 annexe / 1 bijlage

54 **Question orale relative à la rénovation de l'avenue Victor Rousseau (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal). (Ajouté en séance)**

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Dans son édition du 1er octobre, le journal La Libre relevait que l'avenue Victor Rousseau sera prochainement rénovée dans son tronçon entre l'avenue Zaman et la rue de Bourgogne. Le chantier prévoit de réaménager de façade en façade l'avenue et le carrefour, ainsi que l'espace public bordant le site de Forest National. Dans le même article, la porte-parole de la Ministre de la Mobilité annonce qu'une piste cyclable verra le jour sur le tronçon.

1° Pourriez-vous nous décrire les aménagements qui verront le jour ?

2° Est-ce que le projet de piste cyclable concernera uniquement le tronçon situé entre Zaman et la rue de Bourgogne ?

3° Dans le cadre de ce projet et de vos aménagements futurs pour le quartier, est-ce que des suppressions de places de stationnement sont envisagées dans ce quartier pourtant régulièrement saturé par les spectateurs de Forest National ? Si oui, combien de places sont concernées et à quel horizon ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier
Chef de groupe MR

Mondelinge vraag over de renovatiewerken aan de Victor Rousseaulaan (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid). (Toegevoegd tijdens de zitting)

Mevrouw de Voorzitster,
Beste collega's,

In La Libre van 1 oktober lezen we dat de Victor Rousseaulaan binnenkort wordt heraangelegd tussen de Zamanlaan en de Boergondiëstraat. Het project behelst de heraanleg van het kruispunt en de laan van gevel tot gevel, evenals de openbare ruimte langs de site van Vorst Nationaal. In hetzelfde artikel kondigt de woordvoerder van de minister van Mobiliteit aan dat er ook een fietspad komt.

1° Kunt u een beschrijving geven van de geplande inrichtingen?

2° Heeft het fietspadenproject alleen betrekking op het gedeelte tussen Zaman en de Boergondiëstraat?

3° Worden er in het kader van dit project en uw toekomstige ontwikkelingen voor de wijk parkeerplaatsen geschrapt in deze wijk, die regelmatig verzadigd is door toeschouwers van Vorst Nationaal? Zo ja, om hoeveel plaatsen gaat het en op welke termijn?

Bedankt voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier
MR-fractie leider

Réponse de Monsieur Mugabo :

Petit rappel du contexte : deux nouvelles lignes de bus ont vu le jour récemment et desservent tous les deux Forest avec un passage devant Forest National.

Dans ce cadre, la STIB doit aménager des nouveaux terminus et rationaliser les arrêts de bus afin d'intégrer au mieux la venue de ces deux nouvelles lignes en complément avec les lignes existantes. C'est la STIB qui est porteur du projet.

Il était initialement prévu :

- *Réaménager de façade à façade la voirie, en vue d'y intégrer les arrêts bus (le tronçon devant Forest National uniquement).*
- *Aménager la voirie afin de permettre aux bus en provenance de la gare centrale de faire leur demi-tour ;*
- *Revoir les zones de stationnement afin de permettre l'accueil du terminus bus dont la suppression de quelques places de stationnement ;*
- *Déplacer les arrêts afin de les rationaliser avec la présence des nouvelles lignes ;*
- *Déplacer la zone Villo. afin de créer des arrêts de transport en commun répondant aux normes d'accessibilité PMR et de conformité en ce compris rehausser les quais à une hauteur de 18 cm pour une meilleure accessibilité générale aux bus.*
- *Revaloriser la largeur de voirie en vue d'y intégrer les déplacements cyclables*
- *Prévoir des traversées piétonnes munies d'un marquage au sol conforme aux normes en vigueur*
- *Offrir aux piétons des trottoirs convenables et des traversées sécurisées, accessibles et logiques en accord avec les lignes de désir des usagers faibles (PMR compris)*
- *Créer de nouveaux espaces verts pour récupérer les eaux de surfaces.*

Une enquête publique a eu lieu en décembre 2020, à l'issue de laquelle la commission de concertation a remis un avis favorable. A noter qu'en cours d'instruction la Région (autorité délivrante) a demandé qu'une piste cyclable séparée soit intégrée conformément au plan Good Move.

Antwoord van de heer Mugabo:

Een korte schets van de context: sinds kort zijn er twee nieuwe buslijnen, die allebei Vorst aandoen en langs Vorst Nationaal rijden.

In dat kader moet de MIVB nieuwe terminussen inrichten en de bushaltes rationaliseren om de komst van deze twee nieuwe lijnen zo goed mogelijk te doen aansluiten bij de bestaande lijnen. De MIVB is de projectleider.

Het oorspronkelijke plan was:

- de heraanleg van de rijweg van gevel tot gevel, met het oog op de integratie van de bushaltes (enkel het deel voor Vorst Nationaal);*
- de inrichting van de rijweg zodat bussen komende van het Centraal Station rechtsomkeer kunnen maken;*
- de herziening van de parkeerzones met het oog op de inrichting van de busterminus, waaronder de schrapping van enkele parkeerplaatsen;*
- de verplaatsing van de haltes om ze te rationaliseren met de aanwezigheid van de nieuwe lijnen;*
- de verplaatsing van de Villo-zone om haltes voor het openbaar vervoer te creëren die voldoen aan de normen inzake toegankelijkheid voor PBM en conformiteit, inclusief de verhoging van de perrons tot een hoogte van 18 cm voor een betere algemene toegankelijkheid van bussen;*
- de uitbreiding van de wegbreedte voor fietsers;*
- zorgen voor voetgangersoversteekplaatsen met wegmarkeringen volgens de huidige normen;*
- de voetgangers geschikte voetpaden en veilige, toegankelijke en logische oversteekplaatsen bieden, overeenkomstig de wensen van de zwakke gebruikers (ook personen met beperkte mobiliteit);*
- nieuwe groene ruimten creëren voor de opvang van oppervlaktewater.*

In december 2020 vond er een openbaar onderzoek plaats, na afloop waarvan de overlegcommissie een gunstig advies heeft uitgebracht. Tijdens het onderzoek heeft het Gewest (de vergunnende overheid) gevraagd een afzonderlijk fietspad te integreren overeenkomstig het Good Move-plan.

2 annexes / 2 bijlagen

55 Question orale relative au télétravail (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Ajouté en séance)

La pandémie a clairement modifié nos habitudes de travail. En effet, le télétravail s'est imposé au vu des circonstances à de nombreux travailleurs dont le travail en offrait la possibilité. Les enquêtes à ce sujet ont démontré qu'une majorité de travailleurs sont en faveur de la poursuite de ce système quelques jours par semaine. Qu'en est-il pour la Commune de Forest? Avez-vous déjà une idée des souhaits des employés communaux qui peuvent prétendre à ce système? Avez-vous pris cette donnée

en compte en vue du redéménagement dans les locaux de la Maison communale? Comment les bureaux seront-ils affectés? Que faire de ceux qui seront peu voire pas utilisés?

Isabelle Maduda
Conseillère communale MR

Mondelinge vraag over telewerk (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid)
(Toegevoegd tijdens de zitting)

De pandemie heeft onze werkgewoonten duidelijk veranderd. Telewerken is een noodzaak geworden voor veel werknemers wier werk daartoe de mogelijkheid bood. Enquêtes daaromtrent hebben uitgewezen dat een meerderheid van de werknemers voorstander is van voortzetting van dit systeem enkele dagen per week. Hoe zit het met de gemeente Vorst? Hebt u al een idee van de wensen van het gemeentepersoneel dat voor dit systeem in aanmerking komt? Heeft u daar rekening mee gehouden met het oog op de verhuizing naar het gemeentehuis? Hoe zullen de kantoren worden ingedeeld? Wat gebeurt er met die welke weinig of helemaal niet worden gebruikt?

Isabelle Maduda
Gemeenteraadslid MR

Réponse de Madame El Hamidine :

Dans le cadre du projet Maison Dewin, une enquête a eu lieu auprès des membres du personnel en octobre 2020.

Celle-ci a reçu 226 réponses et a fait nettement ressortir le souhait de voir le télétravail s'ancrer de manière durable, puisque plus de 75 % des répondants ont indiqué souhaiter pouvoir continuer à télétravailler 2 ou 3 jours par semaine.

Rappelons que le télétravail structurel est toujours le fruit d'une double volonté (tant le travailleur que l'employeur doivent y consentir) ; tandis que le télétravail occasionnel peut résulter de circonstances exceptionnelles (par exemple une pandémie).

Cette pérennisation du télétravail a influencé la réflexion menée au sein du comité de direction, qui s'est mis d'accord sur un compromis de 90 % au niveau du ratio du nombre de postes de travail par rapport au nombre d'agents.

On estime que ce ratio sera déjà facilement atteint en ne tenant compte que des absences « naturelles » (congés, maladie, etc.). La pérennisation du télétravail amènera encore une marge supplémentaire.

Cet équilibre permet d'aménager des espaces de travail confortables, dotés d'un mobilier adapté aux différentes tâches des agents, ainsi que davantage d'espaces communs (coins cafés à chaque étage, cafétéria, salles de réunion, etc.)

Quoi qu'il en soit la capacité d'accueil de l'hôtel communal sera suffisante pour pouvoir accueillir tous les agents, même en cas de pic de présence.

Il faut d'abord rappeler que l'hôtel communal est intégralement classé et qu'il a donc fallu composer avec les contraintes architecturales du bâtiment.

Concrètement, cela signifie la quasi absence de bureaux individuels, au profit d'espaces plus grands et ouverts, dont l'aménagement a été pensé en conséquence.

La répartition des bureaux suit autant que possible l'organigramme de l'administration : chaque département se voyant attribuer une zone déterminée dans le bâtiment.

S'il y a bien des zones attirées pour chaque département, il n'y a en principe plus de bureaux

attitrés individuellement (conséquence logique du ratio de 90%).

Il appartiendra aux équipes d'en discuter ensemble et d'aboutir à un modus vivendi qui convient aux agents, dans le respect d'un cadre et de principes communs.

Enfin, soyez certains que tout l'espace disponible sera utilisé (pour rappel, même les sous-sols accueilleront certains services...).

Antwoord van mevrouw El Hamidine:

In het kader van het project Huis Dewin is in oktober 2020 een personeelsenquête gehouden.

Op de enquête kwamen 226 reacties en daaruit bleek een duidelijke wens om telewerk te bestendigen, waarbij meer dan 75% van de respondenten aangaf dat ze 2 of 3 dagen per week zouden willen blijven telewerken.

Structureel telewerk is altijd het resultaat van een dubbel akkoord: zowel de werknemer als de werkgever moeten het goedkeuren; terwijl occasioneel telewerk het resultaat kan zijn van uitzonderlijke omstandigheden (bv. pandemie).

Deze bestendiging van het telewerk heeft de redenering van het directiecomité beïnvloed, dat een compromis van 90% in de verhouding van het aantal werkplekken tot het aantal personeelsleden is overeengekomen.

Naar schatting zal deze verhouding al gemakkelijk worden bereikt als er alleen rekening wordt gehouden met 'natuurlijke' afwezigheden (verlof, ziekte, ...). De bestendiging van het telewerk zal een bijkomende marge opleveren.

Dit evenwicht maakt het mogelijk te voorzien in comfortabele werkruimten, met meubilair dat aangepast is aan de verschillende taken van het personeel, en in meer gemeenschappelijke ruimten (koffiehoeken op elke verdieping, cafetaria, vergaderzalen, ...).

In ieder geval zal de capaciteit van het gemeentehuis voldoende zijn om al het personeel te huisvesten, zelfs bij een piek in het aantal aanwezigen.

Het gemeentehuis is volledig beschermd en dus moeten we rekening houden met de architectonische beperkingen van het gebouw.

Concreet betekent dit dat er vrijwel geen afzonderlijke kantoren zijn, maar grotere open ruimten, waarvan de indeling dienovereenkomstig is ontworpen.

De verdeling van de kantoren volgt zoveel mogelijk het organigram van het gemeentebestuur: elk departement krijgt een specifieke zone in het gebouw toegewezen.

Hoewel er voor elk departement toegewezen zones zijn, zijn er in principe geen individueel toegewezen bureaus meer (logisch gevolg van de 90%-verhouding).

Het is aan de teams om dit samen te bespreken en een modus vivendi te vinden die past bij het personeel, binnen een gemeenschappelijk kader en gemeenschappelijke principes.

Ten slotte kunt u er zeker van zijn dat alle beschikbare ruimte zal worden gebruikt (zelfs de kelderverdieping wordt voor bepaalde diensten gebruikt).

2 annexes / 2 bijlagen

56 **Question d'actualité concernant l'augmentation des actes de vandalisme et des vols à Forest : quartiers Monte-Carlo – Stuart Merilll et J.B. Baeck- Dumonceau (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Ajouté en séance)**

Des habitants des quartiers précités se plaignent d'une recrudescence d'actes de vandalisme et de vols dans leur quartier.

Nous avons été contactés par plusieurs riverains afin de faire remonter au Collège l'insécurité et les nuisances qu'ils subissent depuis quelque temps déjà.

Ils font état de tentatives d'effractions, de vols à répétition dans les maisons, d'intrusion de nuit pendant le sommeil des habitants, y compris dans les chambres d'enfants, de vols dans les voitures, de vols de gsm, de dégradations répétées de véhicules.

Pour ce qui concerne le quartier Baeck, il semble que l'augmentation de ces actes coïncide avec la réoccupation des « blocs jaunes ». Pour le quartier Monte-Carlo, cela pourrait être lié à des squatteurs situés avenue Général Dumonceau.

Les habitants se plaignent du manque de réaction et de moyens mis en œuvre pour préserver leurs sécurité et l'intégrité de leurs biens. Ils se plaignent aussi de ce que la police face à ces faits.

Le service prévention et Madame l'échevine ont été alertés également .

Pourriez-vous me préciser quelles mesures actives le service de prévention pourra mettre en place pour sécuriser ces quartiers d'une part, et d'autre part, quelles sont les directives que Madame la Bourgmestre ff donne aux services de police pour faire face à cette recrudescence d'actes violents et établir un lien de confiance avec les Forestois qui se sentent bien seuls ?

Certains éléments relèvent sans doute du Conseil de police, et je ne manquerai pas d'interpeller à ce niveau. Il n'en demeure pas moins que c'est le rôle du bourgmestre d'assurer la sécurité et la tranquillité de ses habitants, raison pour laquelle je m'adresse ici à vous.

Vous remerciant de vos réponses.

Dominique Goldberg
Conseillère communale DÉFi

Vraag betreffende de toename van vandalisme en diefstallen in de Vorstse wijken Monte Carlo, Stuart Merill en Baeck-Dumonceau (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid)
(Toegevoegd tijdens de zitting)

De bewoners van bovengenoemde buurten klagen over het toenemende vandalisme en diefstallen in hun buurt.

Verschillende bewoners hebben contact met ons opgenomen om het College op de hoogte te brengen van de onveiligheid en overlast die zij sinds enige tijd ondervinden.

Zij wijzen op pogingen tot inbraak, herhaalde diefstallen uit huizen, inbraak 's nachts terwijl de bewoners slapen (zelfs in kinderkamers), diefstal uit auto's, diefstal van gsm's en herhaalde beschadiging van voertuigen.

In de Baeckwijk is deze situatie merkbaar sinds de "gele blokken" opnieuw bewoond zijn. In de wijk Monte-Carlo zou het in verband kunnen worden gebracht met krakers op de G. Dumonceaulaan.

De inwoners klagen over het gebrek aan reactie en aan middelen om hun veiligheid en de integriteit van hun eigendom te vrijwaren. Zij klagen ook over de houding van de politie tegenover deze incidenten.

De preventiedienst en mevrouw de schepen werden ook op de hoogte gesteld.

Kunt u mij zeggen welke actieve maatregelen de preventiedienst kan nemen om enerzijds deze wijken te beveiligen en anderzijds welke richtlijnen de burgemeester aan de politiediensten heeft gegeven om deze toenemende gewelddaden aan te pakken en een vertrouwensband tot stand te brengen met de Vorstenaren die in de kou staan?

Sommige elementen vallen wellicht onder de bevoegdheid van de politieraad en ik zal zeker ook op dat niveau interpellieren. Maar het blijft de taak van de burgemeester om de veiligheid en de rust van de inwoners te waarborgen, en daarom richt ik mij hier tot u.

Bedankt voor uw antwoorden.

Dominique Goldberg
Gemeenteraadslid DéFI

Réponse de Madame El Hamdine :

J'ai effectivement constaté la concentration de ces phénomènes dans les listings journaliers transmis par la police locale. J'ai par ailleurs reçu des victimes de ces faits de vols dans habitation. J'ai relayé aux forces de police qui ont renforcé le zonage aux heures critiques dans ces quartiers spécifiquement.

Au sujet de l'occupation des immeubles de la Nouvelle Cité, nous avons réuni à deux reprises les acteurs concernés (Foyer du Sud, police locale, prévention, PCS Bempt) pour coordonner la présence sur le terrain en vue de prévenir les faits infractionnels souvent inhérents aux grands ensembles de logements. Pas plus tard que la semaine dernière, les mêmes acteurs se sont encore concertés à l'occasion du diagnostic établi dans le cadre du nouveau Contrat de Quartier 2 Cités. Début novembre est prévue une réunion avec nos homologues d'Uccle qui partagent les mêmes préoccupations dans le quartier limitrophe du Merlot pour coordonner nos efforts.

J'insiste encore une fois sur mes préoccupations pour promouvoir une approche complémentaire entre services de prévention et de police dans un travail de proximité pour rassurer les riverains, protéger les familles de l'embrigadement des mineurs et dissuader et réprimer les phénomènes d'insécurité.

Réponse de Madame El Omari :

Le service Prévention est bien conscient des problématiques liées aux cambriolages, et ce notamment à l'occasion de l'arrivée des mois plus propice à ce phénomène lorsque la clarté diminue rapidement. Le service s'est doté de longue date d'un « conseiller en prévention vol » qui prodigue ses services sur tout le territoire forestois.

Dernièrement le Collège a approuvé la mise en œuvre de l'opération « Besafe@home », campagne de sensibilisation en collaboration avec les équipes de gardiens de la paix, qui se traduit par des rencontres de terrain et par la diffusion de toutes-boîtes afin de lutter contre les cambriolages. Le conseiller en prévention vol, accompagné de gardien de la paix, sillonne de nombreuses zones qui ont été choisies sur base des chiffres de criminalité fournis par la police locale, ainsi que des retours des équipes de terrain de la Prévention.

Rappelons enfin que si les acteurs de la prévention ont un rôle à jouer en terme de conseil, d'accompagnement des habitants et de présence sécurisante, le volet répressif reste du ressort exclusif de la police.

Madame Goldberg demande s'il y a des caméras de surveillance dans ce secteur et si davantage de caméras pourraient être installées pour prévenir ces délits ?

Madame El Hamidine répond qu'à sa connaissance il n'y a pas de caméras de surveillance installées dans le quartier.

Antwoord van mevrouw El Hamidine:

Ik heb inderdaad een concentratie van deze verschijnselen vastgesteld in de dagelijkse listings van de lokale politie. Ik heb ook slachtoffers ontvangen van deze diefstallen in huis. Ik heb dit doorgegeven aan de politie, die de zonering op kritieke tijdstippen in deze specifieke wijken heeft verscherpt.

Wat de bezetting van de gebouwen van de Nieuwe Wijk betreft, hebben wij tweemaal de betrokken actoren (Zuiderhaard, lokale politie, preventie, PSC Bempt) samengebracht om de aanwezigheid op het terrein te coördineren met het oog op de preventie van de inbreuken die vaak inherent zijn aan grote wooncomplexen. Vorige week nog zijn dezelfde actoren opnieuw bijeengekomen voor de diagnose die werd opgesteld in het kader van het nieuwe wijkcontract "2 cités".

Begin november is er een vergadering gepland met onze ambtgenoten in Ukkel, die dezelfde bekommernissen delen in de aangrenzende Merlot-wijk, om onze inspanningen te coördineren. Ik benadruk nogmaals dat ik een complementaire aanpak van de preventiediensten en de politie wil bevorderen om de buurtbewoners gerust te stellen, de gezinnen te beschermen tegen de rekrutering van minderjarigen en onveiligheid de kop in te drukken.

Antwoord van mevrouw El Omari:

De preventiedienst is zich bewust van de problemen in verband met inbraken, vooral in de maanden waarin het vaker donker is. De dienst heeft al lang een diefstalpreventieadviseur die advies verleent over de hele gemeente Vorst.

Onlangs heeft het College de operatie "Besafe@home" goedgekeurd, een sensibiliseringscampagne in samenwerking met de teams van de gemeenschapswachten, in de vorm van bijeenkomsten op het terrein en de verdeling van flyers rond inbraakpreventie. De diefstalpreventieadviseur bezoekt samen met gemeenschapswachten verschillende zones die werden uitgekozen op basis van door de plaatselijke politie verstrekte criminaliteitscijfers en de feedback van de teams van Preventie op het terrein.

Ten slotte moeten we voor ogen houden dat de preventied medewerkers een rol spelen op het vlak van advies, begeleiding van de bewoners en geruststellende aanwezigheid, maar het repressieve aspect de exclusieve verantwoordelijkheid van de politie blijft.

Mevrouw Goldberg vraagt of er in deze sector bewakingscamera's zijn en of er meer camera's kunnen worden geïnstalleerd om deze misdrijven te voorkomen.

Mevrouw El Hamidine antwoordt dat er bij haar weten geen bewakingscamera's zijn in de wijk.

2 annexes / 2 bijlagen

Levée de la séance à 00:40
Opheffing van de zitting om 00:40

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente suppléante,
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Séverine De Laveleye

